



**DIAGNOSTIC
DU SYSTÈME
ALIMENTAIRE
GUADELOUPÉEN**



Rapport DIAG'Alim 2021





Le projet DIAG'Alim est à l'initiative de :



DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT



DIRECTION DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

En collaboration avec :



« La destinée des nations dépend de la manière dont elles se nourrissent. »

Brillat-Savarin, 1842



PRÉSENTATION DU TERRITOIRE

La Guadeloupe est un archipel de 1 628 km² doté de six îles habitées et situé dans l'arc antillais à 6 700 km de la France hexagonale.

On distingue d'une part la Guadeloupe dite « continentale » composée des îles de la Basse-Terre et de la Grande-Terre, séparées par un étroit bras de mer, et d'autre part les autres îles « appelées Îles du sud » (Terre de Haut, Terre de Bas, la Désirade et Marie-Galante). Ce territoire de près de 400 000 habitants bénéficie d'atouts incontestés (INSEE, 2020a) :

- sa position géographique au sein du bassin caribéen : membre associé de l'Association des États de la Caraïbe, elle est une plateforme d'échanges de biens et de services (aujourd'hui insuffisamment exploitée),
- son niveau de développement économique, technique et technologique supérieur à celui des territoires voisins (éducation, recherche, énergie, etc.),
- un pouvoir d'achat de sa population parmi les plus élevés de la zone,
- un marché intérieur exigeant en matière de qualité et de disponibilité des services,
- un ensemble de dispositifs et d'infrastructures publics, soutenu par l'Union Européenne (UE).

La Guadeloupe demeure cependant très vulnérable, autant sur les questions alimentaires, environnementales, de changement climatique que sur les questions socio-économiques. L'île doit faire face à un fort taux de pauvreté (34,5%) et de chômage (20,5%) pour les classes d'âge de 15 à 65 ans, nettement supérieur à celui de l'Hexagone. (INSEE, 2021).

La précarité alimentaire est également élevée en Guadeloupe et de nombreux ménages n'ont pas un accès suffisant à une alimentation saine et nutritive, à quoi s'ajoute un coût de la vie nettement plus élevé.

La Guadeloupe est fortement dépendante des apports extérieurs, en particulier de produits agroalimentaires bruts et transformés. Plus de 70% des échanges sont réalisés avec des territoires européens (France, Royaume-Uni, Allemagne, Espagne, Italie), le principal fournisseur restant l'Hexagone, qui représente 2/3 des denrées entrantes (INSEE, 2019). La forte consommation de produits importés, notamment de produits transformés avec de forts taux de sel, sucre et gras, a conduit à une augmentation des taux d'obésité et des maladies cardiovasculaires, symboles d'une transition nutritionnelle avancée.

La question du foncier, très sensible dans les espaces insulaires, l'est davantage en Guadeloupe en raison de la contamination d'une partie des sols par la chlordécone, pesticide organochloré, écotoxique et persistant, utilisée jusqu'en 1992 dans les bananeraies pour lutter contre le charançon.

Si les filières agricoles structurées ont appris à gérer cette problématique, la population guadeloupéenne demeure exposée lorsqu'elle s'alimente par les circuits informels qui peuvent provenir de zones contaminées, voire par les jardins créoles.

Les enjeux environnementaux en Guadeloupe sont également très présents. La dégradation de la barrière de corail et de la mangrove fragilise le territoire face au changement climatique. La Guadeloupe doit ainsi travailler à améliorer sa résilience face aux événements climatiques et économiques extrêmes, qui peuvent déstabiliser le territoire très rapidement.





AVANT-PROPOS p8

1. CONTEXTE p11

- 1.1 L'alimentation durable, un défi de société p12
- 1.2 Présentation du projet DIAG'Alim p16

2. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE DE DIAG'ALIM p19

- 2.1 Pilier 1 : Diagnostic p20
- 2.2 Pilier 2 : Ateliers multi-acteurs de perspectives p24
- 2.3 Pilier 3 : Démarche d'écologie industrielle et territoriale rurale en Guadeloupe p25

3. RÉSULTAT DE DIAG'ALIM : UN ÉTAT DES LIEUX DU SYSTÈME AGRI-ALIMENTAIRE GUADELOUPEEN p27

- 3.1 Caractéristiques globales du système agri-alimentaire p28
- 3.2 La production agricole et la pêche p34
- 3.3 L'agro-transformation p39
- 3.4 La distribution alimentaire p44
- 3.5 La consommation alimentaire p52

4. DIAG'ALIM : UNE MISE EN LUMIÈRE DE L'IMPACT SOCIÉTAL, ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTAL DU SYSTÈME AGRI-ALIMENTAIRE p57

- 4.1 Les principaux secteurs impactés p58
- 4.2 Bilan des impacts p60

5. DIAG'ALIM : BILAN p67

- 5.1 Des connaissances existantes qui demandent à être complétées p68
- 5.2 DIAG'Alim : une dynamique d'animation territoriale p70
- 5.3 Livrables disponibles p71

6. PERSPECTIVES p73

- 6.1 Pistes d'amélioration du système p74
- 6.2 ACT'Alim, de la réflexion à l'action p76
- 6.3 Une nouvelle donnée : le contexte sanitaire p78

CONCLUSION p80

BIBLIOGRAPHIE p81

ANNEXES p86

- Annexe 1 : Outils de collecte d'information utilisés pour le diagnostic DIAG'Alim p87
- Annexe 2 : Livrables DIAG'Alim p90
- Annexe 3 : Pistes d'amélioration du système formulées durant les ateliers p96



La crise de la COVID-19 a mis au grand jour les risques, les fragilités et les inégalités sous-jacents au système agri-alimentaire mondial. Source de nombreuses externalités négatives, ce système est en résonance avec les principaux enjeux de notre siècle : le changement climatique, la santé humaine et animale, les inégalités sociales et la gouvernance.

C'est justement parce que le système agri-alimentaire est au cœur de ces défis et parce qu'il est impliqué dans une grande diversité de secteurs tels que la santé, l'environnement, l'économie, ou encore la culture, que **la transition vers un système agri-alimentaire durable est un important levier de transformation de notre société.** Depuis quelques années, la transition vers des modes de production agricole, de transformation, de distribution, de consommation alimentaire et de gestion des résidus durables devient une priorité politique à différentes échelles de gouvernance.

Au niveau international, le Comité mondial de la sécurité alimentaire, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et plus récemment le Nouvel Agenda Urbain, adopté lors de la conférence Habitat III de 2016, insistent sur la **nécessité de mettre en place des politiques volontaristes et contraignantes pour favoriser une agriculture respectueuse de l'environnement et de l'humain, une alimentation saine et nutritive et de renforcer les liens entre les zones rurales et urbaines.**

À l'échelle européenne, le nouveau consensus européen pour le développement de 2017 précise le rôle fondamental des politiques publiques dans la mise en place de systèmes alimentaires durables. En 2020, la stratégie de la Commission européenne Farm to fork, for a fair, healthy and environmentally-friendly food system, rédigée au début de la pandémie de la COVID-19, rappelle **l'importance d'un système agri-alimentaire durable et résilient et la prise en compte des interrelations existant entre notre santé, nos écosystèmes, nos chaînes d'approvisionnement, nos modes de consommation et nos limites planétaires.** Par ailleurs, la Politique Agricole Commune (PAC), incluant le Programme d'Options Spécifiques à l'Éloignement et à l'Insularité (POSEI), tend

à prendre davantage en compte les enjeux de durabilité du système agri-alimentaire européen.

Au niveau national, le Programme National de l'Alimentation et de la Nutrition (PNAN) de 2019, vise **une meilleure cohérence de l'action publique avec pour objectif la promotion d'une alimentation nutritive et de qualité, ancrée dans les territoires et en lien avec une agriculture résiliente et agro-écologique.**

Les territoires locaux, parce qu'ils sont proches des réalités des citoyens et qu'ils sont sources d'innovation et d'initiatives, ont également un rôle fondamental dans la transition vers des systèmes agri-alimentaires durables. Les instances de gouvernance locales, aussi bien étatiques que les collectivités, peuvent **orienter le fonctionnement du système agri-alimentaire local via plusieurs outils : la restauration collective, les régimes fonciers, l'aménagement du territoire, les arbitrages dans les rapports de force, l'éducation et la sensibilisation nutritionnelle, les soutiens financiers, etc.**

La re-territorialisation de nos modes de production et de consommation alimentaires s'avère ainsi être une des pistes pour garantir davantage de durabilité. Pour atteindre cet objectif de système agri-alimentaire local plus durable, la fédération de l'ensemble des acteurs du territoire autour d'une vision commune est essentielle. Elle doit permettre la mise en cohérence des actions et des projets afin de maximiser leur impact sur le territoire.

C'est avec cette ambition que DIAG'Alim a été élaboré avec pour **objectif de stimuler une réflexion collective autour des enjeux du système agri-alimentaire guadeloupéen afin de permettre la mise en action coordonnée des acteurs du territoire.** Cette démarche est issue de la collaboration entre la Direction régionale Guadeloupe de l'Agence de la transition écologique (ADEME), le Conseil Départemental de Guadeloupe, la Direction de l'Alimentation l'Agriculture et de la Forêt de Guadeloupe (DAAF), la Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Guadeloupe (DEAL) et l'Université des Antilles.



Ce projet s'inscrit dans le cadre des Objectifs du Développement Durable (ODD) adoptés en 2015 par les Nations Unies et contribue à l'élaboration de la feuille de route de l'Agenda 2030.

DIAG'Alim est un projet structuré en trois piliers.

Le premier pilier correspondait en la réalisation d'un diagnostic partagé sur le système agri-alimentaire de Guadeloupe dans le but de mieux comprendre son fonctionnement, ses acteurs et leurs problématiques. Afin de faire transparaître la multiplicité et la complexité des enjeux du sujet, nous avons favorisé l'adoption d'une vision transverse et l'inclusion des acteurs locaux dans la démarche. Différentes composantes du système agri-alimentaire ont été étudiées, mais au regard de l'ampleur de la tâche, il est indéniable que le travail réalisé demande à être complété.

Le deuxième pilier du projet consistait en l'organisation d'ateliers territoriaux de perspectives. Ils ont permis d'identifier collectivement des axes stratégiques pour le système agri-alimentaire guadeloupéen.

Le troisième pilier de DIAG'Alim était dédié à l'économie circulaire avec l'élaboration d'une démarche d'Écologie Industrielle Territoriale (EIT) via le prisme alimentaire sur la zone géographique de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre (CANGT).

Enfin, dans l'optique de favoriser la réalisation concrète des solutions sur le territoire guadeloupéen et de faciliter la cohérence des politiques et des financements locaux, un appel à projets commun aux structures porteuses de DIAG'Alim a été lancé au deuxième semestre 2020, sous le vocable « ACT'Alim - Pour une alimentation saine et durable pour tous en Guadeloupe ». Ce projet qui s'inscrit dans la continuité de DIAG'Alim permettra aux lauréats de bénéficier d'un soutien financier ainsi que d'un accompagnement technique en ingénierie de projets.

DIAG'Alim, et sa suite opérationnelle ACT'Alim, constituent le terreau d'une structuration collective et humaine dont l'objectif est d'améliorer la durabilité du système agri-alimentaire guadeloupéen.

Ce rapport vise à présenter la méthodologie utilisée pour l'élaboration du diagnostic du système alimentaire « DIAG'Alim », ainsi que les principaux résultats et les livrables y afférents.



CONTEXTE

- 1.1 L'alimentation durable, un défi de société
- 1.2 Présentation du projet DIAG'Alim



L'ALIMENTATION DURABLE, UN DÉFI DE SOCIÉTÉ

1.1.1 UN SYSTÈME AGRI-ALIMENTAIRE INDUSTRIEL ET MONDIALISÉ REMIS EN QUESTION

Enjeu majeur des civilisations humaines, l'alimentation est essentielle à la survie de nos organismes et conditionne le développement de nos sociétés¹.

Depuis les années 1960, l'injection massive d'énergies fossiles dans l'agriculture, notamment via les engrais industriels, les produits phytosanitaires et la mécanisation, ont entraîné l'émergence d'un système agri-alimentaire industriel. La diminution des coûts de transports et la spécialisation des pays dans des productions particulières a accéléré la mondialisation de ce système, où les surplus de produits agricoles et alimentaires, considérés comme des commodités, sont échangés sur les marchés internationaux et financiers. Non seulement cette utilisation massive d'énergies fossiles rend le système agri-alimentaire peu performant énergétiquement², mais il le positionne comme un important émetteur de gaz à effet de serre (GES), facteurs du changement climatique³. À cela, s'ajoute l'épuisement des ressources naturelles pourtant indispensables à la production agricole (eau, sol, génétique, biodiversité, minéraux, etc.). L'usage important de produits phytosanitaires a provoqué un effondrement de la population d'insectes et de toute la chaîne animale et végétale qui dépend de ces populations.

Ce système productiviste a permis d'assurer une alimentation en quantité suffisante et à bas coûts à une partie de la population mondiale. Le changement des conditions alimentaires et sanitaires a rendu possible une croissance exponentielle de la population à l'échelle de la planète, augmentant la demande en denrées alimentaires. Conséquence de cette croissance démographique, le monde fait face

à une urbanisation massive, concurrençant les terres agricoles. Les populations urbaines sont davantage connectées aux marchés internationaux pour leur alimentation, entraînant une forte dépendance et sensibilité à la volatilité des prix, comme l'ont montré les «Émeutes de la faim» en 2008.

La mondialisation des systèmes agri-alimentaires a accru les interdépendances entre les différents acteurs et territoires, tout comme leurs concurrences. Certains territoires, dont l'essentiel des volumes produits provient des agricultures familiales, peinent à tirer profit de l'augmentation de ces échanges. C'est ainsi qu'à contrario, **une partie de la population est restée exclue du système dominant, et vulnérable à l'insécurité alimentaire.** De plus en plus de pays sont confrontés au triple fardeau de la malnutrition : sous-nutrition, malnutrition par carences, malnutrition par excès. Les modes et les pratiques de consommations sont en pleine évolution et tendent à évoluer vers davantage de produits animaux et de produits transformés. Les problèmes de santé liés à nos consommations alimentaires et nos modes de vie deviennent de véritables enjeux de santé publique.

Progressivement, le fonctionnement du système a entraîné une concentration importante des entreprises du secteur agro-alimentaire, de l'importation et de la distribution, leur donnant le pouvoir d'infléchir les marchés et un positionnement fort par rapport aux États.

Assurer une alimentation saine et nutritive, en quantité suffisante, à un prix abordable et stable aux populations aussi bien urbaines que rurales, y compris les plus pauvres, demeure toujours un défi, à l'échelle mondiale et locale.

1.1.2 LE TERRITOIRE, UNE ÉCHELLE D'ACTION PERTINENTE MAIS COMPLEXE À STRUCTURER

La marginalisation des systèmes agri-alimentaires de proximité et traditionnels au 20^{ème} siècle par le système agri-alimentaire industriel et mondialisé, a conduit à une distanciation géographique, économique et cognitive entre consommateurs et producteurs⁴. La distanciation qui s'opère, du fait de l'allongement des filières, de la multiplication des intermédiaires et de leur autonomisation, de la perte de connaissances sur les conditions de production et de transformation des aliments, génère une anxiété chez les mangeurs et un manque de reconnaissance chez les producteurs.

Cette distanciation a conduit au renforcement de la demande citoyenne pour une alimentation durable, de proximité et de qualité et pour une relocalisation de l'alimentation à l'échelle du territoire. Face aux risques d'uniformisation entraînés par la globalisation, des phénomènes de réactions et d'hybridation émergent, avec le développement de pratiques alimentaires spécifiques et territoriales (valorisation des terroirs, des variétés ou recettes traditionnelles), parfois utilisées comme marqueur culturel ou social.

C'est ainsi que la plupart des stratégies adoptées par les politiques publiques se structurent de plus en plus autour d'une re-territorialisation de l'alimentation. C'est en croisant les concepts de territoire⁵ et de filière agri-alimentaire qu'a émergé le concept de « système alimentaire territorialisé » (SAT). Un SAT peut être défini comme un « ensemble cohérent de filières

agroalimentaires localisées dans un espace géographique de dimension régionale ». Par opposition aux filières longues du système agri-alimentaire mondialisé, cette notion met l'accent sur une maximisation de l'intégration locale des filières ; il s'agit donc de la reconquête du marché intérieur, la valorisation du patrimoine naturel, technique et culturel local, le renforcement des liens sociaux entre les acteurs du territoire et la mise en place de modèles de production agroécologiques, respectueux de la santé des consommateurs et intégrant une bonne gestion des ressources naturelles.

La question de la territorialisation des systèmes agri-alimentaires s'accompagne de celle de leur gouvernance, qui peut s'inscrire à plusieurs niveaux. À l'échelle internationale, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale est une instance multi-acteurs chargée d'examiner et de faire un suivi des politiques relatives à la sécurité alimentaire mondiale. En France, le Programme National de l'Alimentation et de la Nutrition (PNAN) fixe le cap de la politique du gouvernement pour ces deux thématiques. Piloté par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation et le ministère de la santé, il est composé du Plan National Nutrition Santé (PNNS) et du Programme National pour l'Alimentation (PNA). Cette politique volontariste aux moyens limités, encourage des consommations alimentaires saines et nutritives, l'éducation alimentaire des jeunes, la lutte contre le gaspillage alimentaire et l'ancrage territorial.

¹ Par exemple, en démocratisant l'utilisation de la charrue, de la sélection des semences et de l'irrigation, la révolution agricole de la dernière phase du néolithique, en rendant disponible un surplus alimentaire, a profondément transformé l'organisation de nos civilisations : elle a provoqué la naissance de la ville (MUMFORD, 1964).

² Une étude américaine montre que le système alimentaire américain dépense 7,3 calories sous forme d'énergie fossile pour récupérer 1 calorie sous forme de nourriture, soit un taux de retour énergétique négatif (de seulement 0,14) (HELLER et al., 2003).

³ En France, l'alimentation produit ainsi un quart de l'empreinte carbone de la population et représente le premier poste producteur des émissions de GES (BARBIER et al., 2019).

⁴ Dans ce système, les producteurs et les consommateurs peuvent être localisés dans différents pays et séparés par de très grandes distances, interdisant toute reconnaissance et interaction sociale. L'accroissement du nombre d'intermédiaires, l'important poids des transformateurs industriels et des distributeurs dans les transactions mais également le support massif de l'agriculture via des subventions par certains pays (Union européenne, USA) a également conduit à un écart important entre les prix des denrées alimentaires vendus par les producteurs et ceux achetés par les consommateurs (ESNOUF et al., 2011).

⁵ La notion de territoire varie grandement en fonction des pays, des acteurs, des problématiques et des enjeux. A la fois considéré comme un espace occupé géographiquement et délimité par des frontières, il peut résulter d'une appropriation à la fois économique, idéologique, culturelle et politique de l'espace, sans délimitations géographiques précises (PAQUOT, 2011). Depuis l'apparition d'internet, le territoire peut se détacher complètement d'une délimitation spatiale, pour se virtualiser et ainsi devenir moteur d'une nouvelle géographie alimentaire.

Cependant, c'est bien à l'échelle locale que l'on observe l'émergence de nombreuses initiatives pour une agriculture et une alimentation plus durables. Elles émanent dans leur très large majorité de la société civile, et, à un degré plus modeste, des acteurs économiques de la chaîne alimentaire. Il est également observé un ressaisissement de la question alimentaire par

les collectivités locales dans de nombreux pays (Canada, France, Brésil, USA, etc.) et la mise en place de politiques alimentaires aux échelles municipales et territoriales. **Cette dynamique se caractérise par un grand nombre de parties prenantes et donc une difficulté de coordination à l'échelle du territoire.**

UN CADRE POLITIQUE ET ADMINISTRATIF DENSE IMPLIQUANT PLUSIEURS ACTEURS

En réponse aux enjeux de durabilité que pose le système agri-alimentaire dominant, on observe une implication croissante des pouvoirs publics sur ce sujet aussi bien aux échelles internationales, nationales que territoriales. Les parties prenantes sont de plus en plus invitées à participer à l'élaboration des politiques publiques, qui se veulent davantage multi-sectorielles.

AU NIVEAU INTERNATIONAL, elle s'inscrit dans le cadre :

- du thème « l'alimentation durable » transverse à plusieurs Objectifs du développement durable (ODD), adoptés en 2015 par les Nations Unies :
 - ODD 2 : lutter contre la faim
 - ODD 6 : eau propre et assainissement
 - ODD 12 : consommation et production responsables
 - ODD 13 : lutte contre les changements climatiques
 - ODD 14 : vie aquatique
 - ODD 17 : partenariats pour la réalisation des objectifs ;
- de la décennie d'actions pour la nutrition, proclamée par l'Assemblée Générale des Nations-Unies (2016-2025) ;
- de l'Économie Sociale et Solidaire fortement représentée dans le secteur agricole (loi ESS de 2014).

AU NIVEAU NATIONAL ET EUROPÉEN :

- projet de loi « Climat et résilience » ;
- des États généraux de l'alimentation (2017) et de la loi EGalim ;
- de la loi 2016-138 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- des assises des Outre-Mer (2018) ;
- de la Feuille de Route Économie Circulaire (FREC avril 2018) et de son volet agricole en 2019 ;
- de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, qui intègre un volet sur l'alimentation ;
- du Programme National de l'Alimentation et de la Nutrition (PNAN), qui regroupe le Programme National pour l'Alimentation (PNA) et le Programme National Nutrition Santé (PNNS).

Ces différents agendas témoignent de la transversalité de cette politique publique qu'est l'alimentation. En effet, ils abordent la sphère environnementale, sociale, sanitaire ainsi qu'économique. Leurs objectifs étant de tendre vers un système alimentaire durable, sain et résilient face au changement climatique. Ces politiques souhaitent par leur application, lutter contre le gaspillage et la précarité alimentaire ; favoriser l'agro-écologie, l'agriculture biologique, le stockage de carbone dans les sols et les circuit-courts.

Ces volets sont déclinés par différentes structures révélant ainsi la complexité du jeu d'acteurs. C'est dans ce contexte que DIAG'Alim a souhaité soutenir la collaboration des parties prenantes.

La politique de l'alimentation se déploie sur le territoire à travers des dispositifs de planification mais également des dispositifs de financement. Généralement, ces financements sont accordés suite à une candidature impliquant des délais de dépôts de dossiers de candidature courts (appel à projets, appel à manifestation d'intérêt, etc.) s'opposant aux délais plus longs d'instruction et de libération des fonds. Ces modalités engendrent une réelle difficulté à la mise en place de projets sur le territoire.

Bien que l'agenda politique soit favorable à une transition des systèmes alimentaires, sa mise en place peut être freinée par la complexité du jeu d'acteurs et des procédures administratives.

LE SYSTÈME AGRI-ALIMENTAIRE, QUELQUES DÉFINITIONS

« Un système agri-alimentaire est la façon dont les hommes [et femmes] s'organisent dans l'espace et dans le temps pour obtenir et consommer leur nourriture »

(MALASSIS, 1994)

« Un système agri-alimentaire est un réseau interdépendant d'acteurs (entreprises, institutions financières, organismes publics et privés), localisés dans un espace géographique donné (région, état, espace plurinational) et participant directement ou indirectement à la création de flux de biens et services orientés vers la satisfaction des besoins alimentaires d'un ou plusieurs groupes de consommateurs localement ou à l'extérieur de la zone considérée »

(RASTOIN et GHERSI, 2010)

PRÉSENTATION DU PROJET DIAG'ALIM

1.2.1 ORIGINE ET OBJECTIFS POURSUIVIS

Fin 2018, le projet DIAG'Alim est né de trois constats partagés entre plusieurs organismes publics :

- La Guadeloupe fait face à des problématiques alimentaires majeures (insularité, contamination des milieux productifs, fragilité sociale, transition nutritionnelle avancée, etc.) et la sécurité alimentaire de la population guadeloupéenne peut être fragilisée par des événements globaux (crise climatique, crise sociale, économique ou énergétique). **Il est un véritable enjeu des pouvoirs publics de garantir une alimentation saine et durable à la population guadeloupéenne.**
- L'alimentation est un sujet transversal qui nécessite une approche multi-sectorielle et multi-acteurs. L'association des parties prenantes dans les activités de planification territoriale facilite la création d'une vision commune sur l'orientation que doit prendre le territoire. **Il est nécessaire de mettre en**

place une gouvernance territoriale inclusive du système agri-alimentaire guadeloupéen.

- L'alimentation durable devient un enjeu des politiques publiques, et au niveau local, plusieurs politiques publiques en lien avec l'alimentation s'entrecroisent. **Garantir la cohérence des politiques publiques locales en lien avec le système alimentaire est un enjeu essentiel.**

L'objectif du projet DIAG'Alim est de stimuler une réflexion collective autour des enjeux du système alimentaire guadeloupéen et de permettre la mise en action coordonnée des acteurs du territoire.

Le projet doit faciliter la mise en place d'une gouvernance alimentaire territoriale, reposant sur une stratégie de système alimentaire durable et sur un dispositif de coordination d'acteurs et de mutualisation de moyens.

LES PARTENAIRES ET ACTEURS DU PROJET

Le projet DIAG'Alim est à l'initiative de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Guadeloupe (DEAL) et de la Direction de l'Alimentation, l'Agriculture et de la Forêt (DAAF). Il est porté financièrement et techniquement par cinq partenaires principaux, liés par un accord de consortium.

- l'Agence de la transition écologique (ADEME) ;
- l'Université des Antilles ;
- la Direction de l'alimentation l'agriculture et de la forêt de Guadeloupe (DAAF) ;
- la Direction de l'environnement de l'aménagement et du logement de Guadeloupe (DEAL) ;
- le Conseil départemental de Guadeloupe.

Un comité de pilotage élargi aux autres partenaires de DIAG'Alim accueille :

- l'Agence régionale de santé de Guadeloupe (ARS) ;
- la Banque alimentaire de Guadeloupe ;
- la commune de Morne-à-l'eau ;
- la commune de Saint-François ;
- la Communauté d'agglomération de Cap Excellence ;
- la Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre ;
- le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) ;
- l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) ;
- la startup TRIAKAZ.

1.2.2 MÉTHODOLOGIE GLOBALE

DIAG'Alim repose sur trois piliers : l'élaboration d'un diagnostic partagé du système agri-alimentaire territorial (Pilier 1), l'organisation d'ateliers multi-acteurs et multi-sectoriels (Pilier 2) et le lancement d'une démarche d'écologie industrielle et territoriale rurale via le prisme alimentaire (Pilier 3).

La démarche ACT'Alim « Pour une alimentation saine et durable pour tous en Guadeloupe » est la suite opérationnelle de DIAG'Alim.

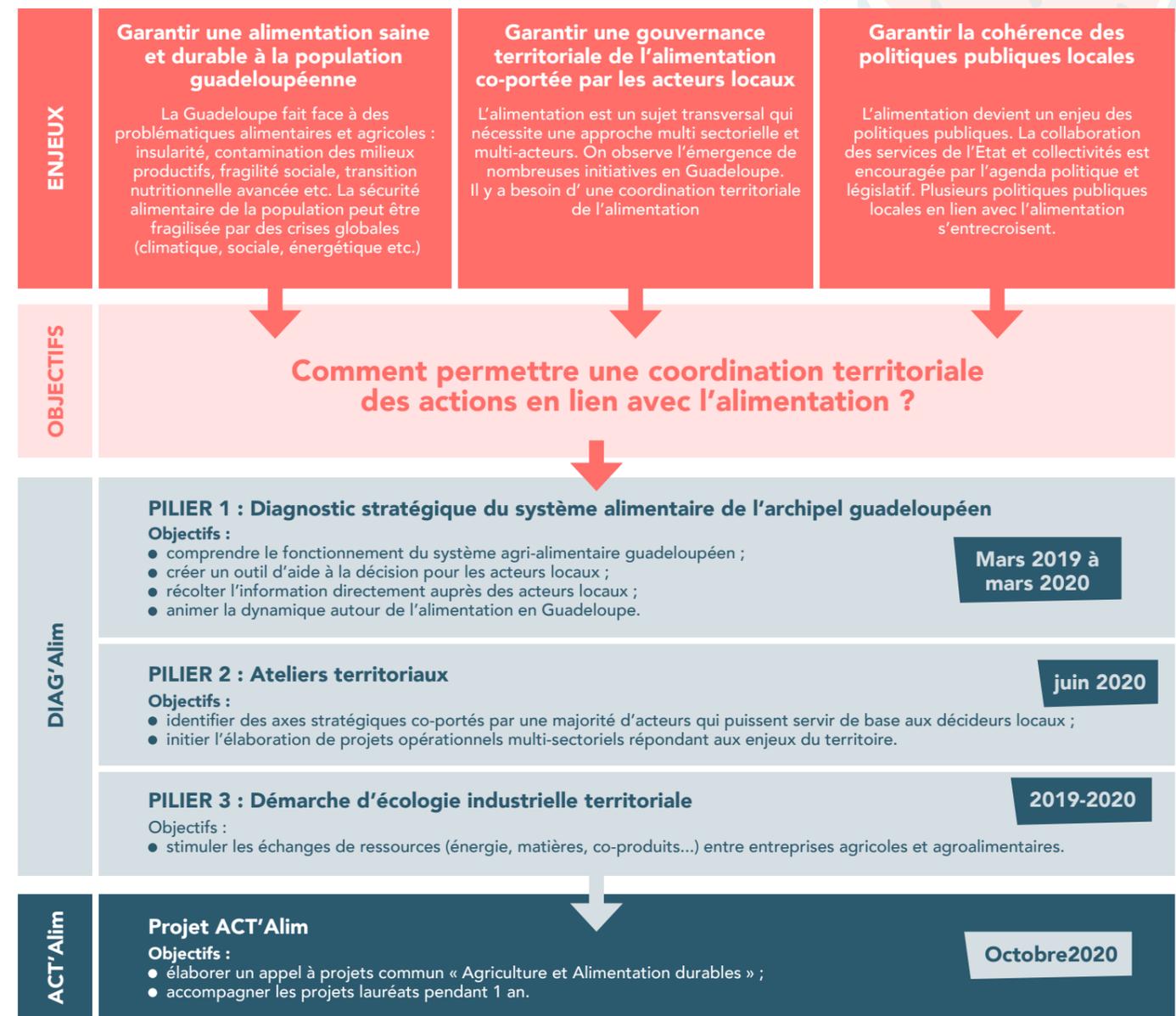
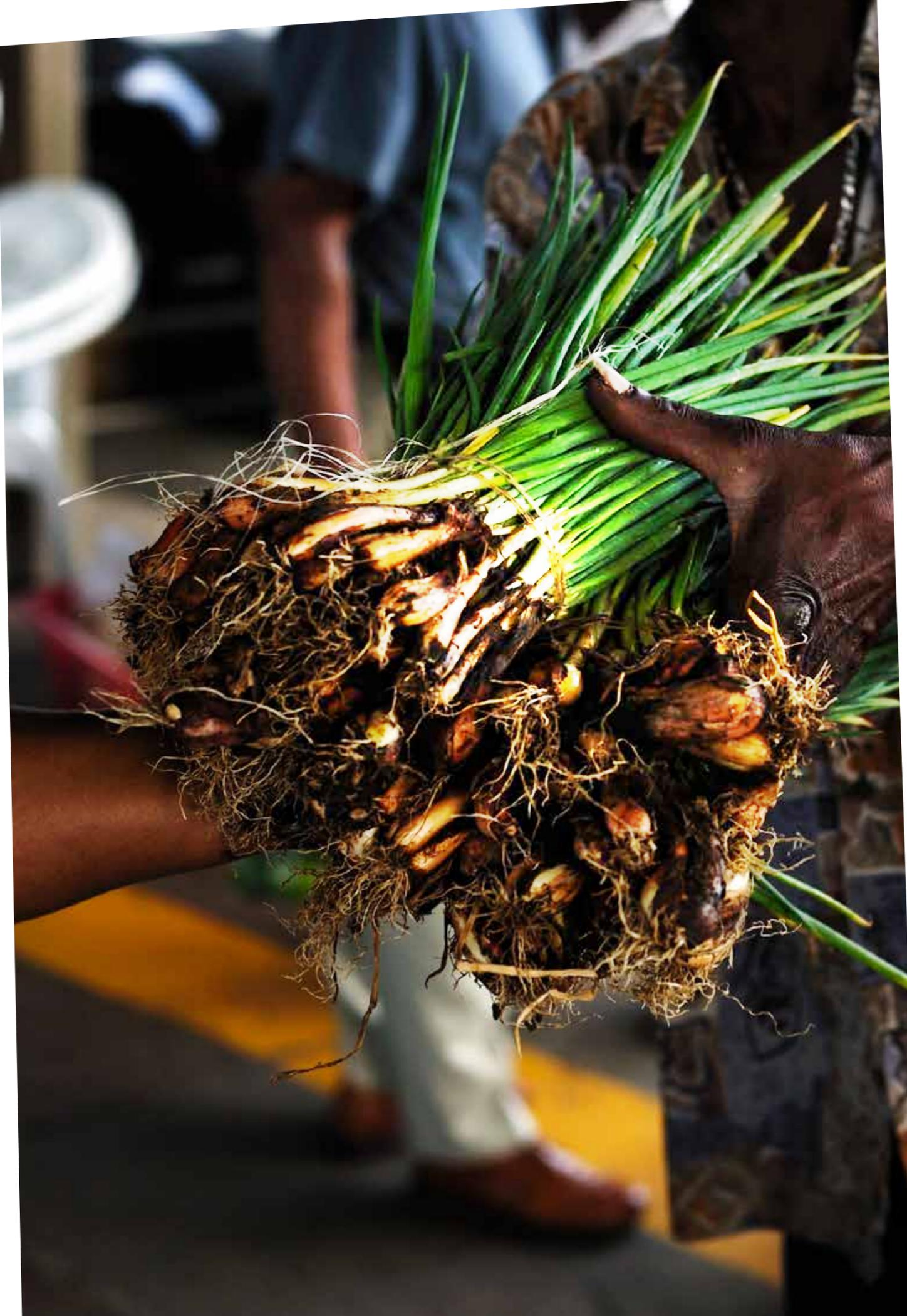


Figure 1 : Présentation de la démarche DIAG'Alim et ACT'Alim



APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE DE DIAG'ALIM

2.1 Pilier 1 : Diagnostic

2.2 Pilier 2 : Ateliers multi-acteurs de prospectives

2.3 Pilier 3 : Démarche d'écologie industrielle et territoriale rurale en Guadeloupe

Les porteurs du projet DIAG'Alim ont souhaité favoriser une démarche participative pour l'élaboration du diagnostic. En effet, la mobilisation des différents acteurs autour de l'élaboration du diagnostic est primordiale afin de favoriser la naissance d'une vision commune autour des enjeux du système agri-alimentaire local. Que ce soit par le biais de questionnaires, d'entretiens individuels ou de réunions et ateliers de discussion, les principaux groupes d'acteurs du système agri-alimentaire guadeloupéen ont été associés au diagnostic (agriculteurs et pêcheurs, agro-transformateurs, négociants, distributeurs et restaurateurs, consommateurs, services de l'État, collectivités, organismes de recherche, associations locales etc.).

2.1

PILIER 1 : DIAGNOSTIC

2.1.1 OBJECTIFS DE DIAG'ALIM

Véritable état des lieux du fonctionnement du système agri-alimentaire, le diagnostic DIAG'Alim a été co-construit et partagé par les acteurs du projet afin qu'il constitue une étape clé dans le processus d'élaboration d'une gouvernance alimentaire territoriale.

Il a pour objectif de donner une vision d'ensemble du système agri-alimentaire à l'échelle du territoire et de permettre de faire le lien entre les différentes catégories d'acteurs (des producteurs aux consommateurs, en passant par les artisans et transformateurs, les petits commerçants et grossistes, mais aussi les restaurateurs du secteur privé ou de la restauration collective).

Un diagnostic de ce type ne vise pas l'exhaustivité et, mené en fonction des moyens disponibles, il permet de :

- connaître les acteurs du système agri-alimentaire local et leurs pratiques ;
- identifier et mieux comprendre les enjeux prioritaires du territoire ;
- caractériser les dynamiques présentes et futures et identifier les marges de progrès.

Le diagnostic partagé de système agri-alimentaire est également un outil d'animation territoriale et constitue une étape clé dans le processus d'élaboration d'une gouvernance alimentaire territoriale.

Cette approche globale et transversale contribuera à mieux planifier et orienter les stratégies alimentaires territoriales.



2.1.2 DÉMARCHE UTILISÉE POUR LE DIAGNOSTIC

■ Schéma méthodologique

Les grandes étapes de la méthodologie utilisée pour la réalisation du diagnostic DIAG'Alim sont illustrées par un schéma méthodologique (Figure 1).

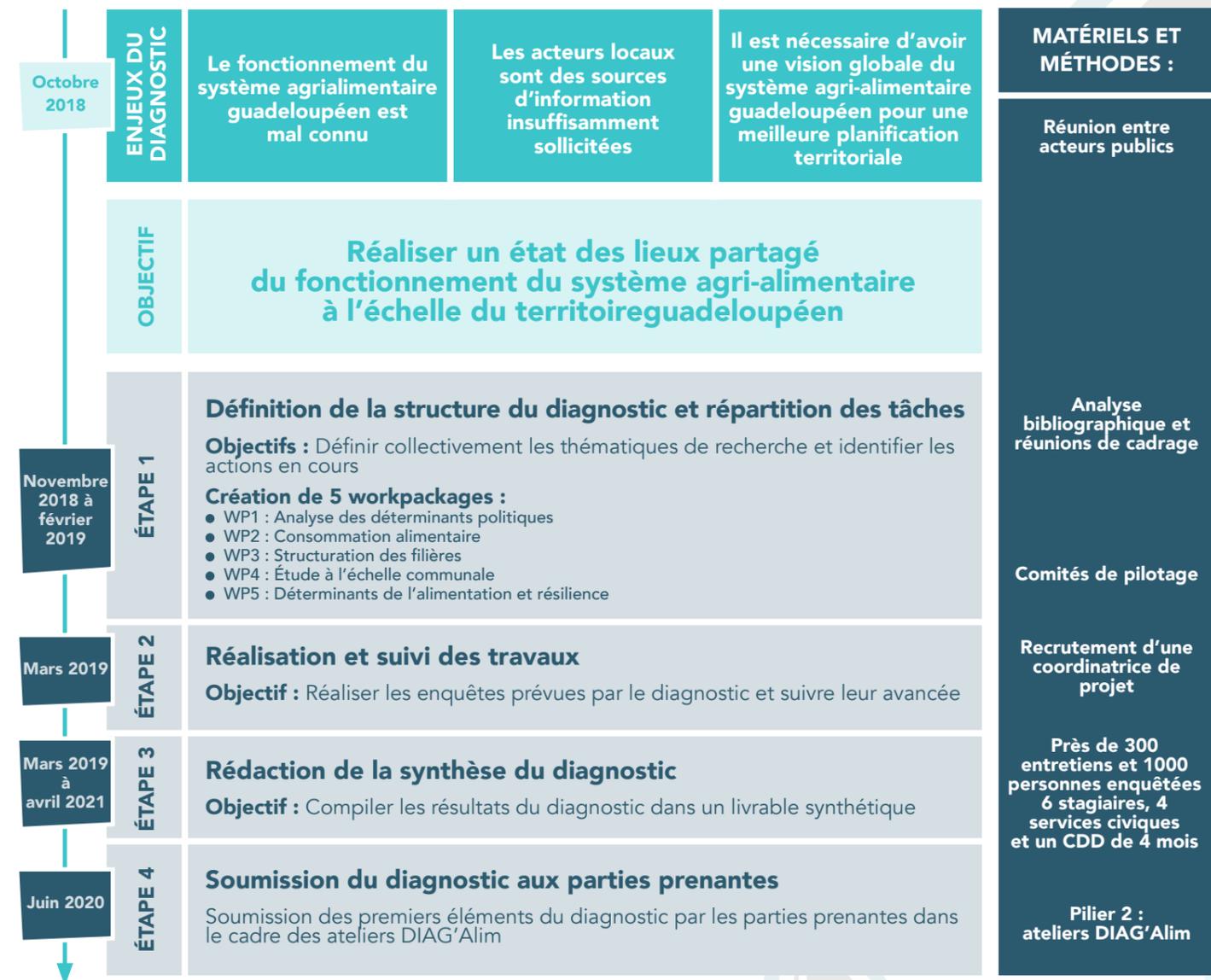


Figure 2 : Schéma méthodologique du diagnostic DIAG'Alim

APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE DE DIAG'ALIM

Structure du diagnostic et workpackages

Le diagnostic DIAG'Alim est composé de cinq workpackages (Tableau 1) :

- **WP 1** : Analyse des déterminants politiques ;
- **WP 2** : Consommation alimentaire et accès ;
- **WP 3** : Structuration des filières agri-alimentaires ;
- **WP 4** : Analyse du système agri-alimentaire à l'échelle communale ;
- **WP 5** : Analyse des déterminants de l'alimentation et résilience.

Les thématiques et le contenu des workpackages ne sont pas exhaustifs et ont été définis collectivement par les différentes structures impliquées dans le projet DIAG'Alim. Ce choix a été fait en fonction :

- d'une revue bibliographique sur les différentes méthodes de réalisation d'un diagnostic de système agri-alimentaire ;
- des études en cours ou à venir des différentes parties prenantes de DIAG'Alim.

WP	N°	ACTION	STRUCTURE EN CHARGE
WP1	1.1	Revue des politiques publiques favorisant des systèmes agri-alimentaires durables	DEAL
	1.2	État des lieux des moyens financiers et outils disponibles en Guadeloupe	DEAL
WP2	2.1	Étude des préférences alimentaires des enfants à domicile et hors domicile et évaluation de l'offre alimentaire proposée par les cantines scolaires	Université des Antilles
	2.2	Étude des habitudes alimentaires pour les produits issus de la biodiversité végétale locale	Université des Antilles
	2.3	Évaluation du fonctionnement du don alimentaire en Guadeloupe	Banque alimentaire
	2.4	Pratiques et représentation de l'alimentation locale chez les consommateurs guadeloupéen	Banque alimentaire
	2.5	Étude de la tarification des cantines scolaire et de l'environnement alimentaire à proximité des établissements scolaires	Banque alimentaire

WP	N°	ACTION	STRUCTURE EN CHARGE
WP3	3.1	Cartographie des acteurs par étape du système alimentaires	ADEME
	3.2	Analyse des freins et leviers propres à chaque étape du système alimentaire et propre à chaque type d'acteurs	ADEME
	3.3	Analyse territoriale des lieux de restauration et de distribution alimentaire	DAAF
	3.4	Caractérisation du fonctionnement de la restauration collective et de la structuration de sa chaîne d'approvisionnement	DAAF
	3.5	Évaluation du potentiel d'approvisionnement en produits locaux, sous SIQO et bio dans la restauration collective	DAAF
	3.6	Analyse des freins et leviers pour faciliter l'approvisionnement en produits locaux, sous SIQO et bio (loi EGalim)	DAAF
	3.7	Étude de trois pistes pour répondre aux seuils prévus par la loi EGalim	DAAF
	3.8	Référencement et évaluation du fonctionnement des structures d'agro-transformation (incluant celles de la recherche) présentes sur le territoire	DAAF
WP4	4.1	Étude du système alimentaire à l'échelle de la commune de Morne-à-l'eau	Université des Antilles
	4.2	Étude du système alimentaire à l'échelle de la commune de Saint-François	Université des Antilles
WP5	5.1	État de l'art sur les déterminants influençant le système alimentaire guadeloupéen	DAAF et DEAL
	5.2	Relevé d'initiatives locales en lien avec les systèmes agri-alimentaires durables	Université des Antilles, Banque alimentaire et DEAL

Tableau 1 : Composition des workpackages du diagnostic DIAG'Alim

■ Une diversité de méthodes de collecte d'information

Afin de recueillir plusieurs types d'informations, le diagnostic DIAG'Alim (pilier 1) s'est basé sur plusieurs méthodes de collecte de données (voir annexe 1) :

- **l'analyse bibliographique** : elle permet d'avoir une première compréhension des enjeux sur la base de productions écrites ;
- **le questionnaire** : il est adapté pour recueillir des informations précises auprès d'un nombre important de participants. Au total, 1761 personnes ont été enquêtées par le biais de 9 questionnaires différents.

- **l'entretien semi-directif** : il se caractérise par une faible directivité de la part de l'enquêteur et favorise l'instauration d'un véritable échange au cours duquel l'interviewé exprime ses expériences, sa manière de fonctionner, ses perceptions et ses interprétations. Plusieurs guides d'entretien ont été élaborés dans le cadre du diagnostic. Au total, 280 personnes ont été interviewées par le biais de 11 guides d'entretien différents.
- **La posture d'observateur participant lors d'ateliers et de réunions** : elle permet d'avoir accès aux informations formelles et informelles. Plus de 18 événements ont nourri le diagnostic DIAG'Alim.

2.2

PILIER 2 : ATELIERS MULTI-ACTEURS DE PROSPECTIVES

En complément de la participation à des événements, des ateliers prospectifs territoriaux ont été mis en place. Ils avaient pour objectif de réunir les acteurs du système alimentaire de Guadeloupe afin d'identifier collectivement les enjeux du territoire et de construire une vision commune pour l'amélioration de ce modèle.

Ainsi, trois ateliers ont été organisés. Ces rencontres - ouvertes au public - avaient pour problématique « Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation en Guadeloupe ? »

À chaque atelier, la discussion autour de la résilience du système alimentaire guadeloupéen s'appuyait sur les premiers éléments du diagnostic en analysant chaque étape de la chaîne, de la production jusqu'à la consommation.



PILIER 3 : DÉMARCHE D'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE RURALE EN GUADELOUPE



L'écologie industrielle et territoriale (EIT) est une composante de l'économie circulaire. Elle est fondée sur le principe d'un écosystème naturel et contribue à la réduction de l'impact environnemental. L'EIT permet à une échelle géographique donnée, une gestion optimale des flux de ressources (personnes, matières, énergies, etc.). Ce principe peut se décliner en favorisant la mutualisation des équipements, la collaboration entre acteurs et la création de synergies industrielles.

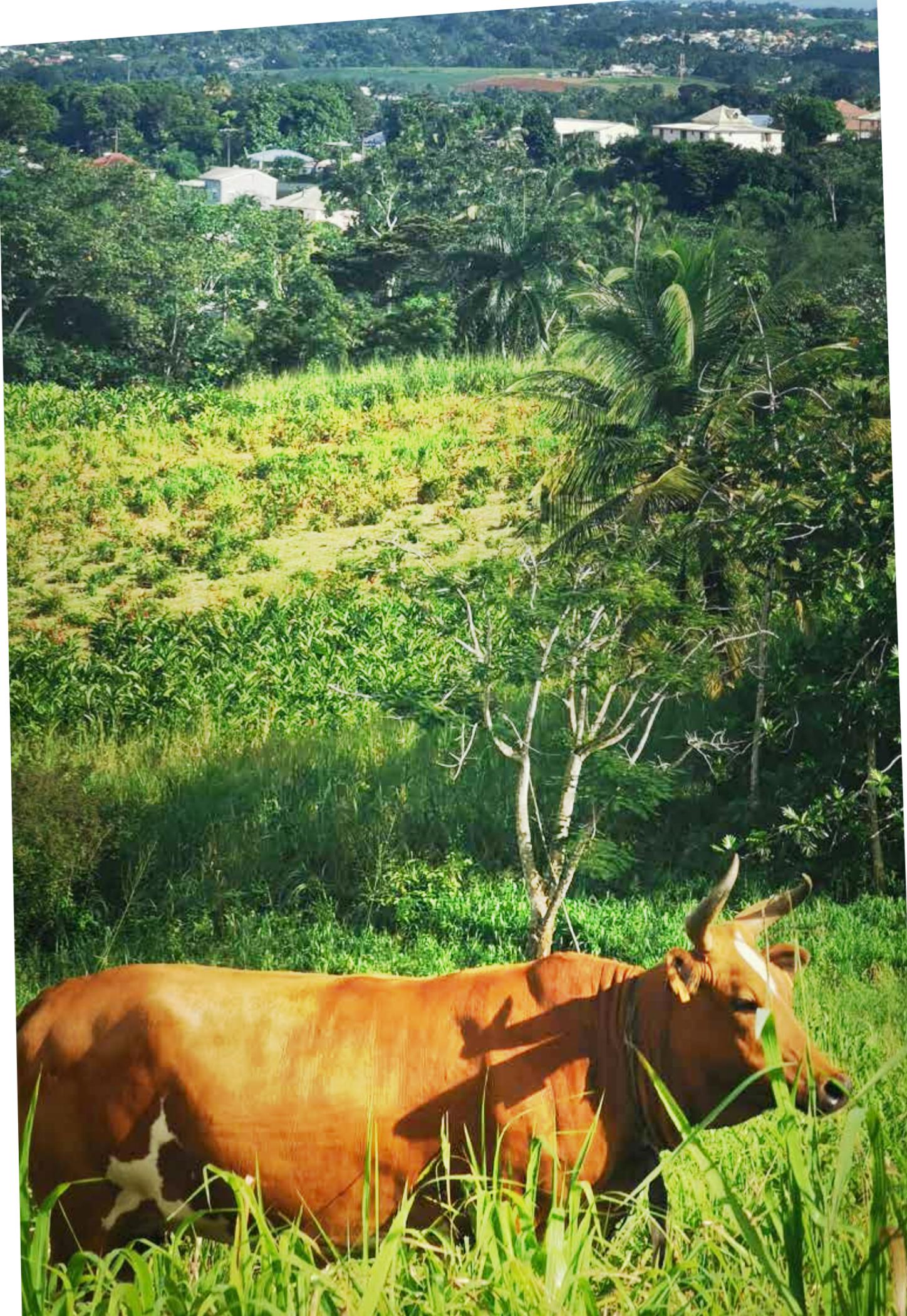
La première démarche EIT en Guadeloupe a été lancée sur une zone industrielle de Jarry. L'objectif de ce pilier 3 était de poursuivre cette dynamique à travers le prisme alimentaire. En effet, le gaspillage est un réel enjeu de l'économie circulaire et qui doit être traité tout au long de la chaîne. Cette démarche d'EIT rurale portée dans le cadre de DIAG'Alim, a été lancée par la start-up guadeloupéenne TRIAKAZ en partenariat avec la Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre. Ce territoire s'inscrit dans une stratégie d'économie circulaire notamment par l'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial (PAT), Lizin Santral, favorisant les circuits-courts et la valorisation des biodéchets.

L'EIT rurale alimentaire s'est construite en deux phases.

Une première phase de sensibilisation avec 5 mini-séminaires appelés les « Didiko Zéro Déchets ». Cette première étape avait pour objectif de sensibiliser les acteurs économiques à l'EIT à travers quatre axes (Agriculture et agro-alimentaire, Ressources humaines, Transport et Déchets).

La deuxième phase dite d'animation et de mobilisation, impliquait la participation de l'association BIO VALLÉE. Ce grand témoin a pu intervenir afin de partager son retour d'expérience sur la mise en place d'une démarche d'EIT de la vallée de la Grosne (zone rurale autour de Cluny en Saône et Loire), dans le cadre de son plan « Zéro déchet zéro gaspillage ». Par la suite, des ateliers PTSI (Programme Territorial de Synergies Inter-entreprises) ont eu lieu avec les acteurs du Nord Grand-Terre pour faire émerger des synergies et opportunités d'affaires sur ce territoire sous le prisme alimentaire.

Ces trois piliers structurant DIAG'Alim ont donné lieu à plusieurs livrables (cf. annexe 2). Associés à la littérature, ces éléments ont permis d'établir un état des lieux actualisé du système agro-alimentaire guadeloupéen.



3

RÉSULTAT DE DIAG'ALIM : UN ÉTAT DES LIEUX DU SYSTÈME AGRI-ALIMENTAIRE GUADELOUPEEN

- 3.1 Caractéristiques globales du système agri-alimentaire
- 3.2 La production agricole et la pêche
- 3.3 L'agro-transformation
- 3.4 La distribution alimentaire
- 3.5 La consommation alimentaire

En Guadeloupe comme ailleurs, les habitants ont besoin de manger tous les jours, plusieurs fois par jour. Dans ce cadre, un système complexe s'est créé autour des cinq grandes étapes du cycle agri-alimentaire : la production agricole, la transformation agroalimentaire, la distribution de denrées alimentaires, la consommation alimentaire et la gestion des résidus. Ce système fait intervenir aussi bien des ressources et des acteurs guadeloupéens, que des ressources et des acteurs d'autres parties du monde. Pour fonctionner, ce système nécessite des apports (naturels, humains, énergétiques, financiers, etc.) et produit des externalités qui peuvent être positives (cohésion sociale, patrimoine alimentaire, emploi, bien-être, etc.) ou négatives (pollutions, problèmes de santé publique, précarité, changement climatique, etc.). Il est influencé par des facteurs, que l'on nomme déterminants, qui ont conditionné sa naissance et continuent d'orienter son évolution et son fonctionnement (géographie, histoire socio-culturelle, société, etc.).

Afin d'étudier le système agri-alimentaire guadeloupéen, nous avons analysé chacune de ses composantes de façon séparée : les déterminants, les étapes de la chaîne alimentaire avec leurs apports et leurs conséquences propres⁶, et les conséquences globales du système.

⁶ Dans le cadre du diagnostic DIAG'Alim, nous n'avons pas étudié l'étape de gestion des résidus, seulement les étapes de production agricole, d'agro-transformation, de distribution et de consommation alimentaire.

CARACTÉRISTIQUES GLOBALES DU SYSTÈME AGRI-ALIMENTAIRE

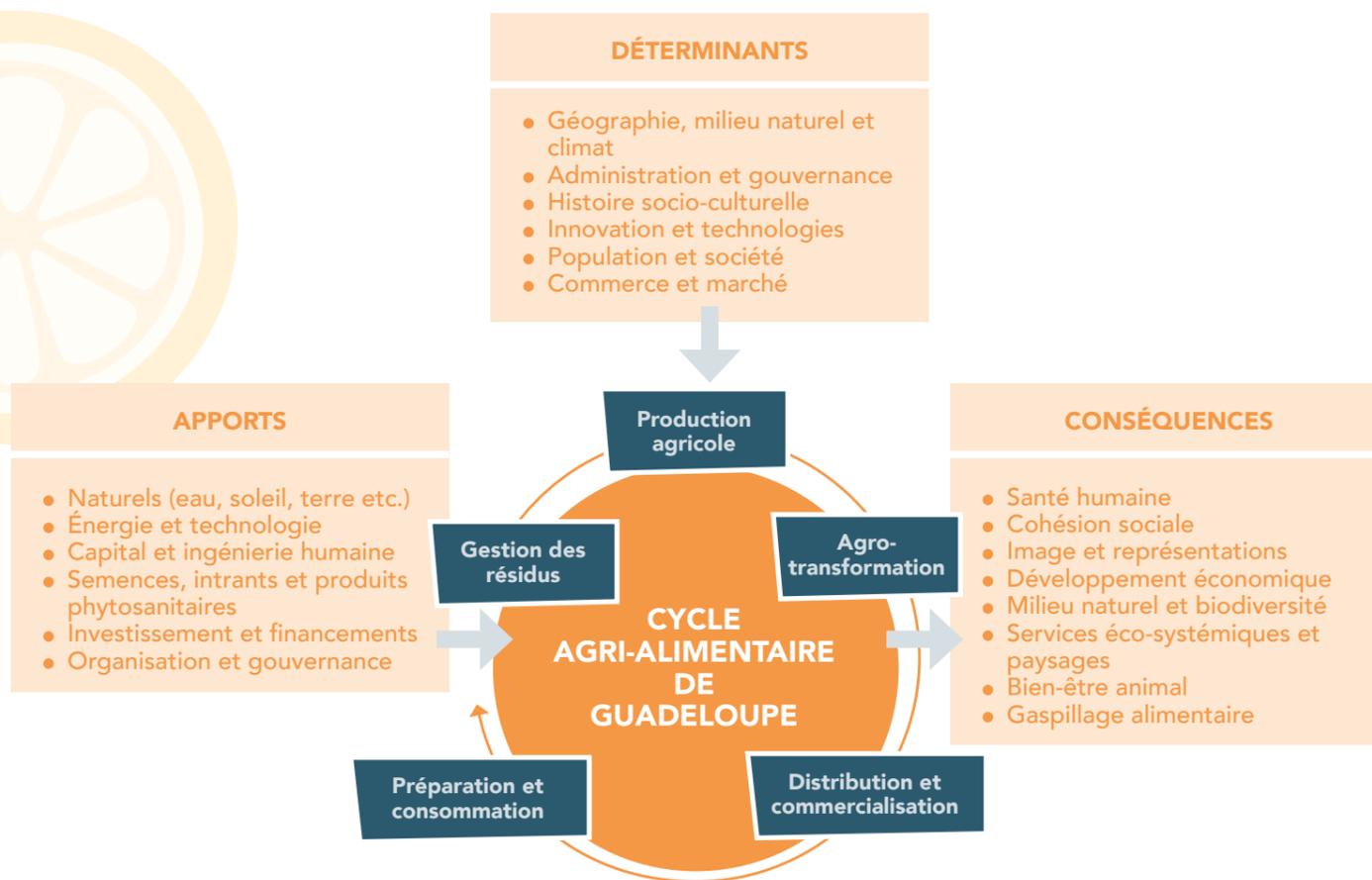


Figure 3 : Principales composantes du système agri-alimentaire guadeloupéen

Il existe une multitude de déterminants qui influencent le fonctionnement du système agri-alimentaire local. De natures diverses, ils peuvent être aussi bien liés aux activités humaines (histoire socio-culturelle, commerce, gouvernance etc.) qu'à l'environnement naturel (géographie, climat etc.)

Dans le cadre de DIAG'Alim, nous avons analysé six types de déterminants :

- Géographie, milieu naturel et climat.** La production agricole et alimentaire guadeloupéenne est largement tributaire des ressources naturelles et des services écosystémiques locaux. Elle s'est développée en fonction des conditions environnementales et de la géographie de l'archipel. En retour elle a des impacts sur le milieu naturel et conduit à des modifications importantes ou à des dégradations. Les effets du changement climatique sont également à l'œuvre.
- Administration, gouvernance et politique.** Le statut administratif de la Guadeloupe détermine son organisation politique et administrative (et commerciale⁷), ainsi que les politiques mises en place sur le territoire. Ces dernières, de même que les mécanismes de gouvernance, peuvent orienter le fonctionnement du système agri-alimentaire local (soutien financier, encadrement juridique, taxes, sensibilisation, arbitrages dans les rapports de force, régimes fonciers, recommandations nutritionnelles etc.). L'urbanisation a un fort impact sur le foncier agricole et les modes de consommation alimentaires.
- Histoire socio-culturelle.** Le système agri-alimentaire guadeloupéen a été façonné par l'histoire du territoire, ses traditions et sa culture. Le choix des espèces cultivées, les techniques et modes de production, la répartition foncière, mais aussi les méthodes de commercialisation et les habitudes alimentaires découlent en partie de l'histoire socio-culturelle de la Guadeloupe et de ses dépendances.

- Innovation, technologies et infrastructures.** Le niveau de technologique et d'innovation du territoire conditionne les modes de production agricole (révolution verte), de transformation agro-alimentaire (process de transformation industriels et traditionnels), de distribution (e-commerce) et de consommation (applications connectées). Les réseaux et les infrastructures de transport ont une forte incidence sur la façon dont sont acheminées les denrées vers les lieux où elles sont transformées, distribuées, vendues et consommées, conditionnant ainsi leur accès.
- Population et société.** Les évolutions démographiques, en particulier le vieillissement de la population et les migrations aussi bien vers la métropole (départs des jeunes) que vers la Guadeloupe influencent le système agri-alimentaire local. Dans un système basé majoritairement sur l'achat alimentaire, le niveau de vie de la population guadeloupéenne détermine l'accès à une alimentation de qualité, et donc le niveau de précarité alimentaire du territoire. Par ailleurs, l'alimentation est au cœur de l'identité de chacun et est intimement liée aux relations sociales, en particulier familiales.
- Commerce et marché.** L'intégration de la Guadeloupe au marché européen et à la mondialisation a des incidences importantes sur le système agri-alimentaire local. Elle influence les modes de vie et de consommation alimentaire (transition nutritionnelle) ainsi que l'environnement alimentaire local (hypermarchés, marketing, prix etc.). Le coût de l'alimentation et la variabilité des prix sont des variables conditionnant l'accès à l'alimentation et le niveau de précarité alimentaire des habitants.

⁷ Nous avons décidé de traiter le commerce comme un déterminant à part entière.

RÉSULTATS DE DIAG'ALIM

INFLUENCE DU DÉTERMINANT SUR L'ÉTAPE DE...				
DÉTERMINANTS	PRODUCTION AGRICOLE	AGRO-TRANSFORMATION	DISTRIBUTION ALIMENTAIRE	CONSOMMATION ALIMENTAIRE
GÉOGRAPHIE, MILIEU NATUREL ET CLIMAT	<ul style="list-style-type: none"> déficits en eau douce en Grande Terre et Marie Galante climat principalement humide en Basse Terre et sec en Grande Terre vulnérabilité cyclonique, pouvant entraîner des pertes agricoles importantes (Maria, Hugo) le climat tropical favorise le développement d'espèces envahissantes et de problèmes phyto-pathologique pollution à la chlordécone sur 16% de terres agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> versement des eaux usées par certaines industries agroalimentaires dans le milieu naturel compétition pour la ressource en eau : l'approvisionnement des industries est prioritaire par rapport à l'irrigation agricole. 	<ul style="list-style-type: none"> importations de denrées alimentaires par voie maritime (denrées non périssables) et aérienne (denrées hautement périssables) 	<ul style="list-style-type: none"> consommation de fruits, légumes et produits tropicaux, mais également de denrées issues de pays tempérés (UE) consommation de produits de la mer
ADMINISTRATION, GOUVERNANCE ET POLITIQUE	<ul style="list-style-type: none"> subventions européennes (POSEI, FEADER, FEDER). octroi de mer orienté sur la protection du marché agricole et alimentaire intérieur. la départementalisation de 1946 a été suivie d'un désinvestissement des capitaux du secteur agricole pour le secteur tertiaire faible structuration des filières de diversification 	<ul style="list-style-type: none"> plusieurs projets de création d'ateliers publics d'agro-transformation sont en cours sur le territoire, posant la question de la cohérence des actions 	<ul style="list-style-type: none"> la Guadeloupe fait partie du marché communautaire européen. la colonisation de la Guadeloupe, ainsi que la départementalisation de 1946, ont conduit en la construction d'un système alimentaire tourné vers l'extérieur, dépendant des importations pour une partie de son approvisionnement alimentaire. 	<ul style="list-style-type: none"> contexte politique et juridique français de plus en plus favorable à une alimentation durable, locale et saine (loi EGalim, PNAN, verdissement de la PAC/POSEI, taxe sucre etc.) mise en place d'un bouclier qualité-prix afin d'encadrer les prix des denrées alimentaires suite au mouvement social de 2009
HISTOIRE SOCIO-CULTURELLE	<ul style="list-style-type: none"> dualité historique du modèle agricole : exportation / subsistance filières de la canne et de la banane basées sur la structuration historique des anciennes habitations et usines centrales le jardin créole était la première étape vers l'autonomisation des esclaves peu de salariat agricole présence d'agriculture informelle introduction d'espèces non endémiques issues des vagues d'immigration : canne à sucre ; bananier ; ignames ; cocotier ; manguier ; fruit à pain ; pois d'angole ; christophine etc. 	<ul style="list-style-type: none"> la transformation de la canne à sucre en sucre et rhum reste une des principales activités agro-industrielles de la Guadeloupe présence de nombreux ateliers informels artisanaux et d'arrière maison abattages informels fréquents, en particulier dans les zones éloignées d'un abattoir transformation traditionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> acceptation populaire du « debrouya pa péché » l'autorisation du troc et de la vente issue du jardin créole par les esclaves a permis l'édification d'une économie autonome vis à vis des dominants et était une deuxième étape vers l'affranchissement des esclaves. présence de commerce informel, conduisant à un manque de traçabilité des productions locales 	<ul style="list-style-type: none"> utilisation d'ingrédients du monde apportés par les différentes vagues de d'immigration le mouvement social de 2009 a encouragé la consommation de produits locaux autoconsommation des produits du jardin créole largement répandue
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, INNOVATION, TECHNOLOGIES ET INFRASTRUCTURES	<ul style="list-style-type: none"> concentration foncière historiquement importante l'activité agricole occupe 30% du territoire (AGRESTE, 2019a) le bassin cannier s'est développé sur les zones mécanisables (Grande Terre et Marie Galante) l'expansion de l'urbanisation et le mitage empiète sur les terres agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> concentration des industries agroalimentaires dépendantes des importations en zone centrale, près de la zone portuaire 	<ul style="list-style-type: none"> concentration des GMS en zone centrale, espace le plus peuplé de Guadeloupe le transport de marchandises en Guadeloupe continentale se fait principalement via le transport routier. les liaisons avec les dépendances se font par voie maritime. 	<ul style="list-style-type: none"> concentration de la restauration commerciale en zone centrale, espace le plus peuplé de Guadeloupe et zones touristique présence de restaurateurs ambulants dans les zones urbaines les ruraux tendent vers les pratiques et mode de vie des urbains

DÉTERMINANTS	PRODUCTION AGRICOLE	AGRO-TRANSFORMATION	DISTRIBUTION ALIMENTAIRE	CONSOMMATION ALIMENTAIRE
POPULATION ET SOCIÉTÉ	<ul style="list-style-type: none"> • 3% de la population agricole (AGRESTE, 2019a) • vieillissement de la population agricole • diminution du nombre d'agriculteurs et difficulté de renouvellement de l'activité agricole • les 2/3 des agriculteurs sont pluri-actifs • augmentation des projets d'agri-tourisme 	<ul style="list-style-type: none"> • une partie de la production artisanale agro-transformée est à destination des touristes 	<ul style="list-style-type: none"> • multiplication des marchés depuis le mouvement social guadeloupéen de 2009, porté par le « Liyannaj Kont Pwofitasyon » (LKP) • le blocage des ports peut perturber les approvisionnements alimentaires issus de l'importation 	<ul style="list-style-type: none"> • augmentation du nombre de personnes en précarité alimentaire • diversification du profil des personnes en précarité alimentaire • transition nutritionnelle depuis les années 1990 • comportements alimentaires bien distincts selon les générations
COMMERCE ET MARCHÉ	<ul style="list-style-type: none"> • les accords de libre-échange (Marché commun du sud - MERCOSUR) menacent les productions locales • concentration de la valeur agricole par les productions végétales (en particulier la banane) • importation de l'agro-fourriture • commerce informel 	<ul style="list-style-type: none"> • forte dépendance aux importations pour les consommations intermédiaires. • les produits agricoles et agro-alimentaire représentent plus de la moitié des exportations 	<ul style="list-style-type: none"> • faible taille du marché domestique • concurrence de produits européens dits de dégageant • concurrence des produits des pays de la Caraïbe aux normes sanitaires, sociales et environnementales inférieures 	<ul style="list-style-type: none"> • l'alimentation est 32% plus chère qu'en métropole (INSEE, 2016) • transition nutritionnelle avancée

Tableau 2 : Bilan des déterminants du système agri-alimentaire guadeloupéen



LA PRODUCTION AGRICOLE ET LA PÊCHE

DÉFINITION

La production agricole c'est l'ensemble des activités développées par l'espèce humaine, qui ont pour objet la transformation de son milieu naturel afin de produire les végétaux et les animaux qui lui sont utiles, en particulier ceux qui sont nécessaires à son alimentation. Nous ajoutons à cette définition la pêche, qui consiste en la capture d'animaux aquatiques dans leur milieu naturel.

Au cœur de tout système agri-alimentaire se trouve le cycle agri-alimentaire, principalement constitué des étapes de production agricole, d'agro-transformation, de distribution alimentaire, de consommation alimentaire et de gestion des résidus⁸.

3.2.1 HISTOIRE AGRAIRE DE LA GUADELOUPE

En Guadeloupe, la construction sociétale et l'organisation de l'espace, ont été largement façonnées par l'histoire de l'archipel, principalement agricole. L'époque précolombienne se caractérise par une agriculture d'abattis-brûlis associée à une activité de cueillette, chasse et pêche. L'arrivée des colons au XVI^{ème} siècle marque le début de l'agro-export : au début le tabac et le cacao, puis au XVII^{ème} siècle le sucre de canne, le café

et la vanille et enfin au XX^{ème} siècle le rhum et la banane. Cette agriculture d'exportation évolue en parallèle d'une agriculture vivrière et tournée vers le marché intérieur. L'organisation de l'espace se caractérise à cette époque par une grande concentration foncière, qui subsiste encore aujourd'hui. Suite aux effets de la départementalisation de 1946, l'économie de l'archipel se tourne vers le secteur tertiaire, au détriment de l'agriculture.

3.2.2 PLACE DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA PÊCHE EN GUADELOUPE

L'activité agricole occupe 30,5% du territoire guadeloupéen (49 714 ha de la SAU en 2019) et correspond à 3% des emplois salariés du territoire. Elle contribue pour autant pour 6% au produit brut régional, chiffre en diminution depuis 10 ans. La balance commerciale est

fortement déficitaire (-44 878 millions d'euros en 2018). L'agriculture et l'élevage jouent aussi un rôle important dans l'entretien des paysages, des réserves d'eau douce et des sols de Guadeloupe (AGRESTE, 2018 ; AGRESTE, 2019a; DEAL et CONSEIL REGIONAL, 2013).

3.2.3 LES PRINCIPALES PRODUCTIONS LOCALES

Les **productions végétales** concentrent la majorité de la valeur agricole (83% en 2013). Elles comportent des productions industrielles (canne à sucre et banane, qui occupent 26 % et 8% de la SAU) et les productions vivrières (maraîchage, racines, fruits pour 6% de la SAU) issues d'une agriculture formelle et informelle, ainsi que de jardins particuliers (jardins créoles pour 10% de la SAU). Une répartition territoriale des productions végétales est observée, avec une dominance de la canne à sucre en Grande Terre, Nord Basse-Terre et Marie-Galante, et une dominance de la culture de banane en Sud Basse-Terre (AGRESTE, 2019a).

Les **productions animales** ont fortement diminué ces dernières années, en particulier pour l'élevage bovin (39 012 têtes en 2018),

porcin (14 495 têtes en 2018) et caprin (7 109 têtes en 2018). Les productions avicoles (507 milliers de têtes en 2018), ovines (1 370 têtes en 2018) sont en augmentation, de même que les productions de miel et d'œufs. Les surfaces toujours en herbe dédiées aux élevages occupent 50% de la SAU (AGRESTE, 2019a).

La **pêche** est un secteur clé qui a généré 26 millions d'euros en 2016. Cette même année, 773 bateaux et 959 marins pêcheurs étaient en activité. La dorade coryphène est la principale espèce vendue (759t en 2016), suivi du thon jaune (358t en 2016) et de la langouste (231t en 2016). La filière aquacole a été touchée par la pollution des rivières par la chlordécone et une seule exploitation est encore en activité (AGRESTE, 2015).

3.2.4 TYPOLOGIE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET STRATÉGIES D'ACTEURS

L'agriculture guadeloupéenne est caractérisée par une dichotomie entre un modèle agricole d'exportation (canne et banane) et un modèle agricole vivrier (fruits, légumes, élevage, pêche). C'est ainsi que deux systèmes de production agricole sont identifiés : des exploitations fortes consommatrices de facteurs de production et favorisant des modes de production conventionnels et de petites exploitations familiales avec de hauts niveaux de diversification.

Deux grands types d'agriculteurs et pêcheurs coexistent en Guadeloupe : ceux dont l'activité agricole ou de pêche est la principale source de revenus et ceux dont l'activité agricole ou de pêche est un complément de revenus. Ces derniers sont majoritaires et représentent près des deux tiers des agriculteurs guadeloupéens.

ACTIVITÉ AGRICOLE OU DE PÊCHE PRINCIPALE	ACTIVITÉ AGRICOLE OU DE PÊCHE SECONDAIRE
<ul style="list-style-type: none"> • les canniers spécialisés • les canniers avec élevage bovin • les planteurs de banane spécialisés • les maraîchers spécialisés • les arboriculteurs spécialisés • les polyculteurs avec élevage complémentaire • les éleveurs herbagers • les éleveurs porcins industriels • les élevages spécialisés en poules pondeuses • les pêcheurs spécialisés 	<ul style="list-style-type: none"> • les éleveurs épargnants • les éleveurs/pêcheurs/agriculteurs à complément de revenu

Tableau 3 : Typologie non exhaustive des exploitations agricoles de Guadeloupe. Inspirée de POSEI, 2008.

⁸ Au vu de la contrainte de l'exercice de synthèse, nous avons souhaité présenter dans ce rapport un aperçu des différentes étapes du système agri-alimentaire guadeloupéen étudiées et de leurs problématiques. Cependant, ce choix n'a pas vocation à masquer la complexité du fonctionnement de ces étapes et des difficultés rencontrées par les acteurs locaux.

3.2.5 PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES PAR LES ACTEURS LOCAUX

Une des méthodes pour analyser une activité de production de manière globale est d'identifier les entrées (ou apports) et les sorties (ou

externalités), ainsi que les problématiques qui y sont liées.

■ Problématiques relatives aux entrées

L'identification des problématiques relatives aux entrées de la production agricole et de la pêche a porté sur dix types d'entrées : l'eau douce, les conditions pédoclimatiques, le foncier agricole, l'agro-fourmiture et le matériel, l'énergie,

l'accompagnement technique et la formation, la main d'œuvre et les moyens humains, les investissements et assurances et le cadre réglementaire.

ENTRÉES (OU APPORTS)	PROBLÉMATIQUES IDENTIFIÉES
Eau douce	<ul style="list-style-type: none"> • disponibilité en eau inégale suivant les zones agricoles • accès à l'eau difficile et défaillance du réseau d'eau douce • salinisation des eaux souterraines en Grande Terre et Marie Galante
Conditions pédoclimatiques	<ul style="list-style-type: none"> • pression adventice et phyto-pathologique • risques climatiques (cyclones, sécheresses, fortes précipitations)
Milieu naturel et biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> • propagation d'espèces exotiques envahissantes et de ravageurs émergents • attaques de chiens errants sur les troupeaux
Foncier agricole	<ul style="list-style-type: none"> • extension de l'urbanisation • transmission du foncier agricole et indivision • occupation illégale de terres agricoles
Agro-fourmiture et matériel	<ul style="list-style-type: none"> • surcoût lié au transport et au faible nombre d'opérateurs • situation de quasi-monopoles • acquisitions irrégulières de produits phytosanitaires • spécificité du matériel nécessaire (micro-mécanisation)
Énergie	<ul style="list-style-type: none"> • même si l'agriculture représente 1% des consommations d'électricité en Guadeloupe (OREC, 2019), il est nécessaire de prendre en compte la production et les importations d'agro-fourmiture (énergie grise)

ENTRÉES (OU APPORTS)	PROBLÉMATIQUES IDENTIFIÉES
Accompagnement technique et formation	<ul style="list-style-type: none"> • faible niveau de formation des agriculteurs • manque de techniciens agricoles • manque d'accompagnement des agriculteurs
Main d'œuvre et moyens humains	<ul style="list-style-type: none"> • vieillissement des actifs agricoles et faible renouvellement • difficulté d'installation des jeunes agriculteurs (faible transmission des exploitations et complexité des procédures administratives) • manque de main d'œuvre qualifiée
Investissements et assurances	<ul style="list-style-type: none"> • concentration des aides sur les filières d'agro-export • complexité des démarches administratives • approche filière peu adaptée aux producteurs pluri-actifs en polyculture élevage • conditionnalité des aides UE (obligation de se regrouper en organisation de producteurs, difficultés d'auto-financement) • aides agricoles complexes • manque d'investissements du secteur privé • défaut d'assurance agricole
Cadre réglementaire	<ul style="list-style-type: none"> • difficulté à appliquer des textes réglementaires au contexte local (accompagnement et adaptation insuffisante) • le cahier des charges bio n'est pas toujours adapté au contexte tropical

Tableau 4 : Principales problématiques liées aux entrées de la production agricole



■ Problématiques liées aux sorties

L'identification des problématiques relatives aux sorties de la production agricole et de la pêche a porté sur sept types d'externalités : l'emploi et le niveau de vie, le développement et le marché

économique, le milieu naturel et la biodiversité, la santé humaine, l'image et les représentations, les services éco-systémiques et le gaspillage alimentaire.

SORTIES (OU EXTERNALITÉS)	PROBLÉMATIQUES IDENTIFIÉES
Emploi et niveau de vie	<ul style="list-style-type: none"> retraites basses faibles revenus faible capacité à investir
Développement économique et marché	<ul style="list-style-type: none"> relations commerciales déséquilibrées entre les producteurs locaux et les GMS/importateurs atomisation de l'offre locale du fait d'une faible structuration des filières de diversification manque de planification de la production locale retards de paiement des collectivités marchés publics difficiles d'accès marché très concurrentiel (agriculteurs informels, produits du marché européen et de la Caraïbe) marché de la viande fraîche saturé
Milieu naturel et biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> diminution de la ressource halieutique braconnage et défrichage illégal pollutions (produits phytosanitaires, nitrates, etc.)
Santé humaine	<ul style="list-style-type: none"> impact des produits phyto-sanitaires sur la santé des producteurs et des consommateurs diminution de la qualité nutritive des produits agricoles
Image et représentations	<ul style="list-style-type: none"> métier d'ouvrier agricole historiquement peu valorisé le défaut de traçabilité conduit à concevoir une faible sûreté sanitaire de la production locale la pollution à la chlordécone a détérioré l'image du métier d'agriculteur difficultés d'engager des démarches collectives
Services éco-systémiques	<ul style="list-style-type: none"> faible prise en compte des services écosystémiques dans l'attribution des aides diminution des cheptels d'élevage bovin rompant le cycle de l'azote
Gaspillage alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> 79% du gaspillage alimentaire en Guadeloupe se fait à l'étape de la production agricole et alimentaire (ODG, 2017)

Tableau 5 : Principales problématiques liées aux sorties de la production agricole identifiées au cours du diagnostic DIAG'Alim

3.3

L'AGRO-TRANSFORMATION

DÉFINITION

L'agro-transformation regroupe toute transformation de produits agricoles, sylvicoles ou de la pêche par des industries agroalimentaires (IAA) ou ateliers de transformation. Les préparations sur les exploitations agricoles pour les marchés primaires et les transformations réalisées à la ferme ou sur le bateau de pêche sont toutefois exclues de cette définition.

3.3.1 HISTOIRE DE L'AGRO-TRANSFORMATION EN GUADELOUPE

Les premières activités d'agro-transformation apparaissent dès le XVII^{ème} siècle avec la torréfaction du café et la transformation de la canne à sucre. Cette dernière activité va ensuite s'industrialiser et se diversifier (production de rhum) à partir du XIX^{ème} siècle, suite à l'abolition de l'esclavage et aux progrès techniques apportés par la révolution industrielle. Conséquence de la départementalisation de 1946, la filière agroalimentaire se développe

et se diversifie (viande, boulangerie-pâtisserie, boissons, produits laitiers, etc.). Depuis quelques années, l'apparition de projets d'ateliers d'agro-transformation publics portés par des collectivités locales est observée. À l'agro-transformation industrielle s'ajoute celle artisanale (farines, rhums arrangés, etc.), présente sur le territoire depuis longtemps, mais dont le développement s'est accentué depuis l'ouverture du territoire au tourisme.

3.3.2 PLACE DE L'AGRO-TRANSFORMATION DANS L'ÉCONOMIE DE LA GUADELOUPE

L'industrie agroalimentaire participe au PIB régional à hauteur de 25% et représente une part importante des activités industrielles locales (37% du chiffre d'affaires et 40% des emplois) (INSEE, 2018a ; OREC, 2019). Sa balance commerciale est cependant très déficitaire (-319 654M€), en particulier pour la viande qui constitue plus d'un tiers des importations en valeur (102 633M€ en 2018). Les débouchés des ateliers agro-alimentaires locaux sont orientés majoritairement sur le marché local,

qui reste cependant restreint. L'exportation concerne principalement le rhum et le sucre et se fait au niveau l'Union Européenne, de la France métropolitaine et des Antilles françaises. À l'exception des industries cannières (sucreries et distilleries) situées en zone rurale, les ateliers industriels sont principalement situés en zone centrale, proches du port maritime. Les ateliers de transformation artisanaux sont répartis sur tout le territoire (AGRESTE, 2019b).

3.3.3 LES PRINCIPAUX SECTEURS DE PRODUITS TRANSFORMÉS

Les principaux secteurs de produits transformés localement sont : les autres produits alimentaires, incluant l'industrie du sucre (128 unités pour 26% du chiffre d'affaires), les boissons (35 unités pour 21% du chiffre d'affaire), les viandes (78 unités pour 18% du chiffre d'affaires) et les fruits et légumes (52 unités pour 7% du chiffre d'affaires) (AGRESTE, 2019b).

À l'exception des distilleries et des deux sucreries du territoire qui utilisent la production de canne à sucre locale, les ateliers industriels utilisent majoritairement des matières premières importées pour leurs processus de fabrication (céréales, poudre de lait, préparation à base de fruits, corps gras, etc.). Les autres ateliers, même s'ils utilisent également des matières premières importées, se fournissent davantage sur le marché local (AGRESTE, 2019b).

3.3.4 LES TYPES D'ATELIERS DE TRANSFORMATION PRÉSENTS SUR LE TERRITOIRE

Grâce aux observations terrain et aux entretiens d'acteurs effectués dans le cadre de DIAG'Alim,

quatre types d'ateliers d'agro-transformation ont été identifiés sur le territoire guadeloupéen.

TYPE D'ATELIER D'AGRO-TRANSFORMATION	CARACTÉRISTIQUES
Atelier industriel	<ul style="list-style-type: none"> main d'œuvre composée majoritairement de salariés procédés de fabrication et matériels industriels volumes produits couvrant le marché local et potentiellement l'export commerce formel forte importation de matières premières
Atelier artisanal	<ul style="list-style-type: none"> main d'œuvre familiale, appuyée par du salariat procédés de fabrication et matériels traditionnels faibles volumes produits commerce formel et informel forte utilisation de produits locaux
Atelier de l'arrière maison	<ul style="list-style-type: none"> main d'œuvre familiale procédés de fabrication et matériel électroménager très faibles volumes produits commerce informel forte utilisation de produits locaux
Atelier du domaine public	<ul style="list-style-type: none"> structures financées sur des fonds publics à l'initiative de collectivités production à destination de la restauration collective importation de matières premières, mais tendance à l'utilisation de produits locaux

Tableau 6 : Typologie des ateliers d'agro-transformation présents en Guadeloupe

3.3.5 LES STRATÉGIES D'ACTEURS IDENTIFIÉES

Sur la base des entretiens et observations effectués dans le cadre de DIAG'Alim, quatre stratégies principales semblent ressortir parmi les acteurs de l'agro-transformation :

- la stratégie d'import – substitution (ateliers industriels tournés vers le marché intérieur)

- la stratégie d'exportation (héritage historique d'ateliers industriels) ;
- la stratégie de complément de revenu (ateliers d'arrière maison, souvent non déclarés) ;
- la stratégie de valorisation du savoir-faire traditionnel (ateliers artisanaux).

3.3.6 PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES PAR LES ACTEURS LOCAUX

De même que pour la production agricole, l'analyse des problématiques de l'activité d'agro-transformation se fait en prenant en

compte les entrées (ou apports) et les sorties (ou externalités).



■ Problématiques liées aux entrées

L'identification des problématiques relatives aux entrées du secteur de l'agro-transformation en Guadeloupe a porté sur sept types d'entrées : le matériel et les infrastructures, le transport, les investissements et les politiques publiques,

l'énergie, l'accompagnement technique et la formation, la main d'œuvre et les moyens humains, les matières premières et les consommations intermédiaires.

ENTRÉES (OU APPORTS)	PROBLÉMATIQUES IDENTIFIÉES
Matériel et infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> • coût d'achat, de maintenance et de réparation importants • délais de livraison du matériel importants • vétusté et ancienneté de certaines infrastructures • surdimensionnement du matériel pour les ateliers industriels
Transport	<ul style="list-style-type: none"> • engorgement des réseaux routiers • faiblesse des infrastructures de transport • double insularité pour les dépendances
Investissements et politiques publiques	<ul style="list-style-type: none"> • complexité des fonds européens
Énergie	<ul style="list-style-type: none"> • forte consommation d'énergie • dépendance aux énergies fossiles importées (fioul)
Accompagnement technique et formation	<ul style="list-style-type: none"> • inexistence de certaines formations de transformation alimentaire • faible accompagnement technique à la transformation
Main d'œuvre et moyens humains	<ul style="list-style-type: none"> • manque de main d'œuvre qualifiée
Matières premières et consommations intermédiaires	<ul style="list-style-type: none"> • difficulté des approvisionnements locaux <ul style="list-style-type: none"> - fluctuation et irrégularité des approvisionnements - volumes insuffisants - qualité variable des produits vendus à la filière agroalimentaire - coût élevé de la production locale en comparaison aux importations

Tableau 7 : Principales problématiques liées aux entrées de l'agro-transformation identifiées au cours du diagnostic DIAG'Alim

■ Problématiques liées aux sorties

L'identification des problématiques relatives aux sorties de l'agro-transformation a porté sur trois types d'externalités : le développement

et marché économique, le milieu naturel et la biodiversité, la santé humaine.

SORTIES (OU EXTERNALITÉS)	PROBLÉMATIQUES IDENTIFIÉES
Développement économique et marché	<ul style="list-style-type: none"> • faible rentabilité des ateliers industriels • taille du marché local restreint (Antilles françaises et métropole) • impossibilité d'extension du marché (exclusion de la Guadeloupe du marché Caraïbéen) • difficulté d'accès aux marchés publics : <ul style="list-style-type: none"> - complexité des démarches administratives - marchés publics peu adaptés aux productions locales - délais de paiement des collectivités - faible visibilité du calendrier des marchés publics
Milieu naturel et biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> • pollution des eaux à proximité des usines (matières organiques et produits chimiques)
Santé humaine	<ul style="list-style-type: none"> • taux de sucre important dans certaines catégories de produits (produits laitiers, boissons)

Tableau 8 : Principales problématiques liées aux sorties de l'agro-transformation identifiées au cours du diagnostic DIAG'Alim



LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE

DÉFINITION

La distribution alimentaire renvoie aux activités qui concourent à ce que les aliments issus de la production et de la transformation parviennent aux lieux où leurs destinataires finaux (les mangeuses et mangeurs) peuvent les acquérir pour consommation ultérieure (BOULIANE et al., 2019). Dans cette fiche, nous ne parlerons pas de la restauration, qui sera détaillée dans celle liée à la consommation alimentaire.

3.4.1 HISTOIRE DE LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE EN GUADELOUPE

L'histoire agraire du territoire, et en particulier l'utilisation du foncier agricole vers de l'agriculture de subsistance ou d'exportation, a conditionné l'évolution des modes et des circuits de distribution alimentaire. Au XVI^{ème} siècle, la spécialisation sucrière de l'archipel rend la population gravement dépendante de la métropole pour son approvisionnement alimentaire. Or, à cette époque, l'instabilité politique des Antilles ne permet pas de garantir la régularité des importations et la Guadeloupe connaît une succession de crises alimentaires. Durant l'époque coloniale, l'esclave ne pesait économiquement sur le maître que par l'obligation pour ce dernier de lui fournir sa nourriture. Au XVII^{ème} siècle, les maîtres ont laissé progressivement la responsabilité d'assurer leur propre alimentation aux esclaves eux-mêmes. Ainsi, une partie du foncier était destiné à l'autoconsommation de subsistance des esclaves via le jardin créole. La production de surplus de cette agriculture de subsistance a permis l'émergence de comportements de trocs, puis de vente de leur production directement à l'acheteur par les esclaves. Le jardin créole en premier, puis la vente directe en second, fut un moteur d'autonomisation et d'émancipation des esclaves. Suite à la départementalisation de 1946, la Guadeloupe s'ouvre aux marchés et les circuits de distribution évoluent. Des commerces de proximité appelés « lolos », vendant tous types de produits, au détail et à crédit, forment un maillon complexe de la structuration économique et sociale de l'archipel. Les années 1970 marquent un

changement rapide et important avec l'arrivée des premières grandes surfaces (Prisunic, Cora, Carrefour, Casino, etc.), l'augmentation des franchises dans les commerces de proximité et la baisse progressive des « lolos ».

Les divers travaux de DIAG'Alim nous permettent d'avoir une compréhension qualitative de l'évolution récente de la distribution alimentaire sur le territoire.

Ces dernières années, la structure des circuits de distribution en Guadeloupe a évolué vers :

- une augmentation des circuits courts basés sur un approvisionnement local ;
- une augmentation des surfaces de distribution de produits biologiques ;
- une augmentation des distributeurs d'aide alimentaire.

Cette évolution est principalement due à trois phénomènes :

- la prise de conscience de la vulnérabilité du territoire à une pénurie alimentaire, suite au mouvement social de 2009, pendant lequel les circuits de distribution basés sur l'importation (type GMS) ont été bloqués et n'ont pu fournir le marché intérieur en denrées alimentaires de manière stable et suffisante ;
- la prise de conscience des enjeux environnementaux et de santé humaine liés à l'alimentation ;
- l'augmentation et la diversification des personnes en situation de précarité alimentaire en Guadeloupe.

3.4.2 TYPOLOGIE DES CIRCUITS DE DISTRIBUTION EN GUADELOUPE

Plusieurs circuits de distribution alimentaire co-existent en Guadeloupe et peuvent se diviser en trois catégories :

- **l'autoconsommation**, c'est-à-dire la consommation de sa propre production (activité agricole, jardin créole) ;
- **le don**, qui comprend les actions relatives à l'aide alimentaire (épiceries solidaires, associations solidaires, centres communaux d'action sociale, etc.) et celles relatives au partage et au troc entre membres de la famille, amis et voisinage ;
- **l'achat**, qui peut être réalisé via un circuit formel (grande distribution, commerces de détail, marchés de détail) ou via un circuit informel (vente au déballage).

■ L'autoconsommation

D'après le rapport de l'ORSAG (2010), la consommation de fruits, de légumes, de racines et de féculents issue de la production personnelle est très fréquente en Guadeloupe. La production est principalement issue de « jardins créoles ». Ce modèle agricole est un agroécosystème traditionnel des Antilles destiné à la production de tubercules, d'épices, de cultures maraîchères, fruitières et médicinales. Il est caractérisé par l'association d'une grande

diversité d'espèces de plantes différentes qui forment un écosystème productif. Autrefois assurant une large partie de l'autosuffisance alimentaire de la population, il joue maintenant un rôle d'appoint alimentaire, médicinal et ornemental pour une partie des habitants de l'archipel. Il reste cependant une source importante d'approvisionnement alimentaire pour les personnes sans revenus financiers.

■ Le don alimentaire

Le don alimentaire peut se diviser en deux catégories : le don alimentaire issu de l'entourage social et l'aide alimentaire.

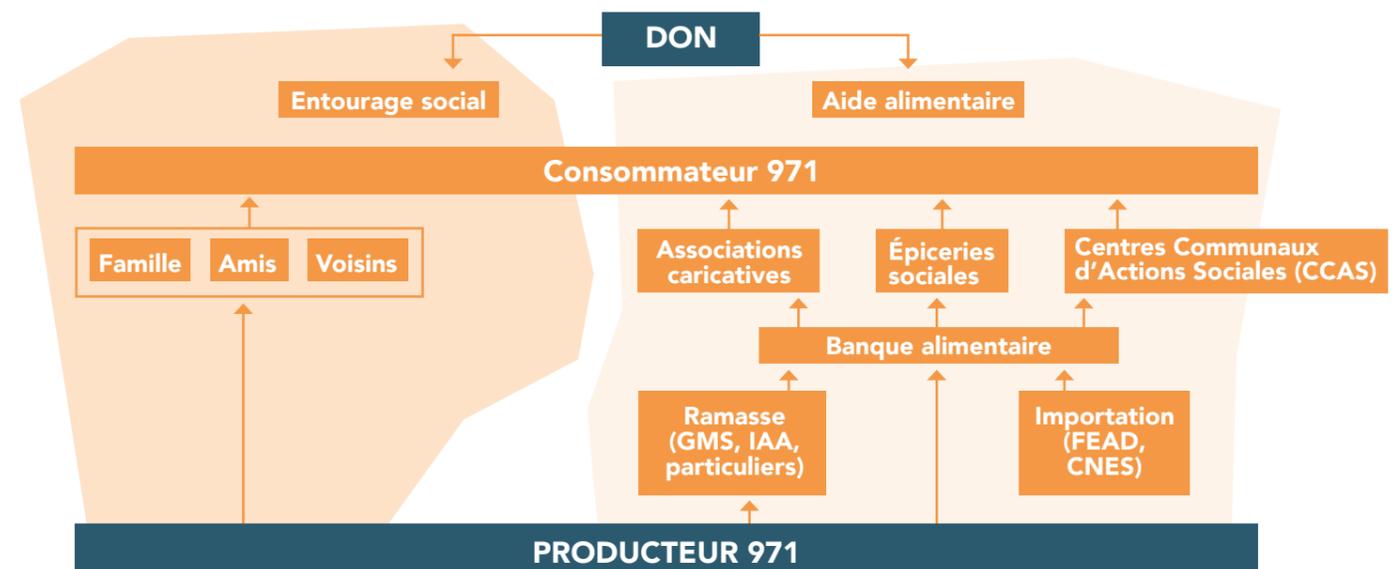


Figure 4 : Fonctionnement du don alimentaire (DIAG'Alim - WP2.3)

Le don alimentaire issu de l'entourage social est très fréquent en Guadeloupe. De même que pour la pratique d'autoconsommation, l'origine des produits provient essentiellement des jardins créoles. Il est ainsi estimé en 2010 que les deux tiers de la population guadeloupéenne utilisent régulièrement l'autoconsommation et le don alimentaire issu de l'entourage social pour subvenir à ses besoins alimentaires (ORSAG,2010).

Concernant l'aide alimentaire, en 2018 en Guadeloupe, ce sont plus de 440 tonnes de denrées alimentaires qui ont été distribuées,

par le biais de 14 organismes publics (CCAS) et 23 associations dont 6 épiceries solidaires, à près de 10 904 personnes (contre 16 641 personnes en 2017). La Banque alimentaire de Guadeloupe, maillon central du circuit de distribution de l'aide alimentaire, assure le lien entre donateurs et distributeurs. Sur le territoire guadeloupéen, le recours récent (moins d'un an pour plus de huit bénéficiaires sur dix) et régulier (au moins une fois par mois) à cette assistance connaît une évolution constante. Parallèlement à l'augmentation des volumes distribués, le nombre de familles destinataires de l'aide a augmenté de 84% en 4 ans (2009-2012).

■ L'achat de denrées alimentaires

3.4.3 TYPOLOGIE DES STRUCTURES VENDANT DES DENRÉES ALIMENTAIRES SUR LE TERRITOIRE GUADELOUPÉEN

En Guadeloupe, quatre types de structures commercialisant des denrées alimentaires sont présentes sur le territoire :

- la grande distribution ;
- les commerces de détail ;
- les marchés de détail ;
- la vente au déballage.

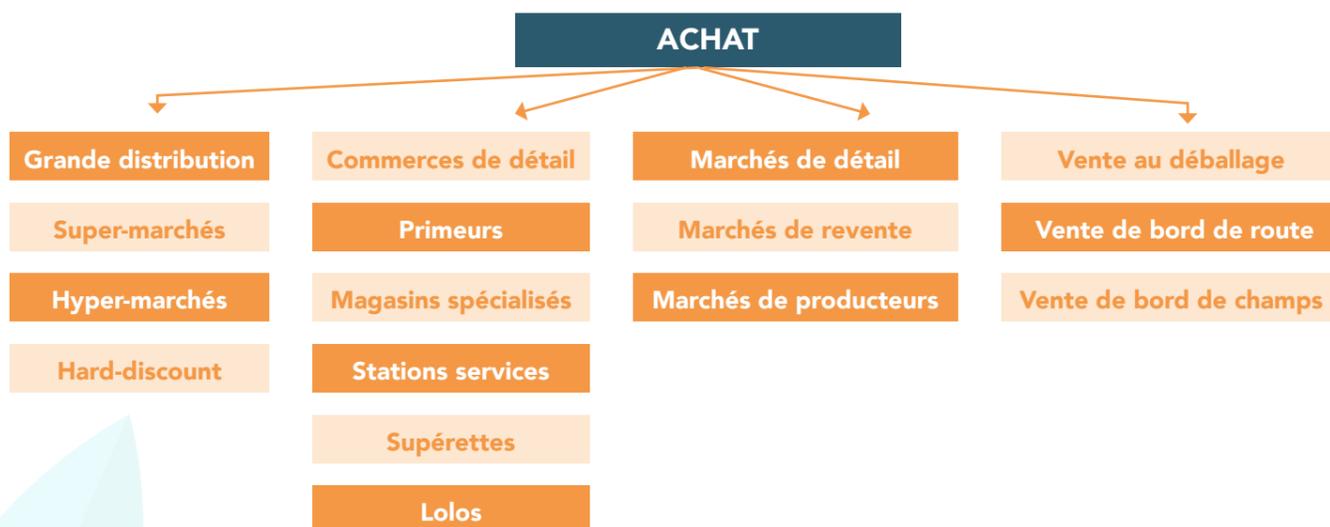


Figure 5 : Typologie des structures de vente de denrées alimentaires (DIAG'Alim)

En 2010, les grandes et moyennes surfaces (GMS) représentaient l'un des principaux lieux d'achat alimentaire en Guadeloupe. Les hyper/supermarchés sont les premières GMS fréquentées par les Guadeloupéens (79,0%) devant les hard-discounts (68,5%), même s'il a été observé une certaine attractivité de ces derniers types de magasin : plus de 20% de la population guadeloupéenne ne fréquente qu'uniquement des hard-discounts (en particulier pour les personnes avec un faible niveau de revenus).

Malgré la fréquentation quasi normative des GMS, la majorité de la population favorise la diversité des lieux d'achat de leurs aliments. Un tiers de la population effectue ses achats alimentaires à la fois en GMS, au marché et dans les commerces de détail (hors boulangeries) (ORSAG, 2010).

Ainsi, les marchés sont principalement fréquentés pour l'achat de fruits, légumes et tubercules.

Il existe deux types de marchés : les marchés de revente (incluant les marchés touristiques et de nombreux marchés communaux) et les marchés de producteurs (ces derniers étant minoritaires). La vente au déballage, incluant la vente de bord de route et la vente de bord de champs, est aussi répandue en Guadeloupe, mais reste difficile à évaluer. La vente informelle est alimentée par des excédents agricoles de producteurs professionnels ainsi que par la production des agriculteurs non professionnels. Pour les producteurs, la vente directe reste un moyen de capter de la trésorerie.

Les petits commerces d'alimentation générale (lolos) et stations-services sont fréquentés pour des achats de dépannage, sauf pour les personnes n'ayant pas la possibilité de se déplacer jusqu'à une GMS. Depuis quelques années, on observe la présence de magasins spécialisés dans la vente de produits biologiques, ainsi que le développement de primeurs.

■ Modes d'approvisionnement des structures de vente de denrées alimentaires

Il n'est pas aisé de déterminer quantitativement l'origine des produits consommés en Guadeloupe, puisque la part du marché informel dans

l'approvisionnement local est relativement importante, en particulier pour les fruits et légumes.

L'importation de denrées alimentaires

On estime que le marché domestique est approvisionné à près de 75% par des produits principalement importés de l'Hexagone, de l'Union Européenne et des pays de la Caraïbe. Ainsi, en dehors des fruits et légumes (tubercules compris) et de la viande fraîche, l'offre alimentaire sur le territoire guadeloupéen est principalement une offre importée. Il est par ailleurs observé une tendance légèrement décroissante des importations en Guadeloupe en volume (-5%) et augmentation en valeur (+12%) (LAMANI et DROGUE, 2019). L'entrée des denrées alimentaires sur le territoire guadeloupéen se fait principalement via les GMS et magasins

spécialisés, qui utilisent les centrales d'achat de leurs enseignes, les grossistes importateurs et les importateurs informels. La majorité des produits importés sont des produits transformés. On note également que le prix de l'alimentaire en Guadeloupe est 32,9% plus élevé que celui de la France hexagonale (INSEE,2016).

La qualité nutritionnelle de l'offre est influencée par la structure des importations, elle-même conditionnée par des facteurs macro-économiques. Toutefois, on constate une teneur en sucre des produits locaux⁹ supérieure à celle des produits importés.

⁹ Boissons aux fruits, gazeuses et limonades

OFFRE IMPORTÉE JOURNALIÈRE	TYPE D'APPORT	EVOLUTION ENTRE 2000 ET 2016
	lipides animaux	↗
	protéines animales	↗
	glucides simples	↗
	sucres	↗
	lipides et acides gras saturés	↗
	glucides complexes	↘
	fibres (farines et céréales)	↘

Tableau 9 : Evolution de la qualité nutritionnelle des importations en Guadeloupe entre 2000 et 2016

CONCLUSION

Tendance croissante de l'offre importée en sucres, lipides et acides gras saturés VS. tendance décroissante de l'offre importée en fibres



L'utilisation de la production locale

Il est estimé que la production guadeloupéenne fournit environ 25% des denrées alimentaires consommées sur l'archipel (LAMANI et DROGUE, 2019), principalement en fruits et légumes (incluant les tubercules), en viande fraîche et en produits de la mer. Les GMS sont principalement approvisionnées par les groupements de producteurs de Guadeloupe, via un circuit de distribution formalisé. En complément de ce

marché dit organisé, une majorité de produits est échangée via un ensemble de marchés et de revendeurs sur l'ensemble du territoire. Nous pouvons prendre l'exemple du marché de Gourdeliane, qui fonctionne comme un marché de gros pour la distribution des fruits et légumes locaux. Il est alimenté principalement par des producteurs qui vendent en gros à des commerces ou à des revendeurs.

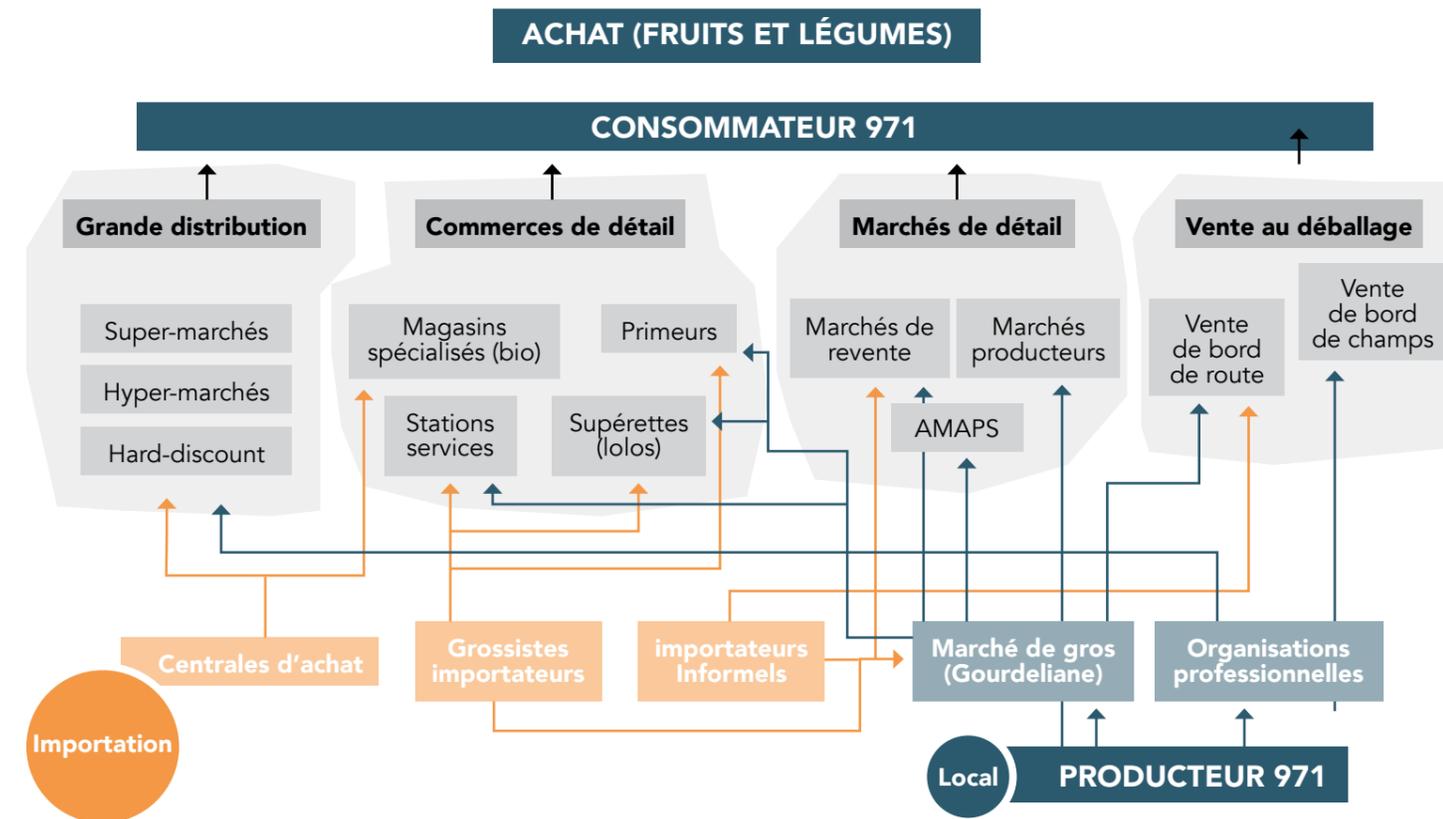


Figure 6 : Fonctionnement de la distribution via l'acte d'achat en fruits et légumes

■ Problématiques rencontrées par les acteurs locaux

De même que pour les activités de production agricole et de l'agro-transformation, l'analyse des problématiques rencontrées par les acteurs

locaux dans le domaine de la distribution alimentaire est structurée en deux parties : les entrées et les sorties.

Les problématiques relatives aux entrées

Plusieurs types d'entrées ont été identifiés : l'organisation et la gouvernance, le matériel et les infrastructures, la main-d'œuvre et les moyens humains, le transport, l'énergie,

l'accompagnement technique et la formation, les importations et les approvisionnements locaux.

ENTRÉES (OU APPORTS)	PROBLÉMATIQUES IDENTIFIÉES
Organisation et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> déséquilibre du rapport de force entre les GMS et les importateurs et les producteurs locaux concentration historique du pouvoir économique de la grande distribution faible contrôle de la vente informelle organisation et structuration des filières locales
Matériel et infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> manque d'infrastructures pour les marchés
Main d'œuvre et moyens humains	<ul style="list-style-type: none"> manque de main-d'œuvre qualifiée
Transport	<ul style="list-style-type: none"> engorgement des réseaux routiers faiblesse des infrastructures de transport double insularité pour les dépendances
Énergie	<ul style="list-style-type: none"> forte consommation d'énergie dépendance aux énergies fossiles importées (fioul)
Accompagnement technique et formation	<ul style="list-style-type: none"> manque d'accompagnement à la commercialisation pour les petits producteurs
Importations	<ul style="list-style-type: none"> qualité nutritionnelle des importations en diminution dépendance au fret maritime et à ses aléas
Approvisionnement locaux	<ul style="list-style-type: none"> fluctuation et irrégularité des approvisionnements volumes insuffisants qualité variable des produits vendus à la filière agroalimentaire coût élevé de la production locale en comparaison aux importations

Tableau 10 : Principales problématiques liées aux entrées de la distribution alimentaire identifiées au cours du diagnostic DIAG'Alim.

Les problématiques relatives aux sorties

Plusieurs types d'externalités ont été identifiées : le développement et le marché économique, la

traçabilité, le taux de couverture, l'environnement alimentaire, l'offre alimentaire et les images.

SORTIES (OU EXTERNALITÉS)	PROBLÉMATIQUES IDENTIFIÉES
Développement économique et marché	<ul style="list-style-type: none"> concurrence des circuits informels forte concurrence des importations issues : <ul style="list-style-type: none"> de l'UE (produits de dégagement, rentabilité d'échelle) des pays de la Caraïbe aux normes sanitaires, sociales et environnementales différentes variations des prix du marché local
Traçabilité	<ul style="list-style-type: none"> faible traçabilité des produits locaux peu d'appellations d'origine contrôlée
Taux de couverture	<ul style="list-style-type: none"> 75% de l'alimentation est importée, en particulier pour les produits transformés et à haute valeur ajoutée
Environnement alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> marketing et publicité des GMS concentrés sur les produits gras, sucrés, salés pas de sensibilisation sur l'équilibre alimentaire de la part des distributeurs
Offre alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> fluctuation de la disponibilité de l'offre (manque de planification locale et dépendance et importations) qualité nutritionnelle de l'offre inférieure à la métropole pour certains produits

Tableau 11 : Principales problématiques liées aux sorties de la distribution alimentaire identifiées au cours du diagnostic DIAG'Alim



LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE

DÉFINITION

L'étape de la consommation alimentaire comprend toutes les activités de préparation et d'ingestion des aliments, aussi bien à l'intérieur du foyer que hors du foyer. Acte quotidien nécessaire à la vie et facteur de bien-être, elle est une structure complexe qui intègre également les aspects nutritionnels, identitaires, culturels, sociaux et comportementaux.

3.5.1 HISTOIRE DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE EN GUADELOUPE

Les comportements, les pratiques et la culture alimentaire guadeloupéenne ont été façonnés par l'histoire de l'archipel. L'anthropisation successive de l'archipel par des peuples amérindiens avant le XV^{ème} siècle, puis par des peuples européens, africains et asiatiques a modelé la cuisine guadeloupéenne via l'introduction d'espèces non endémiques (christophine, bananier, igname, giraumon, etc.). À l'époque coloniale, l'alimentation des esclaves était intégrée aux stratégies économiques puisqu'elle représentait une charge financière pour le maître. Dans une recherche de maximisation du profit par la diminution de ce coût de production, les esclaves

sont devenus progressivement responsables de leur propre alimentation. La culture de « jardins créoles » et l'élaboration et la consommation d'une cuisine créole a été une première liberté accordée aux esclaves. De façon plus récente, la consommation alimentaire guadeloupéenne est caractérisée depuis une trentaine d'année par le passage d'un régime traditionnel, varié et pauvre en matières grasses et en sucres à un régime monotone, plus riche en produits industriels ultratransformés, en aliments d'origine animale et de fait, en graisses et sucres raffinés. Cette évolution est caractéristique d'une transition nutritionnelle avancée.

3.5.2 TYPOLOGIE DU COMPORTEMENT ALIMENTAIRE DU CONSOMMATEUR

À ce jour, deux typologies du comportement du consommateur en Guadeloupe ont été élaborées : celle de l'Observatoire Régional de la Santé et de l'Alimentation en Guadeloupe (ORSAG) qui date de 2010 et celle du projet NutWinD qui date de 2019.

Les deux études identifient un comportement du consommateur de type « traditionnel ». Basé sur la consommation de produits locaux cuisinés de façon créole, il est considéré comme sain et nutritif.

Bien que nommées de façons différentes, les deux études identifient un profil de type « aisé ». Possédant un niveau de

connaissances nutritionnelles élevé et privilégiant la consommation des groupes d'aliments recommandés¹⁰, il est également considéré comme sain et nutritif.

Également nommé différemment par les deux études, le comportement du consommateur de type « industriel » est quant à lui caractérisé par une forte consommation de produits ultratransformés, riches en gras, sel et sucres. D'une qualité nutritionnelle faible et favorisant l'obésité et les maladies cardio-vasculaires, il concerne en particulier les personnes possédant de faibles connaissances nutritionnelles et un faible niveau de diplôme.

3.5.3 TYPOLOGIE DES STRUCTURES DE RESTAURATION ALIMENTAIRE

Il existe plusieurs types de lieux de consommation : la restauration commerciale (restaurants, snacks ambulants), la restauration collective (privée ou publique) et la restauration en foyer.

La fréquentation des lieux de consommation est propre à chaque consommateur, mais l'étude de l'ORSAG a souligné que les consommateurs de type « traditionnel » favorisent la prise de repas à domicile, alors que les consommateurs de type « aisé » favorisent la prise de repas à domicile, à la cantine ou au restaurant. Toujours d'après l'étude de l'ORSAG, les consommateurs de type « industriels » ont tendance à fréquenter

davantage les lieux de restauration rapide et les snacks ambulants.

L'économie guadeloupéenne étant en partie orientée sur le tourisme, la consommation alimentaire hors foyer, et en particulier la restauration commerciale, représente un poids économique important pour le territoire. L'hôtellerie et la restauration emploient 5200 personnes en 2018 (INSEE, 2019). La restauration collective, bénéficiant d'un agenda politique et législatif favorable (loi EGAlim, etc.), est notamment considérée comme un levier de structuration des filières et de développement économique local.

LA RESTAURATION COLLECTIVE EN GUADELOUPE

La restauration collective est un levier puissant pour faire évoluer les pratiques alimentaires, réduire les inégalités et recréer de la valeur ajoutée pour les filières locales. Elle est impliquée dans plusieurs enjeux du système agri-alimentaire : la santé publique et la justice sociale (accès à une alimentation de qualité et en quantité suffisante), la durabilité des modes de production et l'ancrage territorial (approvisionnements), l'éducation alimentaire des jeunes etc. Son rôle clef dans la transition vers des systèmes agri-alimentaire durables a été souligné par la loi EGAlim en introduisant notamment l'obligation pour la restauration collective de s'approvisionner avec 50% de produits de qualité, dont 20% issus de l'agriculture biologique.

Dans le cadre du projet DIAG'Alim, la DAAF a réalisé une étude avec un groupe d'étudiants agronomes sur l'approvisionnement des cuisines de la restauration scolaire en Guadeloupe.

En Guadeloupe, il existe une cinquantaine de cuisines de restauration collective scolaire, qu'elles soient centrales, autonomes ou satellites. Leur approvisionnement en produits locaux varie entre 15 et 60%, principalement en tubercules (ignames, patate douce, etc.). L'approvisionnement en produits biologiques quant à lui ne dépasse pas les 5%. Afin d'augmenter les approvisionnements en produits locaux et biologiques, il est nécessaire de faciliter les modalités de réponse aux appels d'offre, réduire les délais de paiement et de mieux structurer les filières de l'amont.

¹⁰ Boissons aux fruits, gazeuses et limonades

3.5.4 DÉTERMINANTS SPÉCIFIQUES DU COMPORTEMENT DU CONSOMMATEUR

Les comportements en matière d'alimentation sont susceptibles d'être influencés par des facteurs de différents niveaux : ceux qui relèvent de l'individu (sexe, âge, facteurs psychologiques, croyances et connaissances, valeurs, etc.), les facteurs interpersonnels et relevant du micro-environnement (facteurs familiaux, entourage social, nature des aliments disponibles dans l'environnement alimentaire, que ce soit à la maison, à l'école ou dans les fast-foods, etc.), et ceux relevant du macro-environnement (statut socio-économique, politiques nutritionnelles, système scolaire, pratiques commerciales des industries agroalimentaires, médias, etc.). Parmi les facteurs environnementaux, les caractéristiques économiques et sociales des ménages s'avèrent fortement associées à leurs comportements alimentaires et à la qualité nutritionnelle de l'alimentation des individus.

Plusieurs facteurs ont été étudiés dans le cadre de DIAG'Alim :

- **Éducation alimentaire.** Les comportements alimentaires sont en grande partie influencés par les pratiques familiales et scolaires. Il est cependant observé en Guadeloupe une modification générationnelle des comportements alimentaires, liée à la transition nutritionnelle en cours sur l'archipel. Plusieurs actions d'éducation à l'alimentation auprès de familles défavorisées (ateliers cuisine, etc.) et en milieu scolaire (éducation au goût, etc.) sont menées par différents acteurs locaux.

- **Pouvoir d'achat.** L'accessibilité financière à l'alimentation est un des piliers de la sécurité alimentaire. Elle se traduit par la capacité d'achat de denrées alimentaires et par la capacité à payer des services de restauration. L'alimentation est un des principaux postes de dépense des ménages guadeloupéens. Elle représente 15,8% de la part de leur budget en 2017 (INSEE, 2020b), contre 19,3% en 2001 (INSEE, 2018b). Le coût de l'alimentation en Guadeloupe est 32,9% plus élevé qu'en France métropolitaine (INSEE, 2016).
- **Environnement alimentaire.** L'aménagement de l'espace et des infrastructures alimentaires, la valeur nutritive et la tarification de l'offre alimentaire et l'information qui lui est liée (marketing, publicités, étiquetage, etc.) composent l'environnement alimentaire. En Guadeloupe, **la présence de snacks ambulants à proximité des lieux de vie, et en particulier des établissements scolaires, de même que l'importante de la publicité pour des aliments gras, salés, sucrés, dans certaines zones (zone centrale et touristique) peuvent favoriser un comportement alimentaire peu sain.**



3.5.5 EXTERNALITÉS DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE GUADELOUPÉENNE

La consommation alimentaire a de nombreuses externalités aussi bien positives que négatives sur la santé humaine, de notre société et de l'environnement.

NOM DE L'EXTERNALITÉ	CARACTÉRISTIQUES LOCALES
Santé humaine (ARS, 2018) (SANTÉ PUBLIQUE FRANCE, 2018)	<ul style="list-style-type: none"> • forte prévalence des maladies chroniques liées à l'alimentation et au mode de vie : <ul style="list-style-type: none"> - 11% de la population de plus de 16 ans est diabétique - 40% de la population de plus de 16 ans ont de l'hypertension artérielle - 63% des femmes de plus de 16 ans sont en surcharge pondérale - 23% de la population est obèse • forte exposition à un cocktail de produits chimiques liés à l'agriculture et l'alimentation : <ul style="list-style-type: none"> - exposition à la chlordécone, présente dans les aliments sensibles (tubercules, œufs, poissons, etc.) cultivés, élevés ou pêchés dans des zones contaminées. Il est estimé que 5% de la population guadeloupéenne a un niveau d'imprégnation 10 fois supérieur à la concentration moyenne observée sur l'archipel.
Patrimoine alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> • plats traditionnels créoles issus du métissage des cultures africaines, indiennes, amérindiennes, etc. : gratin de bananes vertes, fricassée de chatrou, christophine farcie, riz créole, féroce d'avocat, acras de morue, colombo de poulet, sorbet coco, etc. • culture gastronomique liée aux festivités : <ul style="list-style-type: none"> - Noël : jambon et boudin, cochon roussi, igname et pois de bois - Carnaval : beignets sucrés - Pâques : crabe de terre, kalalou avec du riz, matété à crabe - Pentecôte : cabri (chèvre), etc.
Gaspillage alimentaire (OBSERVATOIRE DES DÉCHETS DE LA GUADELOUPE, 2017)	19% du gaspillage alimentaire en Guadeloupe se fait au niveau de la consommation, notamment en restauration scolaire.

Tableau 12 : Externalités de la consommation alimentaire guadeloupéenne

⁶ Dans le cadre du diagnostic DIAG'Alim, nous n'avons pas étudié l'étape de gestion des résidus, seulement les étapes de production agricole, d'agro-transformation, de distribution et de consommation alimentaire.

⁷ Nous avons décidé de traiter le commerce comme un déterminant à part entière.



4

DIAG'ALIM : UNE MISE EN LUMIÈRE DE L'IMPACT SOCIÉTAL, ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTAL DU SYSTÈME AGRI-ALIMENTAIRE

4.1 Les principaux secteurs impactés

4.2 Bilan des impacts

Le système agri-alimentaire, parce qu'il concerne un besoin aussi vital que se nourrir, qu'il regroupe à la fois les étapes de l'amont agricole et agro-alimentaire et de l'aval de la distribution et de la consommation¹¹ et qu'il fait interagir une multitude d'acteurs de différents territoires, a de nombreuses conséquences sur une grande diversité de thématiques.

¹¹ Ainsi que l'étape de gestion des résidus.

LES PRINCIPAUX SECTEURS IMPACTÉS

Dans le cadre de DIAG'Alim, les conséquences du système agri-alimentaire guadeloupéen ont été étudiées pour sept principaux secteurs :

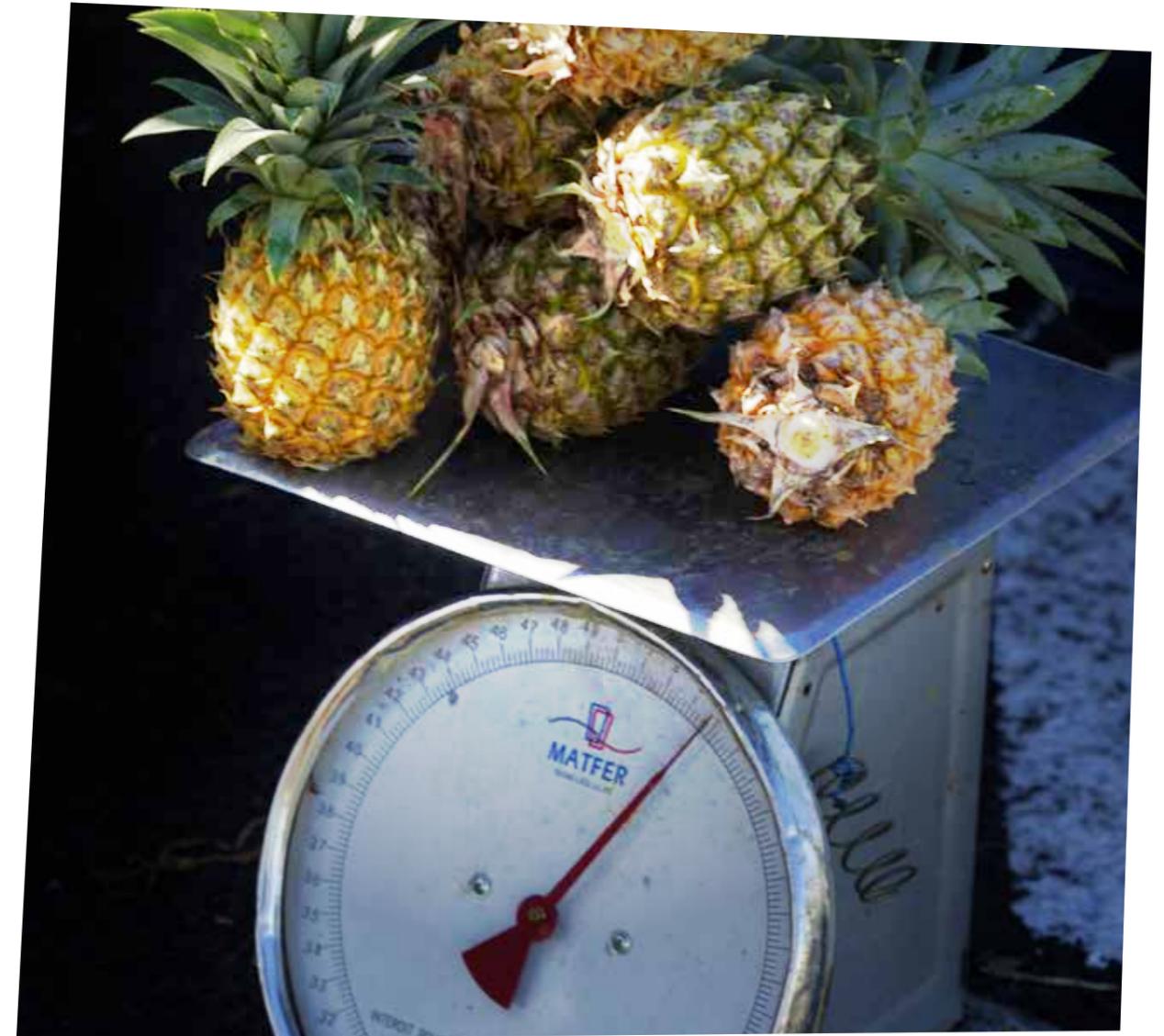
- **la santé humaine.** La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité (OMS). La manière dont nous mangeons (pratiques et mode de consommation) ainsi que ce dont nous mangeons (qualité nutritive et sanitaire) a un fort impact sur notre santé. S'ajoutent également les expositions aux substances toxiques des professionnels du système agri-alimentaire, en particulier du monde agricole.
- **la cohésion sociale.** Le système agri-alimentaire est un des plus vieux moteurs de cohésion sociale, aussi bien au niveau du cercle familial (activité de production agricole et agro-alimentaire, préparation et consommation du repas, etc.) qu'au niveau de la communauté (rites religieux, fêtes, etc.). Dans toutes les sociétés, la commensalité, l'acte de manger ensemble, est un moyen d'instaurer une proximité et le partage du repas apparaît comme l'un des opérateurs les plus puissants du processus social. Les échanges et le commerce de denrées alimentaires participent également à la structuration de nos sociétés.
- **l'image et les représentations sociales.** Définies comme étant des « systèmes de valeurs, de notions et de pratiques », les représentations sociales des individus sont grandement influencées par leur rapport avec l'alimentation. En effet, s'alimenter est un acte universel, porteur de traditions et rejoignant l'identité des gens, leur rang social et leur appartenance culturelle. L'alimentation n'est pas simplement la satisfaction d'un besoin physiologique, elle est un acte complexe qui renvoie à des réalités psychologiques, sociales et culturelles (savoirs, émotions, valeurs et rituels). La médiatisation des problèmes

sanitaires et environnementaux a un impact important sur l'image de certaines étapes du système agri-alimentaire.

- **le développement économique.** Les denrées alimentaires sont un des biens les plus échangés dans le monde, source importante de développement économique. Le système agri-alimentaire fait vivre une multitude d'opérateurs économiques¹² aussi bien en Guadeloupe que dans d'autres territoires. En empêchant la valeur ajoutée, l'emploi et les échanges d'être délocalisés, la territorialisation est un des moteurs de développement économique local.
- **le milieu naturel et la biodiversité.** L'agriculture, en transformant le milieu naturel en un milieu semi-anthropisé, a de multiples conséquences, souvent négatives, sur l'environnement naturel et la biodiversité (déforestation, changement d'utilisation du sol, pollution chimique, etc.). Les activités industrielles, celles liées au transport et aux échanges de denrées alimentaires sont sources de pollutions diverses. Le système agri-alimentaire est de façon globale un important contributeur au changement climatique.
- **les services éco-systémiques¹³ et les paysages.** Les activités agricoles, de par leurs interactions avec les milieux naturels, peuvent perturber ou amplifier les services rendus par la nature tels que des services de soutien (ex: formation des sols, recyclage des éléments nutritifs, production primaire), des services d'approvisionnement (ex: aliments, eau douce, bois de feu, fibres, produits biochimiques, ressources génétiques), ou des services de régulation (ex: régulation du climat, des maladies, de l'eau, purification de l'eau, pollinisation). Les paysages agricoles guadeloupéens sont un héritage culturel et sont une composante de l'identité locale (DEAL et CONSEIL RÉGIONAL, 2013).

- **la sécurité alimentaire¹⁴.** « La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive [et durable] leur permettant

de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active » (FAO, 1996). Le fonctionnement du système agri-alimentaire local, mais aussi de celui plus global, conditionne la sécurité alimentaire du territoire.



¹² Même si la tendance actuelle est à la concentration des acteurs économiques (CLAQUIN et al., 2017). Cependant, il est estimé que 80% de la production agricole mondiale est issue de l'agriculture familiale, faisant vivre des milliers de personnes (MICHELOTTO G., 2015).

¹³ Les services éco-systémiques sont les bienfaits que les humains obtiennent des éco-systèmes naturels.

¹⁴ La sécurité alimentaire est composée de quatre piliers (la disponibilité, l'accès, la stabilité et l'utilisation) (FAO, 1996).

INFLUENCE DE L'ÉTAPE DE...				
CONSÉQUENCE	PRODUCTION AGRICOLE	AGRO-TRANSFORMATION	DISTRIBUTION ALIMENTAIRE	CONSOMMATION ALIMENTAIRE
SANTÉ HUMAINE	<ul style="list-style-type: none"> exposition des agriculteurs aux pesticides, et historiquement à la chlordécone travail physique faible traçabilité des produits locaux 	<ul style="list-style-type: none"> pour certains produits, les teneurs en sucre sont supérieures à celles observées en métropole 	<ul style="list-style-type: none"> environnement alimentaire des GMS (achalandage, marketing, publicités, tarifs préférentiels) peu propice à une alimentation saine forte présence de publicités en lien avec une alimentation grasse, salée, sucrée les importations sont majoritairement des produits ultra-transformés, aux faibles valeurs nutritionnelles (Marcel-Roche et al, 2017) 	<ul style="list-style-type: none"> transition nutritionnelle depuis les années 1990 : passage d'un régime traditionnel, varié et pauvre en matières grasses et en sucres à un régime monotone, plus riche en produits industriels ultratransformés, en aliments d'origine animale et de fait, en graisses et sucres raffinés. % obésité et diabète exposition des consommateurs aux pesticides utilisés en agriculture l'interaction entre la précarité alimentaire et la nutrition-santé serait principalement liée au niveau d'étude (NUTWIND).
COHÉSION SOCIALE	<ul style="list-style-type: none"> l'agriculture et la pêche sont des activités historiques de l'archipel, composante de l'identité guadeloupéenne tissu rural composé de petites exploitations agricoles moteur de cohésion sociale 	<ul style="list-style-type: none"> agro-transformation traditionnelle comme activité touristique (sorbets coco, planteurs, kassav etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> la structuration économique complexe que forme le circuit de distribution de proximité (lolos, primeurs, marchés etc.), sont moteur de cohésion sociale, en particulier dans les espaces ruraux. la vente directe constitue une pratique socio-culturelle ancrée dans la tradition guadeloupéenne et valorisée par la population. Elle favorise la reconnexion entre les consommateurs et leur alimentation, entre l'amont et l'aval l'aide alimentaire est quant à elle utilisée comme levier d'insertion sociale pour prévenir et lutter contre la pauvreté. 	<ul style="list-style-type: none"> rôle structurant de l'alimentation dans la consolidation des liens sociaux (repas en famille, regroupement au carbet, échanges de plats etc.) perpétuation des traditions créoles via la cuisine
IMAGE ET REPRÉSENTATIONS	<ul style="list-style-type: none"> la contamination du milieu naturel par la chlordécone a influencé négativement l'image de l'agriculture du territoire et du métier d'agriculteur. il existe une défiance vis à vis des pouvoirs publics 		<ul style="list-style-type: none"> la culture du « débrouya pa pêché », très présente dans la population agricole, en particulier informelle, est légitimée et même valorisée par une partie de la population guadeloupéenne. Questionnement lors de mise en vente de produits considérés comme locaux mais provenant d'autres pays. valorisation du « manger local » avec en parallèle une « culture de l'importation » 	<ul style="list-style-type: none"> méconnaissance des fruits et légumes locaux par les enfants de 8 à 10 ans, habitués à consommer des produits métropolitains corrélation positive entre « je ne connais pas » et « je n'aime pas » valorisation de l'autoconsommation
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	<ul style="list-style-type: none"> L'activité agricole contribue pour 6% au produit brut régional (Agreste, 2018) difficultés économiques des filières d'agro-export, mises en concurrence sur le marché international commercialisation principalement vers la métropole et l'Europe 	<ul style="list-style-type: none"> l'industrie agroalimentaire représente 37% du chiffre d'affaire de l'industrie manufacturière et la moitié des industries guadeloupéennes (513), sans compter les ateliers artisanaux informels (OREC, 2019). commercialisation des produits agro-transformés principalement sur le marché intérieur industrie agroalimentaire déconnectée du marché local pour ses approvisionnements 	<ul style="list-style-type: none"> la balance commerciale agricole et agro-alimentaire est largement déficitaire les produits agricoles et agroalimentaires représentent 55% des exportations mais le secteur primaire ne génère en revanche que 3% des richesses du département (DEAL, 2013) fort poids économique des GMS se font par voie maritime. 	<ul style="list-style-type: none"> poids économique des restaurateurs, en particulier dans les zones touristiques (Grande Terre, les Saintes, Marie Galante) efforts du milieu de la restauration collective de s'approvisionner auprès des producteurs locaux ambulants dans les zones urbaines les ruraux tendent vers les pratiques et modes de vie des urbains

DIAG'ALIM : UNE MISE EN LUMIÈRE

CONSÉQUENCE	PRODUCTION AGRICOLE	AGRO-TRANSFORMATION	DISTRIBUTION ALIMENTAIRE	CONSOMMATION ALIMENTAIRE
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	<ul style="list-style-type: none"> la production locale (formelle et informelle) fournit le marché intérieur à hauteur de 60 % en fruits et légumes 	<ul style="list-style-type: none"> risques sanitaires liés à l'abattage et la préparation informelle de la viande 	<ul style="list-style-type: none"> risques d'interruption des approvisionnements alimentaires (crise sociale métropolitaine ou locale, crise climatique etc.) coût de l'alimentation en Guadeloupe supérieur de 32,5% à celui de la métropole 	<ul style="list-style-type: none"> risques sanitaires tarification sociale des cantines scolaires et petit déjeuner à l'école le nombre de personnes destinataires de l'aide alimentaire a augmenté de 34% entre 2017 et 2018
MILIEU NATUREL ET BIODIVERSITÉ	<ul style="list-style-type: none"> pollution des espaces naturels (sols, eaux douce et mer) et agricoles (17% de la SAU) par la chlordécone et autres produits phytosanitaires et intrants (cocktail chimique, déversement des effluents d'élevage etc.) introduction d'espèces envahissantes (herbe de guinée, mangouste etc.) fragmentation du milieu naturel et changement d'occupation du sol pouvant perturber les cycles écologiques (défrichage) dispersion de déchets dans le milieu naturel (plastique etc.) prélèvement excessif de ressources halieutiques 	<ul style="list-style-type: none"> pollution via les rejets des usines dans les milieux naturels changement d'occupation du sol en passant d'un milieu naturel à un milieu anthropisé industriel dispersion de déchets industriels dans le milieu naturel 	<ul style="list-style-type: none"> implantation de zones commerciales sur des espaces naturels sensibles et non constructibles (mangroves) 	<ul style="list-style-type: none"> gaspillage alimentaire en restauration hors foyer (collective et commerciale) et à l'intérieur du foyer
SERVICES ÉCO-SYSTÉMIQUES ET PAYSAGES	<ul style="list-style-type: none"> fixation de carbone dans le sol via les surfaces toujours en herbe et prairies maintien d'un paysage agricole traditionnel (canne à sucre) 	<ul style="list-style-type: none"> maintien d'un paysage traditionnel sucrier via les distilleries et sucreries réutilisation des co-produits de l'industrie agro-alimentaire dans l'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> les marchés touristiques 	<ul style="list-style-type: none"> réutilisation ponctuelle des déchets alimentaires pour des activités agricoles (compost, élevage)
BIEN-ÊTRE ANIMAL	<ul style="list-style-type: none"> la majorité des élevages est située en dehors des zones à risque de contamination par la chlordécone. l'élevage bovin se fait principalement au piquet. les élevages de volailles et de porcs sont essentiellement hors sol et utilisent de la nourriture importée, mais de l'eau locale, potentielle vecteur de contamination. l'élevage caprin se fait principalement en extensif, à la Désirade et aux Saintes. la rage reste un risque sanitaire pour tous les animaux d'élevage, bien qu'elle ne soit pas endémique en Guadeloupe. 			

Tableau 13 : Bilan des impacts du système agri-alimentaire guadeloupéen.

■ Schéma du système agri-alimentaire guadeloupéen

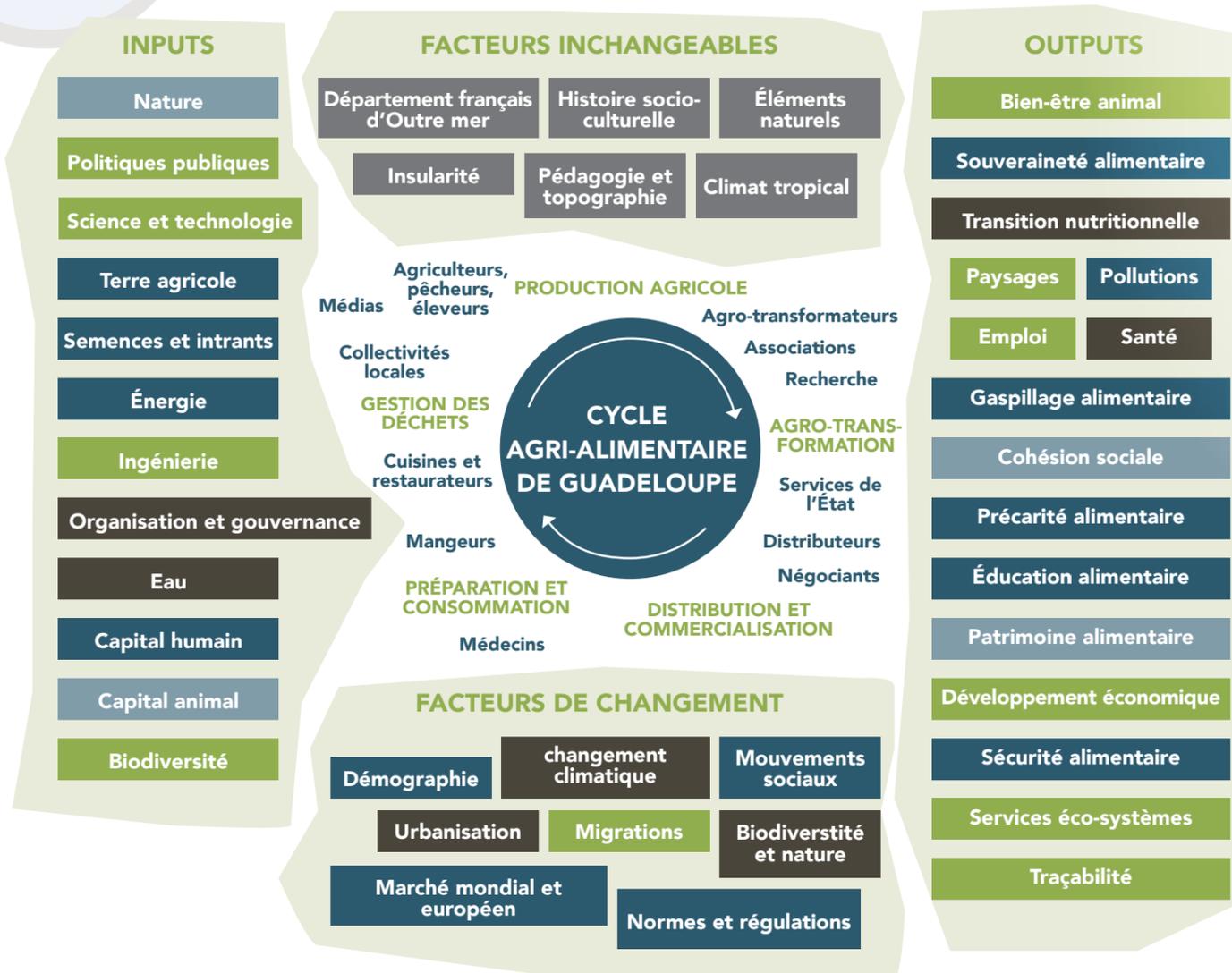


Figure 7.





5

DIAG'ALIM : BILAN

- 5.1 Des connaissances existantes qui demandent à être complétées
- 5.2 DIAG'Alim : une dynamique d'animation territoriale
- 5.3 Livrables disponibles

5.1

DES CONNAISSANCES EXISTANTES QUI DEMANDENT À ÊTRE COMPLÉTÉES

Le travail engagé par DIAG'Alim consistait dans un premier lieu à faire un bilan des ressources et des connaissances existantes sur le système agri-alimentaire guadeloupéen¹⁵. Très loin d'être exhaustif, cet état de l'art a permis d'identifier des ressources bibliographiques clés pour chacun des thèmes suivants : le contexte général des systèmes agri-alimentaires, la production agricole, la transformation agro-alimentaire, la distribution et l'accès, la consommation alimentaire et la nutrition, et la gouvernance.

Nos connaissances sur le fonctionnement du système alimentaire guadeloupéen demeurent incomplètes, et plusieurs questions mériteraient d'être approfondies. Il conviendrait notamment d'approfondir le secteur de la pêche. En effet, en tant que territoire insulaire, cela permettrait d'avoir une approche plus complète de la façon dont les consommateurs se nourrissent en Guadeloupe.



¹⁵ Une bibliothèque de ressources bibliographique est un des livrables DIAG'Alim et disponible à qui en fait la demande.

THÈME	EXEMPLES DE QUESTIONNEMENTS
Production	<ul style="list-style-type: none"> • Comment favoriser une meilleure structuration des filières agricoles ? • Quelles sont les représentations liées à l'agriculture guadeloupéenne ? • Quelles sont les représentations liées au jardin créole et quel est son rôle socio-économique ? • Quid du secteur de la pêche ?
Agro-transformation	<ul style="list-style-type: none"> • Quel est le rôle socio-économique de l'agro-transformation, notamment informelle, en Guadeloupe ? • Quel est le type de structure d'agro-transformation la plus adaptée au contexte guadeloupéen ? • Comment favoriser l'utilisation des produits locaux dans l'agro-transformation ?
Distribution alimentaire et accès	<ul style="list-style-type: none"> • Comment favoriser la vente des produits locaux dans la grande distribution ? • Quel est le rôle socio-économique des commerces de proximité ? Des marchés ? • Le don alimentaire est-elle la seule réponse à la précarité alimentaire ? • Quid des structures de vente de produits animaux ?
Consommation alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les représentations des consommateurs guadeloupéens à propos de l'acte de manger ? • Comment parvenir à mobiliser les parents dans l'éducation alimentaire des enfants ? • Comment fonctionnent les restaurateurs et quel est leur rôle dans la promotion de régimes alimentaires sains ? • Quel est le patrimoine alimentaire guadeloupéen, d'où vient-il et comment le sauvegarder ? • Comment est prise en compte la valeur nutritionnelle du produit à chaque maillon de la chaîne alimentaire ?
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Y a-t-il une concentration des pouvoirs économiques et politiques en Guadeloupe et quel est son impact sur le système agri-alimentaire ? • Quelle est l'échelle la plus pertinente pour une gouvernance alimentaire ? • Comment instaurer une véritable gouvernance participative de l'alimentation ? • Quel est le rôle des services de l'État et administrations publiques dans la transition vers un système agri-alimentaire plus durable ? • Comment permettre une meilleure coordination territoriale des actions ? • Comment sont préparés les professionnels aux enjeux du territoire et comment répondre aux besoins ?

Tableau 14 : Questionnements identifiés lors du diagnostic DIAG'Alim

5.2

DIAG'ALIM : UNE DYNAMIQUE D'ANIMATION TERRITORIALE

Le projet DIAG'Alim dans son ensemble avait dès le départ un objectif d'animation territoriale autour des sujets de l'agriculture et de l'alimentation durable.

L'enjeu de rendre nos modes de production et de consommation agri-alimentaires durables nécessite l'implication de toutes les parties prenantes, réunies autour d'une volonté commune de changement. Cet objectif ambitieux est le fondement de la démarche DIAG'Alim. Pour ce faire, cinq principaux outils ont été utilisés : le diagnostic de système agri-alimentaire, les ateliers multi-acteurs, la démarche d'écologie industrielle et territoriale, le comité de pilotage élargi et l'accompagnement technique sur l'élaboration de projets alimentaires territoriaux (PAT)¹⁶.

- **Le diagnostic de système agri-alimentaire.** L'objectif de ce diagnostic est d'avoir la mise en commun de connaissances de façon participative et volontaire, et ce à deux niveaux : institutionnel et individuel. Au niveau institutionnel, une dizaine de structures était impliquée dans de la production de connaissances (services et agences de l'État, collectivités locales, associations, établissements d'enseignement et de recherche). Au niveau individuel, la réalisation de plus de 300 entretiens a permis d'impliquer un maximum d'acteurs locaux du système agri-alimentaire guadeloupéen dans la démarche. Ainsi, le diagnostic DIAG'Alim a été co-construit, approprié et partagé par les acteurs du projet et du territoire afin qu'il constitue une étape clé dans le processus d'élaboration d'une gouvernance alimentaire territoriale.
- **Les ateliers multi-acteurs.** Ces ateliers ont un double objectif : 1/ soumettre le diagnostic aux participants pour prendre en compte leurs modifications et obtenir leur validation et 2/ identifier et hiérarchiser collectivement (membres de DIAG'Alim et participants) les priorités stratégiques du territoire pour le système agri-alimentaire guadeloupéen.

Espaces de discussion et de débat, les ateliers sont scénarisés pour faire converger les idées vers une stratégie alimentaire territoriale portée collectivement par les acteurs locaux.

- **La démarche d'écologie industrielle et territoriale.** Les événements menés ont permis de sensibiliser les acteurs à l'économie circulaire via une démarche d'écologie industrielle et territoriale. La discussion autour de leur flux a initié la création de potentielles synergies entre acteurs. Ces séminaires ont pu être renforcés par la réalisation d'ateliers et de retour d'expérience de l'Association BIO VALLEE.
- **Le comité de pilotage élargi.** Au fur et à mesure de l'avancement du projet, le nombre de structures intéressées par DIAG'Alim a augmenté. Afin d'inclure un maximum de partenaires dans la démarche, deux comités de pilotage ont vu le jour : le comité de pilotage restreint aux structures à l'origine du projet et financeurs de DIAG'Alim et le comité de pilotage élargi aux autres partenaires. Ce dernier, composé de quinze structures et regroupant plus de 40 personnes, est devenu un espace de discussion et de partage d'informations entre plusieurs acteurs travaillant sur les questions agricoles et alimentaires du territoire (mais non représentatifs du système agri-alimentaire guadeloupéen). De plus, la fédération de plusieurs partenaires autour d'un même projet dont le but est de renforcer la cohérence des actions sur le territoire favorise la création d'une vision commune.
- **L'accompagnement technique et méthodologique sur l'élaboration de projets alimentaires territoriaux (PAT).** La méthodologie du projet DIAG'Alim s'approchant de la méthodologie nécessaire à l'élaboration d'un projet alimentaire territorial, l'équipe DIAG'Alim était régulièrement sollicitée pour son expertise sur le sujet. Plusieurs collectivités, notamment celles de Morne à l'eau et de Saint-François, et celles

de Cap Excellence et de la Communauté d'agglomération du Nord Grande-Terre, ont été accompagnées dans l'élaboration de leurs projets alimentaires territoriaux.

Trois types de résultats peuvent être associés au projet DIAG'Alim, dans le cadre la mission d'animation territoriale : le travail en réseau, la production de connaissances et la création d'outils de gouvernance.

TYPE DE RÉSULTAT	DÉTAIL DES RÉSULTATS
Collaboration et travail réseau « Jouer collectif »	<ul style="list-style-type: none"> • mise en réseau d'acteurs locaux • collaboration intra et inter-services • meilleure cohérence des politiques publiques locales • accompagnement technique et méthodologique pour l'élaboration de projets alimentaire territoriaux
Production de connaissances	<ul style="list-style-type: none"> • capitalisation d'informations via un travail de synthèse bibliographique • production de nouvelles connaissances via des enquêtes et entretiens
Outils de gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • axes stratégiques pour un système agri-alimentaire durable en Guadeloupe

Tableau 15 : Principaux types de résultats du projet DIAG'Alim

5.3

Livrables disponibles

DIAG'Alim, nourri au fur et à mesure de son avancement par de nouveaux apports et de nouveaux partenaires, comporte 20 actions issues du pilier 1 et une action pour chacun des piliers 2 et 3 (Cf annexes 2).

Une fiche de synthèse a été rédigée pour chaque action réalisée dans le cadre du diagnostic DIAG'Alim. Elle comporte plusieurs volets :

- le contexte et les objectifs de l'action ;
- les grandes phases de l'action et les outils méthodologiques utilisés ;

- les résultats obtenus ;
- les perspectives et questionnements.

Plusieurs livrables du diagnostic DIAG'Alim sont disponibles à ce jour, sur le site de la DEAL : synthèses bibliographiques, mémoires de fin d'études ou rapports étudiants, guides méthodologiques (incluant des guides d'entretien ou des questionnaires), etc.

¹⁶ Les projets alimentaires territoriaux (PAT) ont pour objectif de relocaliser l'agriculture et l'alimentation dans les territoires en soutenant l'installation d'agriculteurs, les circuits courts ou les produits locaux dans les cantines. Issus de la Loi d'avenir pour l'agriculture qui encourage leur développement depuis 2014, ils sont élaborés de manière collective à l'initiative des acteurs d'un territoire (collectivités, entreprises agricoles et agroalimentaires, artisans, citoyens, etc.) (MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION, 2018).



6



PERSPECTIVES

6.1 Pistes d'amélioration du système

6.2 ACT'Alim, de la réflexion à l'action

6.3 Une nouvelle donnée : le contexte sanitaire

6.1

PISTES D'AMÉLIORATION DU SYSTÈME

La transition du système agri-alimentaire guadeloupéen vers un système plus durable nécessite des actions aussi bien au niveau global (réforme du POSEI, etc.) qu'au niveau local. Chaque personne rencontrée au cours

du diagnostic DIAG'Alim souhaite être moteur du changement. Les idées et les initiatives pour améliorer le système guadeloupéen ne manquent pas.

THÉMATIQUE	CATÉGORIE	EXEMPLE D'IDÉES POUVANT ÊTRE MISE EN PLACE AU NIVEAU LOCAL	
Production agricole	Agir en réseau	Créer un observatoire partenarial du monde agricole guadeloupéen	
		Développer la mutualisation des facteurs de production (mécanisation, salarié agricole, etc.)	
	Accompagnement	Renforcer le réseau de techniciens pour l'accompagnement technique des producteurs	
		Mieux inclure les agriculteurs dans les projets de recherches et transférer les résultats vulgarisés pour favoriser l'accès à l'information scientifique	
		Former les producteurs sur les procédures des marchés publics (notamment de la restauration collective)	
		Harmoniser la planification des productions des agriculteurs	
	Financement et assurances	Faciliter le micro-crédit pour permettre l'investissement dans de la micro-mécanisation	
		Créer un fonds de garantie pour améliorer la résilience des producteurs face aux crises	
	Transformation agro-alimentaire	Financement et assurances	Faciliter le micro-crédit pour permettre l'investissement dans des équipements et unités de transformation de petite échelle
		Accompagnement	Favoriser la recherche et développement pour trouver de nouvelles valorisations commerciales pour les produits locaux
Distribution et accès	Réglementation	Fixer un cadre réglementaire aux marchés de producteurs pour les différencier des marchés de revente	

THÉMATIQUE	CATÉGORIE	EXEMPLE D'IDÉES POUVANT ÊTRE MISE EN PLACE AU NIVEAU LOCAL
Consommation alimentaire et nutrition	Restauration collective	Créer un fond d'assurance spécial pour la restauration collective afin de permettre aux producteurs locaux être payés en temps et en heure
		Mettre en place un système d'affacturage inversé pour les producteurs qui livrent les collectivités
		Aménager le lieu de restauration pour que l'enfant s'y plaise, s'y sente à l'aise
		Organiser l'espace de service du repas pour diminuer le gaspillage alimentaire (mettre le pain à la fin, proposer différentes portions, etc.)
	Sensibilisation	Développer les actions d'éducation à l'alimentation et de promotion de la santé
Gouvernance	Agir en réseau	Créer une plateforme d'échange et de connaissances mutualisées sur le système agri-alimentaire guadeloupéen
	Aides et subventions	Repenser les aides pour consolider les structures des exploitations plutôt que les aides à la production.
	Planification	Élaborer un plan d'urgence alimentaire pour la Guadeloupe en cas de crise
	Agir en réseau	Instaurer annuellement un appel à projets conjoint aux services de l'État et collectivités pour favoriser une cohérence des actions et financements dans le temps
		Développer les événements et rencontres entre les professions de l'amont et de l'aval
	Fiscalité	Utiliser la fiscalité pour détourner le consommateur des produits ultra-transformés

Tableau 16 : Liste non exhaustive de solutions pour un système agri-alimentaire guadeloupéen durable

L'ensemble des contributions apportées au titre des trois piliers de DIAG'Alim s'articule autour de trois axes (cf. ANNEXE 3) :

- Favoriser une alimentation locale ;
- Favoriser une alimentation propice à la santé ;
- Favoriser une bonne gouvernance du système agri-alimentaire guadeloupéen.

L'identification et la mise en cohérence de ces axes peuvent servir de base à la discussion pour stimuler l'action collective et mettre en place des projets structurants pour la Guadeloupe.

Les structures porteuses de DIAG'Alim ont contribué au déroulement du projet mais ne portent pas les propositions qui ont été exprimées par les acteurs du territoire notamment lors des différents ateliers.

L'objectif final étant de tendre vers un système agri-alimentaire durable et résilient en Guadeloupe.

AGIR POUR L'ALIMENTATION : ACT'ALIM, DE LA RÉFLEXION À L'ACTION

Suite à la réalisation du diagnostic du système agri-alimentaire (DIAG'Alim), les partenaires ont souhaité amplifier la dynamique en cours en lançant l'appel à projets (AAP) ACT'Alim.

DIAG'Alim avait pour objectif de stimuler une réflexion collective autour des enjeux de l'agriculture et de l'alimentation durable en Guadeloupe et de faciliter la mise en action coordonnée des acteurs du territoire. À l'issue du projet, un bilan général du système agri-alimentaire local (non exhaustif) et une synthèse de pistes d'améliorations importantes pour le territoire ont été produits.

Avec l'identification de ces derniers, il s'agit désormais de passer à l'action. C'est dans ce contexte que le projet ACT'Alim, suite opérationnelle de DIAG'Alim a été élaboré. L'objectif d'ACT'Alim, « pour une alimentation saine et durable pour tous en Guadeloupe », est d'accompagner les acteurs locaux dans l'élaboration et la mise en place de projets répondant à des axes pré-identifiés durant la démarche DIAG'Alim. Cela s'est traduit par un appel à projets commun¹⁷ incluant un accompagnement financier et technique des porteurs de projets.

Cet appel à projets, lancé en octobre 2020, s'articule autour de quatre thématiques :

● **Cohésion sociale**

- Lutte contre la précarité alimentaire
- L'alimentation, vecteur de lien social
- Valorisation du patrimoine alimentaire Guadeloupéen
- Valorisation des circuits courts et du petit commerce de proximité

● **Éducation alimentaire**

- Éducation à l'alimentation de la jeunesse
- Promotion de la santé chez les adultes et les enfants
- Sensibilisation et information aux consommateurs
- Favoriser un environnement alimentaire sain

● **Économie circulaire**

- Diminuer le gaspillage alimentaire depuis la production jusqu'à la consommation
- Gérer et valoriser des déchets et résidus

● **Gouvernance**

- Aider à la mise en réseau des acteurs du système alimentaire
- Favoriser la mutualisation des connaissances et augmenter les compétences des acteurs
- Aide à la mise en place de Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)

L'appel à projets ACT'Alim clôturé en décembre 2020 a permis de mobiliser près de 40 porteurs de projets. On note que plus de 70% des projets lauréats (cf. tableau 17) répondaient au moins à la thématique « cohésion sociale » (cf. figure 8).

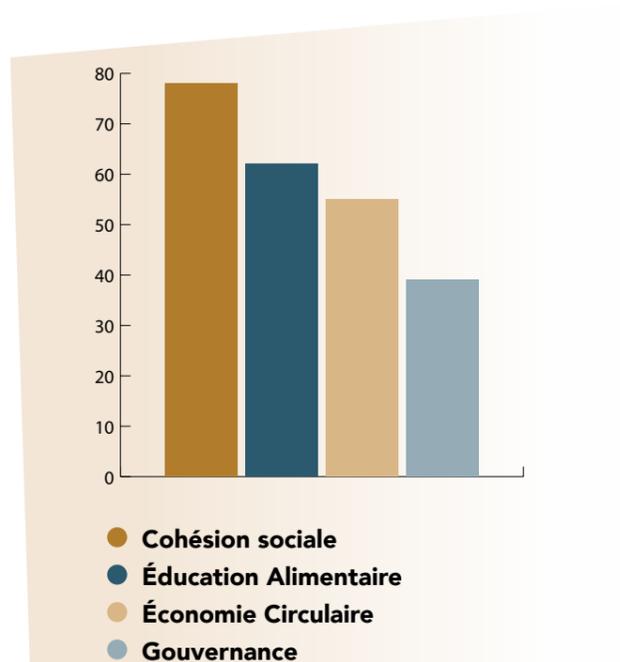


Figure 8 : Axes thématiques des projets lauréats ACT'Alim

STRUCTURES PORTEUSES	INTITULÉ DU PROJET
Association Aquaponie Antilles	Mangrove aquaponie (ferme pilote)
AGIPSAH (Association Guadeloupéenne pour l'Insertion Professionnelle et Sociale des Adultes et Handicapés)	Vers une agriculture adaptée et inclusive (création d'une plateforme de compostage)
AGOSSE (Association Antilles Guyane de Lutte Contre l'Obésité, le Surpoids et la Sédentarité chez l'Enfant)	Lancement du projet pilote « Les Classes du Goût Guadeloupéennes » et du « Forum de l'alimentation saine, locale et durable (FASLD) » dans le cadre global de l'éducation alimentaire de la jeunesse, de la valorisation du patrimoine local et de la prévention de l'obésité infantile
Mairie de Baie-Mahault	Lutte contre le gaspillage alimentaire dans la restauration scolaire
Mairie de Bouillante	Stop au gaspillage alimentaire dans les réfectoires et la cuisine centrale de Bouillante !
Bwa kapab	Didiko, un petit déjeuner pour tous
Gwajeka	Les jardins partagés vecteurs de cohésion sociale ludique et culturelle, de développement économique, d'éducation alimentaire, d'économie circulaire
K'expres	Guadalims (Guadeloupe alimentation santé)
On pal pou vansé	Une assiette saine, locale et équilibrée pour toute la famille
Sud manten pou demen	Valorisation de déchets ménagers dans le cadre d'une économie circulaire pour pérenniser les jardins familiaux en Guadeloupe
Zye mangrov'la - APLHG	Journée Madè é Nou
Mairie du Moule	Sante an nou jaden an nou
Agence papillon	Concours de pocket film « Gère ton alimentation »

Tableau 17 : Liste des projets lauréats ACT'Alim

La réponse à la problématique de la cohésion sociale illustre parfaitement le contexte dans lequel cet appel à projets a émergé. En effet,

la crise sanitaire liée à la COVID-19 a accentué la précarité alimentaire et favoriser l'entraide, le don et la distribution en circuits courts.

¹⁷ Porté par l'ARS, le Conseil départemental, la DAAF, la DEAL et l'Université des Antilles

UNE NOUVELLE DONNÉE : LE CONTEXTE SANITAIRE

Bien que lancée avant ce bouleversement, la démarche de DIAG'Alim suivie d'ACT'Alim prend toute sa place dans ce nouveau contexte sanitaire et économique. La crise sanitaire a mis en exergue les différents problématiques et enjeux identifiés lors de DIAG'Alim et force à une vraie réflexion sur notre système alimentaire.

C'est face à ce contexte que le gouvernement a mis en place des mesures pour relancer l'économie avec un plan de relance axé sur l'écologie, la compétitivité et la cohésion. Cette feuille de route doit permettre entre autre de :

- développer une alimentation saine, sûre, durable, de qualité et locale dans les cantines scolaires des petites communes ;
- structurer les filières locales grâce à des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) ;
- aider les acteurs de l'alimentation locale à en généraliser l'accès : Alimentation locale solidaire ;
- accélérer la structuration et le développement de filières performantes permettant de répondre aux attentes sociétales et d'assurer une meilleure rémunération du producteur.

La crise a accéléré le développement d'initiatives pour tendre vers un système alimentaire plus durable et plus sain, et a accentué l'intérêt du citoyen pour ces dernières. On observe une dynamique plus marquée concernant la mise en place de Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) ainsi que la revalorisation des jardins (créoles, partagés, collectifs, pédagogiques).

Le territoire guadeloupéen a été ébranlé par de nombreuses crises (climatique : cyclone, économique : mouvement sociaux de 2009, environnemental : contamination à la chlordécone, etc.) impactant le système alimentaire. Aujourd'hui, ce nouveau contexte renforce l'engagement des acteurs – du producteur au consommateur – et offre de nouvelles opportunités afin de garantir la souveraineté alimentaire du territoire guadeloupéen.



CONCLUSION



Le système agri-alimentaire guadeloupéen est un système complexe, où les activités formelles et informelles s'entremêlent et se nourrissent mutuellement. Forte composante de l'identité guadeloupéenne, il est issu d'un système colonial à deux vitesses. La dualité historique entre les cultures d'exportation et celles de subsistance continue de caractériser l'économie agricole guadeloupéenne. Les filières qui alimentent le marché intérieur, principalement en fruits et légumes, restent composées d'une multitude de petits producteurs familiaux, dont une partie évolue dans le secteur informel. À l'opposé, les démarches collectives et donc formelles, peinent à se mettre en place. Les filières d'exportation quant à elles, peuvent compter sur leur structuration historique issue des plantations et des usines centrales. Bien qu'en difficulté sur le marché international et soutenues financièrement par l'argent public, elles maintiennent aussi bien les sols agricoles et les paysages traditionnels que l'emploi local.

Le système agri-alimentaire de Guadeloupe reste malgré tout grandement dépendant de l'extérieur, autant pour ses consommations de matières premières destinées à la production agricole et agri-alimentaire que pour les denrées alimentaires directement distribuées au consommateur final. L'ouverture des marchés à la mondialisation ainsi que l'implantation croissante des surfaces de la grande distribution, a entraîné des changements dans les habitudes alimentaires et les modes de consommation. La tendance croissante à la consommation de plats préparés et de produits hautement transformés, riches en sucres, lipides et acides gras saturés constitue une transition alimentaire qui impacte la santé de la population. **L'augmentation de la prévalence de l'obésité, du diabète et des maladies cardiovasculaires** en Guadeloupe

constitue un enjeu important de santé publique. L'éducation alimentaire et la valorisation du patrimoine alimentaire traditionnel peuvent orienter la consommation vers des régimes à haute valeur nutritionnelle composés de produits frais et locaux.

L'agenda politique, favorisant la réconciliation entre l'offre et la demande locale constitue une opportunité pour la Guadeloupe. Le consommateur et les services de restauration commerciale et collective s'orientent de plus en plus vers des produits locaux et sains. Afin de répondre à cette demande, **une structuration de la production locale est essentielle**. Une meilleure accessibilité au foncier agricole, la gestion responsable des ressources naturelles et productives ainsi que la valorisation du métier d'agriculteur apparaissent comme des conditions indispensables. La sécurisation économique des producteurs notamment par la revalorisation des revenus et retraites; permettra également de développer leur exploitation avec une vision à long terme et de s'engager dans des démarches collectives. L'achat en temps, en heure et au juste prix des denrées agricoles et alimentaires locales par les grands acheteurs (grande distribution et collectivités) est également une condition sine qua non. Dans un territoire français connecté au marché européen mais localisé dans un espace caribéen, la question des coûts de production reste dominante. La mise en concurrence, perçue souvent comme déloyale, de la production locale avec des produits aux faibles coûts de production – rendus possibles grâce à des rentabilités d'échelle impossibles en Guadeloupe - reste un véritable frein à une plus grande territorialisation du système agri-alimentaire guadeloupéen.

Favoriser la territorialisation du système agri-alimentaire guadeloupéen peut être un réel moteur de développement économique local en permettant de fixer la création de richesses et l'emploi en Guadeloupe. La connexion entre l'agro-transformation et la production locale représente un levier fort de développement et de structuration de filières matures. L'agro-transformation, source de développement économique, est devenue depuis quelques années un enjeu politique et plusieurs collectivités locales portent des projets d'ateliers d'agro-transformation. **Au-delà des**

jeux politiques, la mise en cohérence de ces initiatives est nécessaire et reste un défi de taille.

Dans un territoire où la précarité alimentaire est en constante augmentation, le prix de l'alimentation, bien supérieur à celui de l'Hexagone, reste un sujet sensible. Garantir à toute la population guadeloupéenne l'accès à une alimentation saine et nutritionnelle produite localement de façon durable demeure un enjeu pour le territoire.



BIBLIOGRAPHIE ET INDEX

AGRESTE Guadeloupe, 2015. Les filières pêche et aquaculture. Infographie.

AGRESTE Guadeloupe, 2018. Conjoncture 2017 du commerce extérieur agroalimentaire.

AGRESTE Guadeloupe, 2019a. Mémento de la statistique agricole.

AGRESTE Guadeloupe, 2019b. Les industries agroalimentaires de Guadeloupe. 14P.

AGRESTE Guadeloupe, 2020. Mémento de la statistique agricole.

ANGEON, V., 2011. De la nécessité d'une agriculture innovante dans les départements français d'Amérique. *Innovations Agronomiques* 16 (2011), 117-133, 16, 117-133.

ANGEON et BARRAUD, 2019. « Manger autrement » dans le cadre de la transition agro-écologique. *Socio-anthropologie* 39 (2019), pp 115-128.

ARS, 2018. Cadre d'Orientation Stratégique Guadeloupe, Saint Martin et Saint Barthélémy 2018-2028. 22p.

BARBIERC., COUTURIER., POUROUCHOTTAMIN P., CAYLA J-M, SYLVESTRE M., PHARABOD I., 2019, « L'empreinte énergétique et carbone de l'alimentation en France », Club Ingénierie Prospective Energie et Environnement, Paris, IDDRI, 24p. Janvier 2019.

BARLAGNE C., DIMAN J.L., GALAN M.B., HOTON C., NOGLOTTE T., VINGLASSALON A., 2016. L'agriculture guadeloupéenne à l'horizon 2040, Etude prospective. 402p.

BELENUS et CUZIN, 2013. Histoire des îles de Guadeloupe. Strasbourg : Editions du Signe.

BLOCH, 2010. Commensalité et empoisonnement. *La pensée de midi*, n° 30, p. 81-89. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-la-pensee-de-midi-2010-1-page-81.htm>.

BOULIANNE et al., 2019, Vers une alimentation territorialisée et durable. Le système alimentaire de la grande région de Québec, de la production agricole à la gestion des résidus : enjeux, questions, portrait. Rapport de recherche. Québec, Université Laval. Disponible sur : <https://www.systemealimentairequebec.info/documentation-issue-du-projet-repsaq>.

Brillat-Savarin, 1842. Physiologie du goût ou méditations de gastronomie transcendante. Charpentier Librairie Editeurs, Paris, 621p.

CAPEXCELLENCE, 2020. Stratégie de développement rural durable, Diagnostic – Rapport intermédiaire. 49p.

CHAMBRE D'AGRICULTURE DE GUADELOUPE, 2015. Recensement et analyse des initiatives de vente directe en Guadeloupe. 180p.

CLAQUIN P., MARTIN A., DERAM C., BIDAUD F., DELGOULET E., GASSIE J., HÉRAULT B., 2017, MOND'Alim 2030, panorama prospectif de la mondialisation des systèmes alimentaires, Paris, La Documentation française.

COLOMBET Z., et MEJEAN C., 2019. négalités sociales de nutrition et déterminants démographiques de l'état nutritionnel et de l'alimentation. *NuTWInd-Transition Nutritionnelle aux Antilles françaises : Interactions entre offre et comportements alimentaires : Présentation des résultats mi-parcours.* Disponible sur : <https://www6.inrae.fr/nutwind/Page-d-accueil/Actualites/Novembre-2019-Seminaire-de-mi-parcours>.

DEAL, CONSEIL RÉGIONAL, 2013. Atlas des paysages de la Guadeloupe. 1, 172p.

DEGRAS, 2016. Le Jardin Créole : Repères culturels, scientifiques et techniques. Editions Jasor, 312p.

DESSE, 1997. La récente transformation des acteurs économiques dans les D.O.M. : l'exemple de la Guadeloupe, Martinique et Réunion. *Annales de géographie*, n° 598 pp. 592-611. Disponible sur : https://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1997_num_106_598_20821.

DEVIN J.P., et DUCROT A., 2019. Déterminants de l'offre alimentaire Analyse nutritionnelle et de prix de l'offre alimentaire. *NuTWInd-Transition Nutritionnelle aux Antilles françaises : Interactions entre offre et comportements alimentaires : Présentation des résultats mi-parcours.* Disponible sur : <https://www6.inrae.fr/nutwind/Page-d-accueil/Actualites/Novembre-2019-Seminaire-de-mi-parcours>.

DOYEN, 2017. La coopération décentralisée sur les systèmes alimentaires, quels rôles pour l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture ? Mémoire de Mission Professionnelle présenté pour l'obtention du diplôme d'Ingénieur spécialisé en « Innovations et Politiques pour une Alimentation Durable » 54p.

ESNOUF, C., RUSSEL, M. ET BRICAS, N. (Coords.), 2011. Pour une alimentation durable. Réflexion stratégique du ALIne, Paris, Editions Quae, 288p.

FAGES R., et BRICAS N., 2017. Alimentation des villes, quels rôles des collectivités du Sud ? AFD Editions, Montpellier, 4, 56p.

FANCHONE A., ALEXANDRE G., CHIAB E., DIMAN J.L., OSIER-LAFONTAINE H., ANGEON V., 2020. A typology to understand the diversity of strategies of implementation of agroecological practices in the French West Indies. *European Journal of Agronomy*, Volume 117, 9p.

FAO, 1996. Sommet Mondial de l'alimentation. Rome, 13-17 novembre 1996. Rome : FAO.

FAO, 2017. A propos du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). <http://www.fao.org/cfs/cfs-home/about-cfs>

FAO, 2018a. The future of food and agriculture: Alternative pathways to 2050. In Roam. <https://doi.org/10.4161/chan.4.6.12871>.

FAUCHER, 2014. Initier une gouvernance alimentaire territoriale - Guide à l'intention des collectivités. Mémoire de fin d'étude du Mastère Innovations et politiques pour une alimentation durable, SupAgro Montpellier et CIRAD, 101p.

FISCHLER C., 1991. L'omnivore. In: *Revue française de sociologie*, 32-2. Professions en mutation. pp. 286-288.

FISCHLER, 1988. Food, Self and Identity. *Social Science Information* 27(2):275-292pp.

HELLER M.C, KEOLEIAN G.A. 2003. Assessing the sustainability of the US food system: a life cycle perspective. *Agricultural Systems* 76: 1007-1041.

HIRSCHLER, 2013. Analyse - diagnostic de l'agriculture du sud-est basse-terre (Guadeloupe). Mémoire de fin d'étude AgroParisTech, 129p.

HLPE, 2018. Nutrition et systèmes alimentaires. 12, 190p.

HLPE. 2017. Nutrition et systèmes alimentaires. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome.

INSEE, 2016. En Guadeloupe, les prix sont plus élevés de 12,5 % qu'en France métropolitaine.

Statistiques et études. Disponible sur : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908453>.

INSEE, 2018a. Fragile amélioration de l'activité commerciale et industrielle en 2015. Statistiques et études. Disponible sur : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3596329>.

INSEE, 2018b. Évolution du pouvoir d'achat en Guadeloupe.

INSEE, 2018c. Stabilité des inégalités. Dossier Guadeloupe n° 16.

INSEE, 2019. Le bilan économique 2018 : La trajectoire positive de l'économie se confirme. *Insee Conjoncture Antilles Guyane, Guadeloupe*, n°5, 48p.

INSEE, 2020a. Recensement de la population en Guadeloupe : 387 629 habitants au 1^{er} janvier 2018, Statistiques et études. Disponible sur : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5006477>.

INSEE, 2020b. La consommation des ménages dans les DOM en 2017.

INSEE 2021. L'essentiel sur... la Guadeloupe, Statistiques et études. Disponible sur : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4481456#consulter>.

JACQUIN, 2019. «Aider l'homme à se restaurer» en Guadeloupe : vers une politique territoriale coordonnée de l'aide alimentaire. Mémoire d'obtention du Diplôme d'Etat ingénierie sociale, Fondation IRTS Île de France, 141p.

LAMANI V., et DROGUE S., 2019. Importations de produits alimentaires et qualité.

LAVALLÉE, M., GARNIER, C., QUESNEL, M., MARCHILDON, A. & BOUCHARD, L. 2004. Les représentations sociales de l'alimentation : convergences et divergences entre enfants, parents et enseignants. *Revue de l'Université de Moncton*, 35 (2), 101-129. Disponible sur <https://doi.org/10.7202/010645ar>.

MALASSIS, L., 1994. Nourrir les hommes. Flammarion, Dominos, numéro 16.

MEJEAN, 2019. Etat des lieux. NuTWInd-Transition Nutritionnelle aux Antilles françaises : Interactions entre offre et comportements alimentaires : Présentation des résultats mi-parcours. Disponible sur : <https://www6.inrae.fr/nutwind/Page-d-accueil/Actualites/Novembre-2019-Seminaire-de-mi-parcours>.

MICHELOTTO G., 2015. Un label d'identification de l'agriculture familiale au Brésil : LIPAF. In : FOURNIER S., BRICAS N., Actes de la journée des innovations pour une alimentation durable. Montpellier : Montpellier SupAgro, CIRAD, 5p.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION, 2018. Qu'est-ce qu'un projet alimentaire territorial ? Les experts ALIM'AGRI PNA.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION, 2019. PNAN : le programme national de l'alimentation et de la nutrition. <https://agriculture.gouv.fr/pnan-le-programme-national-de-l'alimentation-et-de-la-nutrition>.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION, 2020. Dossier : #EGalim : tout savoir sur la loi Agriculture et Alimentation. <https://agriculture.gouv.fr/egalim-tout-savoir-sur-la-loi-agriculture-et-alimentation>.

MUMFORD L., 1964. La cité à travers l'histoire, Paris : Seuil, 911p.

ODG, 2017. Les Chiffres Clés des déchets en Guadeloupe. 10p.

OREC, 2019. Analyse énergétique du secteur de l'industrie en Guadeloupe. 12p.

ORSAG, 2010. Comportements alimentaires et perceptions de l'alimentation en Guadeloupe en 2010. Disponible sur : <https://www.orsag.fr/comportements-alimentaires-et-perceptions-de-l-alimentation-en-guadeloupe-en-2010/>.

OSES, 2019. Les chiffres clés de l'agriculture guadeloupéenne - septembre 2019. Actions chambres, Economie et politique agricoles. Disponible sur : <https://guadeloupe.chambre-agriculture.fr/lactualite-proche-de-vous/detail-de-lactualite/actualites/les-chiffres-cles-de-lagriculture-guadeloupeenne-septembre-2019/>.

PAQUOT, 2011. Qu'est-ce qu'un « territoire » ? *Vie sociale*, 2011/2 (N° 2), p. 23-32. DOI : 10.3917/vsoc.112.0023. URL : <https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2011-2-page-23.htm>.

POSEI, 2008. Panorama des filières animales et typologie d'exploitation avec élevage en Guadeloupe. Programme Réseaux de référence, POSEI France, 63p.

RASTOIN, 2014. Les systèmes alimentaires territorialisés : quelle contribution à la sécurité alimentaire ? Introduction. Séance de l'Académie d'Agriculture de France. Les systèmes alimentaires territorialisés : quelle contribution à la sécurité alimentaire, Jan 2014, Paris, France. 3 p.

RASTOIN, J.L., 2015. Les systèmes alimentaires territorialisés : le cadre conceptuel. *Resolis*, 4, 11-13.

RASTOIN, J.L., ET GHERSI, G., 2010. Le système alimentaire mondial - Concepts et méthodes, analyses et dynamiques. Retrieved from <https://www.cairn.info/le-systeme-alimentaire-mondial--9782759206100.htm>.

RAYMOND, 2018. Agriculture et environnement, des ruptures industrielles vers une redécouverte des agroécologies. in Arnould, Paul et Simon, Laurent (dir.). *Géographie des environnements*. Belin, coll. « major », 2018 (1ère éd. 2007).

SANTÉ PUBLIQUE FRANCE, 2018. Imprégnation de la population antillaise par la chlordécone et certains composés organochlorés en 2013/2014.

TAYLOR J. P., EVERS S., MCKENNA M., 2005. Determinants of healthy eating in children and youth. *Canadian journal of public health*. *Revue canadienne de santé publique*, supplément, no 3, vol. XCVI.

VALANTIN, 2017. Géopolitique d'une planète déréglée. Le choc de l'Anthropocène. Paris : Editions du Seuil, 309p.

THÉMATIQUE	AUTEUR	RESSOURCES BIBLIOGRAPHIQUES CLÉS UTILISÉES PENDANT LE DIAGNOSTIC DIAG'ALIM	ANNÉE	TYPE DE RESSOURCE
Contexte général	Ministère de l'agriculture et de l'alimentation	MOND'Alim 2030 : un regard prospectif sur la mondialisation des systèmes alimentaires - Analyse n° 100	2017	Rapport
	CIRAD	DuALIne - Durabilité de l'alimentation face à de nouveaux enjeux	2011	Rapport
Production agricole	HIRSCHLER Olivier	Diagnostic de l'agriculture du Sud Basse-Terre / histoire agraire de la Guadeloupe	2013	Mémoire
	INRA ; Chambre d'agriculture	L'agriculture guadeloupéenne à l'horizon 2040. Etude prospective.	2016	Rapport
	OSES	Les chiffres clés de l'agriculture guadeloupéenne -septembre 2019	2019	Info-graphie
	Académie de l'agriculture	De l'Agroécologie à la Bioéconomie - Des alternatives pour la modernisation du système agricole et alimentaire des outre-mer	2018	Rapport
	DAAF	Mémento de la statistique agricole	2019	Rapport
	POSEI	Panorama des filières animales et typologies des exploitations avec élevage en Guadeloupe	2008	Rapport
Transformation agro-alimentaire	DAAF	Les industries agro-alimentaires de Guadeloupe	2019	Rapport
Distribution et accès	Chambre d'agriculture	Recensement des initiatives de vente directe en Guadeloupe/ compréhension par l'histoire	2015	Rapport
	JACQUIN Laure	Une politique territoriale en Guadeloupe pour coordonner l'aide alimentaire et l'éducation à la santé	2019	Article
	DAAF	Commerce extérieur agroalimentaire : 1995-2015, vingt ans d'échanges	2017	Rapport
Consommation alimentaire et nutrition	ORSAG	Comportements alimentaires et perceptions de l'alimentation en Guadeloupe en 2010	2010	Rapport
	INRA	NuTWInd-Transition Nutritionnelle aux Antilles françaises : Interactions entre offre et comportements alimentaires : Présentation des résultats mi-parcours	2019	Rapport
Gouvernance	LE BACQUER Loïc	Alimentation durable : Quels instruments pour favoriser la déssectorialisation et prendre en compte la transversalité de ses enjeux ? Cas de la direction régionale PACA de l'ADEME	2019	Mémoire
	FAUCHER Anna	Initier une gouvernance alimentaire territoriale : Guide à l'intention des collectivités	2014	Mémoire
	Les Greniers d'Abondance	Vers la résilience alimentaire : faire face aux menaces globales à l'échelle des territoires.	2020	Rapport
Exemple de diagnostic	Université Laval	Le système alimentaire de la grande région de Québec, de la production agricole à la gestion des résidus : enjeux, questions, portrait.	2019	Rapport

- Figure 1 :** Présentation de la démarche DIAG'Alim et ACT'Alim (p15)
Figure 2 : Schéma méthodologique du diagnostic DIAG'Alim (p19)
Figure 3 : Principales composantes du système agri-alimentaire guadeloupéen (p26)
Figure 4 : Fonctionnement du don alimentaire (DIAG'Alim - WP2.3) (p43)
Figure 5 : Typologie des structures de vente de denrées alimentaires (DIAG'Alim) (p44)
Figure 6 : Fonctionnement de la distribution via l'acte d'achat en fruits et légumes (DIAG'Alim - WP3.3) (p47)
Figure 7 : Schéma du système agri-alimentaire guadeloupéen (production DIAG'Alim) (p62)
Figure 8 : Axes thématiques des projets lauréats ACT'Alim (p74)

- Tableau 1 :** Composition des workpackages du diagnostic DIAG'Alim (p20-21)
Tableau 2 : Bilan des déterminants du système agri-alimentaire guadeloupéen (p28-31)
Tableau 3 : Typologie non exhaustive des exploitations agricoles de Guadeloupe. Inspirée de POSEI, 2008 (p33)
Tableau 4 : Principales problématiques liées aux entrées de la production agricole (p35)
Tableau 5 : Principales problématiques liées aux sorties de la production agricole identifiées au cours du diagnostic DIAG'Alim (p36)
Tableau 6 : Typologie des ateliers d'agro-transformation présents en Guadeloupe (p38)
Tableau 7 : Principales problématiques liées aux entrées de l'agro-transformation identifiées au cours du diagnostic DIAG'Alim (p40)
Tableau 8 : Principales problématiques liées aux sorties de l'agro-transformation identifiées au cours du diagnostic DIAG'Alim (p41)
Tableau 9 : Evolution de la qualité nutritionnelle des importations en Guadeloupe entre 2000 et 2016 (p46)
Tableau 10 : Principales problématiques liées aux entrées de la distribution alimentaire identifiées au cours du diagnostic DIAG'Alim (p48)
Tableau 11 : Principales problématiques liées aux sorties de la distribution alimentaire identifiées au cours du diagnostic DIAG'Alim (p49)
Tableau 12 : Externalités de la consommation alimentaire guadeloupéenne (p53)
Tableau 13 : Bilan des impacts du système agri-alimentaire guadeloupéen (p58-61)
Tableau 14 : Questionnements identifiés lors du diagnostic DIAG'Alim (p67)
Tableau 15 : Principaux types de résultats du projet DIAG'Alim (p69)
Tableau 16 : Liste non exhaustive de solutions pour un système agri-alimentaire guadeloupéen durable (p73)
Tableau 17 : Liste des projets lauréats ACT'Alim

ANNEXES

Annexe 1 : Outils de collecte d'information utilisés pour le diagnostic DIAG'Alim

Annexe 2 : Livrables DIAG'Alim

Annexe 3 : Pistes d'amélioration du système formulées durant les ateliers

WP	TYPES DE QUESTIONNAIRES	NOMBRE D'ENQUÊTÉS
WP2.1	Connaissance des fruits et légumes locaux et des goûts de l'enfant	815
	Néophobie alimentaire de l'enfant	
	« Carnet de bord » des repas pris à la maison (petit déjeuner et dîner)	/
WP2.5	Tarification sociale des cantines : questionnaire destiné aux caisses des écoles	9
	Tarification sociale des cantines : questionnaire destiné au responsable des cantines des établissements scolaires	/
	Tarification sociale des cantines : questionnaire destiné aux élèves de collèges et lycées	/
	Tarification sociale des cantines : questionnaire destiné aux parents d'élèves	/
WP3.3	Recensement de commerces de distribution alimentaire	113
WP3.4	Fonctionnement de la restauration collective scolaire	9

Tableau 17 : Types de questionnaires élaborés et nombre d'enquêtés par workpackage

TYPES D'ACTEURS INTERVIEWÉS	NOMBRE D'ENQUÊTÉS				
	WP1	WP2	WP3	WP4	WP5
Profession agricole, de l'élevage et de la pêche			13	25	12
Entreprises d'agro-transformation			18	4	4
Importateurs et distributeurs alimentaires			16	5	3
Restaurateurs			4	6	5
Cuisines centrales et autonomes et écoles		9	29		1
Bénéficiaires d'aide alimentaire		4			
Associations locales		2	9	3	23
Appui technique et recherche			12		13
Collectivités locales	1	13	8		11
Services de l'État	2	1	7		17
Total	3	29	116	43	89

Tableau 18 : Types d'acteurs interviewés (entretiens) et nombre d'enquêtés par workpackage

LISTE NON EXHAUSTIVE DES RÉUNIONS, ÉVÈNEMENTS ET ATELIERS DE DISCUSSION QUI ONT NOURRI LE DIAGNOSTIC :

- le Comité régional de l'alimentation (CRALIM) du 24 mai 2019 ;
- la journée de la statistique agricole organisée par la DAAF le 14 juin 2019 ;
- l'assemblée générale des jeunes agriculteurs de Guadeloupe ;
- le séminaire sur la thématique de l'autonomie alimentaire de Guadeloupe de l'INRA ;
- l'atelier « Co-construire l'avenir alimentaire de la Guadeloupe » organisé le 4 juin 2019 par la CANBT et DIAG'Alim dans le cadre de la semaine de l'agrotransformation de la CANBT ;
- les différents comités techniques de la Stratégie de développement rural de Cap Excellence qui se sont déroulés au deuxième semestre 2019 ;
- la Conférence territoriale de l'action sociale et de la famille, en charge de la déclinaison de la Stratégie de lutte et de prévention contre la pauvreté qui s'est déroulée le 29 octobre 2019 ;
- les réunions du groupe de travail sur l'accès à l'alimentation de la Stratégie de lutte et de prévention contre la pauvreté, qui se sont déroulés le 5 novembre 2019 et le 3 février 2020, ainsi que l'atelier de discussion avec les acteurs de terrain organisé le 27 janvier 2020 ;
- le groupe de travail « Emploi, croissance, inclusion sociale et développement local dans les zones rurales » du FEADER 2021-2027 organisé le 17 octobre 2019 ;
- le groupe de travail « Répondre aux exigences sociétales en matière d'alimentation, de santé et d'environnement » du FEADER 2021-2027 organisé le 22 octobre 2019 ;
- le Conseil d'administration de KANN'Bio du 24 octobre 2019 ;
- le séminaire de mi-parcours du projet de recherche NuTWind organisé le 7 novembre 2019 en Martinique ;
- l'atelier du réseau A3P sur le gaspillage alimentaire organisée par l'ADEME le 25 mars 2019 ;
- la conférence sur la diabésité organisée par l'ARS le 26 avril 2019 ;
- plusieurs école acteurs, organisées par le CIRAD de Guadeloupe :
 - le 15 février 2019 sur l'agriculture guadeloupéenne et les attentes de la population ;
 - le 20 septembre 2019 sur les perspectives de l'agriculture guadeloupéenne ;
 - le 15 novembre 2019 sur la place des produits locaux à l'alimentation guadeloupéenne et leur valorisation.

PILIER 1 : DIAGNOSTIC

WP	N°	ACTION	ACTEURS	LIVRABLES	TYPES D'INFORMATION LIVRABLES
Analyse des déterminants politiques	1.1	Revue des politiques publiques favorisant des systèmes agri-alimentaires durables	DEAL	- Synthèse bibliographique de Sendo ELOTA et Nicole ERDAN , 2020 : Fiches thématiques « Politiques publiques & Outils financiers » - Synthèse bibliographique de Claire GUYON, 2020 : Recensement des politiques publiques alimentaires / agricoles	- Frise chronologique des différentes politiques alimentaires menées depuis 2004 - Résumé d'outils financiers et politiques publiques disponibles (non exhaustif)
	1.2	État des lieux des moyens financiers et outils disponibles en Guadeloupe		Tableau excel de Sendo ELOTA, Nicole ERDAN et Claire GUYON, 2020 : Politiques publiques	Recensement d'outils financiers et politiques disponibles selon thématique (non exhaustif)
Consommation alimentaire et accès	2.1	Étude des préférences alimentaires des enfants à domicile et hors domicile et évaluation de l'offre alimentaire proposée par les cantines scolaires.	Université des Antilles	Questionnaire sur la néophobie, et le degré de connaissances et de méconnaissances des fruits et légumes locaux versus fruits et légumes importés	Liste de questions et de réponses à choix multiples pour mieux comprendre les pratiques et le comportement du consommateur en Guadeloupe
	2.2	Étude des habitudes alimentaires pour les produits issus de la biodiversité végétale locale			
	2.3	Évaluation du fonctionnement du don alimentaire en Guadeloupe	Banque alimentaire	Mémoire de DEIS de Laure JACQUIN, 2019 : « Aider l'Homme à se restaurer » en Guadeloupe : vers une politique territoriale coordonnée de l'aide alimentaire	- Évaluation du fonctionnement de l'aide alimentaire en Guadeloupe - Etude du réseau de l'aide alimentaire en Guadeloupe et propositions d'amélioration
	2.4	Pratiques et représentation de l'alimentation locale chez les consommateurs guadeloupéen	Banque alimentaire	Synthèse bibliographique de Margot HAMEL, 2020 : Evolution des consommations et pratiques alimentaires en Guadeloupe depuis la colonisation	- Histoire de la consommation alimentaire en Guadeloupe (p3 à 5) avec une frise chronologique (p17) - Typologies du comportement du consommateur 971 (p6 à 7) - Déterminants du comportement du consommateur (p8 à 11) - Conséquences de l'alimentation (p12 à 13)
				Questionnaire sur les pratiques alimentaires en Guadeloupe de Margot HAMEL, 2020	liste de questions et de réponses à choix multiples pour mieux comprendre les pratiques et le comportement du consommateur en Guadeloupe
2.5	Etude de la tarification des cantines scolaire et de l'environnement alimentaire à proximité des établissements scolaires	Banque alimentaire	Synthèse bibliographique de Claire GUYON, 2020 : L'environnement alimentaire	- Caractérisation des déserts et marais alimentaires (p1 à 2) - Recommandations pour un environnement alimentaire sain (p5) - Etude de cas : la Guadeloupe (p6 à 7)	
			Synthèse bibliographique de Claire GUYON, 2020 : Tarification sociale des cantines et environnement alimentaire.	- Caractérisation et définition de la tarification sociale dans les cantines scolaires (p1 à 3) - Caractérisation et définition de l'environnement alimentaire (p3 à 6)	
Structuration des filières agri alimentaires / Analyse des étapes de production, transformation, distribution et gestion des déchets	3.1	Cartographie des acteurs par étape du système alimentaires	ADEME	Rapport ADEME – Analyse du système alimentaire guadeloupéen, 2020	Cartographie des acteurs par étape du système alimentaire

ANNEXE 2 Livrables DIAG'Alim

WP	N°	ACTION	ACTEURS	LIVRABLES	TYPES D'INFORMATION LIVRABLES
Structuration des filières agri alimentaires / Analyse des étapes de production, transformation, distribution et gestion des déchets	3.2	Analyse des freins et leviers propres à chaque étape du système alimentaire et propre à chaque type d'acteurs	ADEME	Rapport ADEME – Analyse du système alimentaire guadeloupéen , 2020	Analyse des freins et leviers propres à chaque étape du système alimentaire et propre à chaque type d'acteurs
				Guide d'entretien auprès des industries agro-alimentaires et des grandes et moyennes surfaces, Marie Flore DOYEN et Noémie NOHARA, 2019 ;	Liste de questions et relance pour mieux comprendre le fonctionnement des industries agro-alimentaires et des grandes et moyennes surfaces de Guadeloupe
	3.3	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse territoriale des lieux de restauration et de distribution alimentaire - Cartographie des lieux de distribution et de consommation - Relevé des produits alimentaires disponibles sur le territoire - Analyse des arbitrages des gérants - Analyse de la perception des gérants sur l'évolution de la demande alimentaire 	DAAF	Mémoire de Master 2 Sciences, Technologies, Santé de Ludwine LAURETTE, 2019 : Analyse de la variabilité nutritionnelle et de prix de produits à profils nutritionnels défavorables en Guadeloupe	Analyse territoriale des lieux de restauration et de distribution alimentaire (p23 à 28)
				Étude de 4 ^{ème} année d'école d'ingénieur – Nutri'Nov, 2019 : Étude de l'approvisionnement des cuisines dans le cadre de la restauration scolaire en Guadeloupe	<ul style="list-style-type: none"> - Étude de l'offre en produits alimentaires pour les cuisines de restauration collective scolaire (p25 à 33) - Étude de la demande alimentaire des cuisines de restauration collective scolaire (p37 à 43) - Schéma des leviers pour l'approvisionnement en produits locaux et sous SIQO des cuisines scolaires de la Guadeloupe (p55) - Liste de contacts de cantines scolaires et autres structures (p61 à 64) - Questionnaire et guide d'entretien (p64 à 75) - Tableau résumant les principaux points de la loi EGalim (p18 à 19)
	3.4	Caractérisation du fonctionnement de la restauration collective et de la structuration de sa chaîne d'approvisionnement	DAAF	Étude de 4 ^{ème} année d'école d'ingénieur – Nutri'Nov, 2019 : Note bibliographique n°1 : État des lieux du fonctionnement de la restauration collective scolaire en Guadeloupe	- État des lieux du fonctionnement de la restauration collective scolaire en Guadeloupe
	3.5	Évaluation du potentiel d'approvisionnement en produits locaux, sous SIQO et bio dans la restauration collective			
	3.6	Analyse des freins et leviers pour faciliter l'approvisionnement en produits locaux, sous SIQO et bio (loi EGalim)			
	3.7	Étude de trois pistes pour répondre aux seuils prévus par la loi EGalim			
	3.8	Référencement et évaluation du fonctionnement des structures d'agro-transformation (incluant celles de la recherche) présentes sur le territoire	DAAF	Article de AGRESTE, 2019, rédacteur Noémie NOHARA : les industries agro-alimentaire en Guadeloupe	<ul style="list-style-type: none"> - Données économiques des IAA de Guadeloupe - Commerce extérieur des IAA de Guadeloupe
	Analyse du système agri-alimentaire à l'échelle communale	4.1	Etude du système alimentaire à l'échelle communale (Morne-à-l'eau) : Identification des acteurs clés, des espaces de décision et de discussion, des jeux d'acteurs au niveau communal et intercommunal, ...	Université des Antilles	Présentation power-point de BAGÉA Djamilla et VIRASSAMY Géraldine, Volontaires en Service Civique à la ville de Morne-à-l'Eau, 2020 : WP4 : Etude du système alimentaire à l'échelle communale, cas de la Commune de Morne à l'eau
4.2		Etude du système alimentaire à l'échelle communale (Saint François) : Identification des acteurs clés, des espaces de décision et de discussion, des jeux d'acteurs au niveau communal et intercommunal, ...	Université des Antilles	Présentation PowerPoint : l'étude du système alimentaire à l'échelle communale, sur le cas de la commune de Saint-François	

WP	N°	ACTION	ACTEURS	LIVRABLES	TYPES D'INFORMATION LIVRABLES
Analyse des déterminants de l'alimentation et résilience	5.1	État de l'art sur les déterminants influençant le système alimentaire guadeloupéen	DAAF DEAL	Mémoire de diplôme d'ingénieur ISTOM de Leslie PREYNAT, 2019 : Système alimentaire Guadeloupéen : approche systémique et panorama multifactoriel	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse du concept du système agri-alimentaire (p18 à 25) - Panorama des méthodes d'analyse du système agri-alimentaire (p25) - Synthèse bibliographique sur les principaux déterminants (p35 à 62) - Cadre analytique permettant d'identifier et de classer les informations à collecter concernant ces déterminants (p35 à 62)
	5.2	<ul style="list-style-type: none"> - Relevé d'initiatives locales en lien avec les systèmes alimentaires durables - Quels projets sont en cours sur le territoire ? - Quels projets ont été développés ? 	Université des Antilles Banque alimentaire DEAL	Tableau excel de Fanny L'HERMITTE, Marie-Flore DOYEN et Nicole ERDAN 2020 : Relevé d'initiatives locales Synthèse de Fanny L'HERMITTE, 2020 : Analyse croisée des initiatives relevées dans le cadre du projet DIAG'Alim	Relevé d'initiatives locales en lien avec le système agri-alimentaire guadeloupéen Analyse croisée des initiatives relevées dans le cadre du projet DIAG'Alim

PILIER 2 : ATELIERS TERRITORIAUX DE PROSPECTIVES			
ACTION	ACTEURS	LIVRABLES	TYPES D'INFORMATION LIVRABLES
Ateliers en ligne territoriaux DIAG'Alim	Partenaires DIAG'Alim, Cabinet Maragnes, Zeste de Com, Qualistat	<ul style="list-style-type: none"> - Synthèse de l'atelier du 15 juin 2020 réalisée par QualiStat - Synthèse de l'atelier du 18 juin 2020 réalisée par QualiStat - Synthèse de l'atelier du 22 juin 2020 réalisée par QualiStat 	<ul style="list-style-type: none"> - Enjeux du système alimentaire - Contribution et piste de réflexions pour une résilience alimentaire

PILIER 3 : ECOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE RURALE			
ACTION	ACTEURS	LIVRABLES	TYPES D'INFORMATION LIVRABLES
Démarche d'écologie industrielle rurale	Startup TRIAKAZ DEAL	Présentation TRIAKAZ « DIAG'Alim : Démarche d'écologie industrielle rurale » par Claudy LOMBION	Présentation de la démarche, de la méthodologie et des résultats relatifs aux à la démarche EIT menée sur le territoire du Nord Grande-Terre

DÉVELOPPER LA PRODUCTIVITÉ ET LA RENTABILITÉ DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE GUADELOUPÉENNE DANS UNE DÉMARCHE AGRO-ÉCOLOGIQUE

FAVORISER L'ACCÈS AU FONCIER AGRICOLE

- Sanctuariser les terres agricoles guadeloupéennes
- Valoriser les terres agricoles non-cultivées ou sous-utilisées
- Faciliter le fonctionnement et la création de groupements fonciers agricoles et de lotissements agricoles
- Favoriser l'installation des jeunes agriculteurs et le renouvellement de la population agricole

FAVORISER L'ACCÈS AUX AIDES ET AUX ASSURANCES AGRICOLES

- Encourager la refonte des aides agricoles pour qu'elles prennent davantage en compte la durabilité des systèmes de production
- Créer un fonds de garantie pour la gestion de crise
- Favoriser l'accès au micro-investissement
- Associer le système bancaire et d'assurances privées

GARANTIR AUX PRODUCTEURS UN REVENU JUSTE

- Diminuer les délais de paiement des collectivités locales
- Soutenir une revalorisation des retraites des agriculteurs et des pêcheurs

FAVORISER L'UTILISATION ET LE DÉVELOPPEMENT D'OUTILS DE PRODUCTION ADAPTÉS À LA GUADELOUPE

- Développer le recours à la micro-mécanisation
- Favoriser les unités de transformation à taille humaine
- Encourager l'innovation, la recherche et le développement
- Favoriser la disponibilité et l'accès à l'eau agricole
- Développer une filière de bio-intrants en Guadeloupe

ACCOMPAGNER LES PRODUCTEURS ET PÊCHEURS DANS LE DÉVELOPPEMENT DE LEUR ACTIVITÉ

- Renforcer le réseau de techniciens
- Démocratiser les formations aux procédures des marchés publics
- Renforcer l'accompagnement à l'installation des jeunes agriculteurs
- Accompagner les nouveaux modes de production



ENCOURAGER LES DÉMARCHES COLLECTIVES POUR MIEUX ORGANISER LES FILIÈRES LOCALES

FAVORISER LA MUTUALISATION DES FACTEURS DE PRODUCTION

- Encourager la création de coopératives d'utilisation de matériel agricole
- Recenser les infrastructures existantes sur le territoire
- Encourager les modes d'organisation innovants et transversaux

GÉNÉRALISER LES DÉMARCHES D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

- Lutter contre le gaspillage alimentaire
- Valoriser la consommation des sous-produits et co-produits

ENCOURAGER LA PLANIFICATION COLLECTIVE DES PRODUCTIONS LOCALES

- Promouvoir le rôle des structures collectives (inter-professions, coopératives, associations, etc.)
- Promouvoir la pêche pélagique et la diversification des productions piscicoles et aquacoles
- Mieux prendre en compte la saisonnalité des productions locales dans les appels d'offres

ENCOURAGER LES DÉMARCHES D'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

ENCOURAGER LES ÉCHANGES ENTRE ACTEURS ET FACILITER L'ACCÈS AUX INFORMATIONS

- Développer les espaces d'échanges entre professions de l'amont agricole et l'aval alimentaire
- Généraliser l'utilisation d'une plateforme unique pour les appels d'offres et les marchés publics guadeloupéens
- Favoriser le partage expériences avec les autres territoires de la Caraïbe

VALORISER ET PROMOUVOIR LES PRODUITS GUADELOUPÉENS

DÉVELOPPER LA DÉMARCATIION ET LA LABELLISATION DES PRODUCTIONS DE L'ARCHIPEL

- Développer l'agriculture biologique
- Promouvoir les labels répondant aux exigences de la loi EGalim

ENCOURAGER LE PARTAGE ET LA TRANSMISSION DE CONNAISSANCES

- Promouvoir l'utilisation du jardin créole
- Organiser une foire agricole et alimentaire en Guadeloupe
- Développer l'offre touristique autour de l'agriculture, l'agro-transformation et la gastronomie locale
- Communiquer sur les réalités de l'agriculture et de la pêche locale
- Valoriser le métier des agriculteurs et des pêcheurs

RENFORCER LES ESPACES DE VENTE RÉSERVÉS AUX PRODUCTIONS LOCALES

- Favoriser la différenciation entre les marchés de producteurs et ceux de revente
- Orienter la présentation des étals pour valoriser les produits locaux
- Favoriser le déploiement de plateforme virtuelle de commercialisation

Favoriser une alimentation propice à la santé pour tous

GUIDER LE CHOIX DU CONSOMMATEUR VERS UNE ALIMENTATION SAIN

GARANTIR LA TRAÇABILITÉ DES PRODUITS LOCAUX ET IMPORTÉS

- Renforcer les contrôles de légalité des acteurs économiques
- Accompagner les acteurs informels dans une démarche de régularisation
- Fixer un cadre réglementaire aux marchés de producteurs pour les différencier des marchés de revente

FACILITER L'INFORMATION AU CONSOMMATEUR

- Démocratiser l'utilisation du Nutriscore
- Favoriser la création de labels de qualité

GÉNÉRALISER LES ACTIONS D'ÉDUCATION À L'ALIMENTATION ET DE PROMOTION DE LA SANTÉ

- Promouvoir les jardins pédagogiques et ateliers cuisines
- Généraliser les classes du goût dans toutes les établissements scolaires

PROMOUVOIR LES RÉGIMES ALIMENTAIRES FAVORABLES À LA SANTÉ

- Valoriser les spécificités des régimes et aliments traditionnels
- Valoriser l'autoconsommation et l'utilisation du jardin créole en gérant le risque chlordécone
- Développer un plan de communication valorisant les bienfaits des produits locaux pour la santé

GARANTIR LA QUALITÉ NUTRITIONNELLE ET SANITAIRE DES PRODUITS CONSOMMÉS

GARANTIR LE RESPECT DES NORMES

- Renforcer les contrôles sanitaires pour les produits locaux et les produits importés
- Encourager la mise en place d'une fiscalité dissuasive pour les produits ultra-transformés

FAVORISER UNE OFFRE ALIMENTAIRE FAVORABLE À LA SANTÉ

- Encourager les producteurs à utiliser des pratiques agro-écologiques et à limiter les pesticides
- Encourager l'utilisation de fruits et légumes frais et locaux dans la restauration collective
- Encourager la diminution des taux de sucre, gras, sel dans les produits transformés locaux
- Encourager les bonnes pratiques dans la restauration commerciale

FAVORISER UN ENVIRONNEMENT ALIMENTAIRE SAIN

- Organiser des distributions de fruits locaux dans les établissements scolaires
- Sensibiliser les vendeurs ambulants sur la santé-nutrition
- Aménager le lieu de restauration scolaire pour qu'il soit favorable au bien-être et à la santé de l'enfant

Favoriser une alimentation propice à la santé pour tous

RÉDUIRE LES INÉGALITÉS SOCIALES DE NUTRITION

AMÉLIORER LE PÉRIMÈTRE D'ACTION ET LE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU DE L'AIDE ALIMENTAIRE

- Mener davantage d'actions dans les zones blanches
- Favoriser l'approvisionnement et la distribution de produits frais et locaux
- Favoriser l'action en réseau et la collaboration entre acteurs

FAVORISER L'ACCÈS FINANCIER À UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ

- Généraliser les bons d'achats alimentaires pour les produits frais
- Prendre en compte la dimension nutritionnelle dans les outils fiscaux (octroi de mer) et de suivi des prix (bouclier qualité prix)
- S'assurer que les relations prix-qualité ne génèrent pas des contraintes fortes en matière d'accessibilité aux produits de meilleure qualité nutritionnelle

RECONNAÎTRE ET RENFORCER LE RÔLE SOCIAL DES CIRCUITS DE PROXIMITÉ

- Encourager la vente directe et les circuits courts
- Soutenir les circuits de distribution traditionnels
- Encourager l'autoconsommation
- Encourager les actions collectives visant la production de denrées alimentaires

Favoriser une bonne gouvernance du système agri-alimentaire Guadeloupéen

FAVORISER LE PARTAGE DE CONNAISSANCES

METTRE EN PLACE UN OBSERVATOIRE PARTENARIAL DU SYSTÈME AGRI-ALIMENTAIRE GUADELOUPÉEN

FACILITER L'ACCÈS À L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET SA VULGARISATION

MIEUX INCLURE LES PROFESSIONNELS DANS LES PROJETS DE RECHERCHE

CRÉER UN CATALOGUE DES ACTEURS DU SYSTÈME AGRI-ALIMENTAIRE GUADELOUPÉEN

METTRE EN PLACE UN PLAN D'URGENCE ALIMENTAIRE EN CAS DE CRISE

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DE PROJETS ALIMENTAIRES TERRITORIAUX SUR LE TERRITOIRE

FAVORISER UNE GOUVERNANCE PARTICIPATIVE

FAVORISER LA MISE EN SYNERGIE DES ACTEURS

MOBILISER LES INSTANCES DE GOUVERNANCE EXISTANTES SUR LE TERRITOIRE

IMPLIQUER L'ENSEMBLE DES ACTEURS DANS LA PRISE DE DÉCISION

REMERCIEMENTS

La Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) et la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF) remercient toutes les équipes de pilotage et d'appui pour la mise en place de DIAG'Alim et ACT'Alim.



Enfin une attention particulière est portée aux acteurs pour l'ensemble de leurs travaux ayant permis à la réalisation de cette étude.

- **Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement** : Mme Nicole ERDAN, Mme Meagann BOULASSY, Mme Liliane DIEUPART
- **Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt** : M. Alexandre DUCROT, Mme Marie-Flore DOYEN, Mme Catherine JASSAUD, Mme Amel MOUHIB, Mme Noémie NOHARA
- **Conseil départemental** : M. Henri LAVENTURE, M. Raymond SONOR, Mme Valérie TERRAM, Mme Eloise INGADASSAMY, M. Kenjy LADISLAS
- **Agence de la transition écologique** : M. Jérôme ROCH, Mme Estelle TSCHANNEN
- **Université des Antilles** : Mme Génica LAWRENCE, Mme Guylène AURORE, Mme Pamela OBERTAN, Mme Djamilla BAGEA, Mme Géraldine VIRASSAMY, Mme Ode MONTREDON
- **Banque Alimentaire de Guadeloupe** : Mme Laure JACQUIN
- **Agence Régionale de la Santé** : M. Lionel BOULON
- **Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'alimentation et l'Environnement** : M. Harry OZIER-LAFONTAINE
- **Startup TRIAKAZ** : Mme Claudy LOMBION
- **Stagiaires ayant participé au projet** : Mme Camille CREIGNOU, M. Ibrahima DIALLO, M. Sendo Raphael ELOTA, Mme Claire GUYON, Mme Margot HAMEL, Mme Ludwine LAURIETTE, Mme Fanny L'HERMITTE, M. Afaf NAJJARI, Mme Maeva PAULIN, Mme Leslie PREYNAT, Mme Miranaharivola RAKOTONDRAHANTA, M. Marius Ceron SIMEON, Mme Ysaline TASSEL, Mme Pauline VERCAEMER, Mme Coline VITRY, Mme Djenaba YATTASSAYE



Comité éditorial : Marie-Flore DOYEN (Coordinatrice DIAG'Alim), Meagann BOULASSY (Coordinatrice DIAG'Alim et ACT'Alim, DEAL Guadeloupe), Nicole ERDAN (Cheffe du pôle transition écologique et croissance verte, DEAL Guadeloupe), Alexandre DUCROT (Chef du service de l'information statistique, économique et du pilotage, DAAF Guadeloupe), Catherine JASSAUD (Cheffe du service alimentation, DAAF Guadeloupe), Jérôme ROCH (Directeur régional Guadeloupe, ADEME), Génica LAWRENCE (Maître de conférences en sciences des aliments, Université des Antilles),

Conception : Agence Mots d'ici

Crédits photos : droits réservés

© 2021



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GUADELOUPE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

